

N° 13-010-X au catalogue

# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens



Premier trimestre de 2008

 Statistique  
Canada    Statistics  
Canada

Canada

## Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0<sup>s</sup> valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- <sup>p</sup> provisoire
- <sup>r</sup> révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

## Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca). Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à [infostat@statcan.ca](mailto:infostat@statcan.ca) ou par téléphone entre 8h30 et 16h30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

### Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369
Renseignements concernant le Programme des services de dépôt	1-800-635-7943
Télécopieur pour le Programme des services de dépôt	1-800-565-7757

### Centre de renseignements de Statistique Canada :

Télécopieur	1-613-951-8116
	1-613-951-0581

## Renseignements pour accéder au produit

Le produit n° 13-010-XIF au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) et de choisir la rubrique Publications.

## Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui sont observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site [www.statcan.ca](http://www.statcan.ca) sous [À propos de nous > Offrir des services aux Canadiens](#).

# Revue trimestrielle des comptes économiques canadiens

Premier trimestre de 2008

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2008

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada, K1A 0T6.

Mai 2008

N° 13-010-X au catalogue, vol. 7, no 1

Périodicité : trimestrielle  
ISSN 1703-7573

Ottawa

This publication is available in English upon request (Catalogue no. 13-010-X).

---

## Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

**Produits et services connexes**[www.statcan.ca/cen](http://www.statcan.ca/cen)**PIB en termes de revenus et de dépenses**

Tableaux CANSIM	380-0001 à 380-0017, 380-0019 à 380-0035, 380-0037, 380-0056 à 380-0060, 382-0006, 384-0001, 384-0002, 384-0004 à 384-0013, et 384-0036
Publication :	
Comptes nationaux des revenus et dépenses	13-001-XIB
Tableaux et document analytique:	
Comptes des revenus et dépenses	13-001-PPB
Estimations du revenu du travail	13F0016XPB
Comptes économiques provinciaux	13-213-PPB
Tableaux de données	13-019-XWF, 13-021-XWF, 13-018-XWF

**PIB par industrie**

Tableau CANSIM	379-0027
Publication :	
Produit intérieur brut par industrie	15-001-XIF

**Balance des paiements internationaux**

Tableaux CANSIM	376-0001 à 376-0036 et 376-0060 à 376-0061
Publication :	
Balance des paiements internationaux du Canada	67-001-XIF

**Flux financiers**

Tableaux CANSIM	378-0001, 378-0002
Tableaux et document analytique	13-014-PPB
Tableaux de données	13-020-XWF

**Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre**

Tableaux CANSIM	383-0008 à 383-0015
Publications :	
Les comptes canadiens de productivité - Données	15-003-XIF
Croissance de la productivité du travail au niveau provincial, 1997 à 2005	15-206-XIF

**Bilan des investissements internationaux**

Tableaux CANSIM	376-0037 à 376-0042 et 376-0051 à 376-0059
Publication :	
Bilan des investissements internationaux du Canada	67-202-XIF

**Comptes du bilan national**

Tableaux CANSIM	378-0003 à 378-0010
Publication :	
Comptes du bilan national, estimations trimestrielles	13-214-XIF
Tableaux de données	13-022-XWF

**Les nouveautés en matière des comptes économiques canadiens**

Publication :	13-605-XIF
---------------	------------

## Table des matières

<b>À propos de cette publication.</b> . . . . .	<b>7</b>
<b>Politique de révision</b> . . . . .	<b>7</b>
<b>Révisions dans cette édition.</b> . . . . .	<b>7</b>
<b>Section A</b>	
<b>Aperçu.</b> . . . . .	<b>8</b>
Recul des exportations . . . . .	9
Ralentissement de l'investissement des entreprises . . . . .	10
Ralentissement de l'accumulation des stocks . . . . .	10
Ralentissement des dépenses personnelles . . . . .	10
Fléchissement de l'investissement en logement . . . . .	10
Progression des bénéfices des entreprises . . . . .	10
Les prix sont à la hausse . . . . .	10
Produit intérieur brut par industrie, mars 2008 . . . . .	11
<b>Section B</b>	
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b> . . . . .	<b>13</b>
Recul des exportations . . . . .	13
Ralentissement de l'investissement des entreprises en machines et matériel . . . . .	14
Ralentissement de l'accumulation des stocks . . . . .	14
Ralentissement des dépenses personnelles . . . . .	14
Fléchissement de l'investissement en logement . . . . .	15
Augmentation de l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels . . . . .	15
Progression des bénéfices des entreprises . . . . .	15
Vigueur soutenue du revenu personnel . . . . .	15
Fléchissement du taux d'épargne national . . . . .	16
Les prix sont à la hausse . . . . .	16
<b>Section C</b>	
<b>PIB par industrie</b> . . . . .	<b>22</b>
Les fabricants réduisent de nouveau leur production . . . . .	22
Les activités du commerce de gros fléchissent . . . . .	22
La construction perd du terrain . . . . .	22
Les activités du commerce de détail en légère hausse . . . . .	23
Le secteur de l'énergie progresse . . . . .	23
Autres industries . . . . .	23
Premier trimestre de 2008 . . . . .	23
<b>Section D</b>	
<b>Balance des paiements internationaux</b> . . . . .	<b>27</b>
L'excédent au chapitre des biens gagne du terrain . . . . .	27
Le déficit des services se rétrécit légèrement . . . . .	28
Le déficit des revenus d'investissement demeure stable . . . . .	29
Les investissements directs canadiens à l'étranger dépassent les flux d'investissement direct au pays . . . . .	29
Les obligations canadiennes attirent les investisseurs étrangers . . . . .	30
Les investisseurs canadiens demeurent peu enclins aux titres d'emprunt étrangers . . . . .	30

## Section E

<b>Comptes des flux financiers</b> .....	<b>34</b>
Secteur des ménages .....	34
Secteur des sociétés .....	35
Secteur public .....	35

## Section F

<b>Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre</b> .....	<b>41</b>
La production ralentit, mais le marché de l'emploi demeure dynamique .....	42
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre continuent de s'accroître .....	43
La productivité du travail s'accroît aux États-Unis .....	43
Les révisions récentes des estimations de productivité au Canada ont amené peu de changements à l'écart entre le Canada et les États-Unis .....	44
Analyse par industrie .....	44
La productivité dans la fabrication diminue de nouveau .....	44
Après avoir diminué au trimestre précédent, la productivité a rebondi dans les services .....	45
Presque toutes les industries ont connu une baisse du nombre moyen d'heures travaillées .....	45
Le coût unitaire de main-d'oeuvre continue d'augmenter plus rapidement dans le secteur des biens .....	45

## Section G

<b>Bilan des investissements internationaux du Canada</b> .....	<b>50</b>
Hausse du bilan net des investissements directs du Canada .....	51
Fortes hausses des actifs et des passifs de portefeuille .....	51
Variations importantes d'autres catégories d'investissements .....	51
Peu de variation de l'endettement international net à l'égard des placements de portefeuille à la valeur du marché .....	51

## Section H

<b>Comptes du bilan national</b> .....	<b>53</b>
La valeur nette des ménages augmente .....	54
La dette et le ratio d'endettement des entreprises non financières changent peu .....	55
La croissance des actifs des institutions financières s'accélère .....	55
La dette nette des administrations publiques continue de diminuer relativement au produit intérieur brut .....	55

## Section I

<b>Les révisions de 2004 à 2007 des Comptes des revenus et dépenses</b> .....	<b>59</b>
Introduction .....	59
Calendrier de révision .....	59
Répercussions des révisions sur le PIB .....	59
Révisions des agrégats des revenus (tableau I.5) .....	62
Révisions des agrégats des dépenses aux prix courants (tableau I.6) .....	64

## À propos de cette publication

Cette publication offre un aperçu des événements économiques présentés dans les comptes nationaux du Canada pour le plus récent trimestre. Cet aperçu couvre plusieurs grands thèmes : 1) le produit intérieur brut (PIB) en termes de revenus et de dépenses; 2) le PIB par industrie, 3) la balance des paiements internationaux; 4) les comptes des flux financiers 5) la productivité du travail et d'autres variables connexes; 6) le bilan des investissements internationaux et 7) les comptes du bilan national.

On y examine aussi les tendances trimestrielles des principaux agrégats du PIB sur le plan des revenus et des dépenses ainsi que les prix et le financement de l'activité économique selon le secteur institutionnel. Par ailleurs, on analyse le PIB par industrie pour le dernier mois du trimestre et pour l'ensemble du trimestre. On présente un résumé des opérations trimestrielles du Canada avec les non-résidents en ce qui a trait au commerce international, aux flux des revenus de placements, aux transferts et aux activités internationales d'investissement et de financement. Les mesures trimestrielles de la productivité devraient servir à l'analyse de la relation à court terme entre les variations dans la production, l'emploi, la rémunération et le nombre d'heures travaillées. Les bilans complets au niveau national fournissent des estimations de la richesse du Canada. On y trouve aussi le bilan financier du pays avec le reste du monde. L'aperçu comporte également des graphiques et plusieurs tableaux statistiques détaillés. Certains numéros comprennent des articles plus techniques dans lesquels on explique les méthodes des comptes nationaux ou on analyse un aspect particulier de l'économie.

Cette publication renferme les analyses détaillées, les graphiques et les tableaux statistiques qui, avant la parution du premier numéro, étaient diffusés dans *Le Quotidien* (n° 11-001-XIF au catalogue), sous les rubriques suivantes : Comptes économiques et financiers nationaux, Balance des paiements internationaux du Canada et Produit intérieur brut par industrie.

## Politique de révision

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :**

Les trimestres précédents de l'année sont révisés au moment de la publication des données du trimestre courant. Chaque année, lors de la publication des données du premier trimestre, les révisions sont apportées aux données des quatre années précédentes. Elles ne sont généralement pas révisées à nouveau, sauf lors de révisions historiques.

### **PIB par industrie :**

Les révisions sont attribuables à la mise à jour des données et/ou des divers projecteurs ainsi qu'à la désaisonnalisation suivant la procédure suivante: pour les données relatives aux mois de janvier à juin, la période de révision s'étend jusqu'au début de l'année précédente; pour juillet, la période de révision s'étend jusqu'en janvier de la cinquième année précédente; enfin, pour août à décembre, elle remonte à janvier de l'année courante. Occasionnellement, des révisions historiques ont lieu à la suite de modifications dans les concepts, les méthodologies ou la classification, la plus récente révision ayant eu lieu avec la publication des données du PIB de juillet 2002.

## Révisions dans cette édition

**PIB en termes de revenus et de dépenses, Balance des paiements internationaux, Comptes des flux financiers, Bilan des investissements internationaux, Comptes du bilan national :**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2004.

### **PIB par industrie :**

Depuis la dernière diffusion de la *Revue trimestrielle des Comptes économiques canadiens*, les estimations ont été révisées jusqu'en janvier 2007.

**Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre :**

Lors de cette diffusion, les estimations ont été révisées jusqu'au premier trimestre de 2004 au niveau agrégé et au niveau industriel.

## Section A Aperçu

Premier trimestre de 2008 et mars 2008

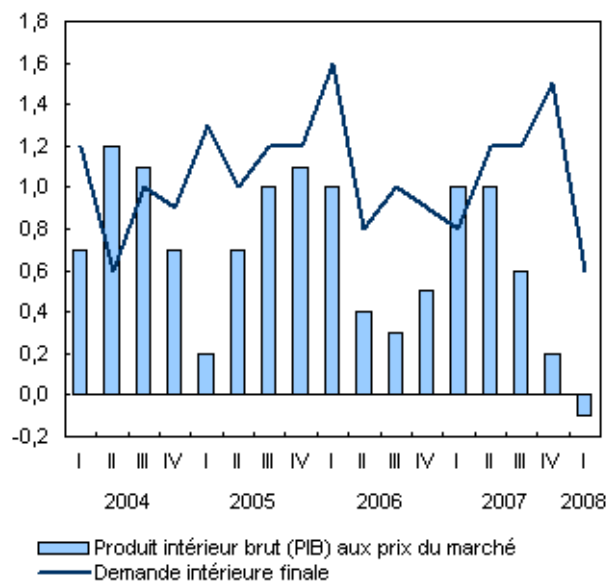
Le produit intérieur brut (PIB) réel a légèrement fléchi de 0,1 % au premier trimestre de 2008; il s'agit de la première baisse trimestrielle enregistrée depuis le deuxième trimestre de 2003. L'économie, qui avait commencé à perdre de sa vigueur au cours du deuxième semestre de 2007 alors que les exportations diminuaient, a stagné au premier trimestre en raison de réductions généralisées dans le secteur de la fabrication, en particulier dans l'industrie des véhicules automobiles. De plus, des conditions climatiques défavorables ont nui à l'activité économique durant le trimestre. Il y a eu une contraction de 0,2 % de l'activité économique en mars. La demande intérieure finale a progressé de 0,6 % en raison de la vigueur des dépenses de consommation. L'accumulation des stocks a considérablement ralenti au premier trimestre, après deux trimestres de fortes hausses.

Depuis la fin de l'année 2007, il y a eu des efforts pour réduire les stocks de véhicules automobiles au Canada en offrant des incitatifs. Entre-temps, les producteurs réoutillaient leurs chaînes de montage en vue de l'assemblage d'autres modèles suite à un changement de la demande, et ils ont aussi subi le contrecoup d'une grève survenue chez un important fournisseur de pièces d'automobile. Si l'on exclut la production de véhicules automobiles ainsi que l'effet estimé d'entraînement sur d'autres secteurs, comme les pièces d'automobile, le commerce de gros et les transports, le PIB pour le reste de l'économie a augmenté de 0,1 % au cours du trimestre.

**Graphique A.1**

**La croissance de la demande intérieure finale dépasse celle du produit intérieur brut**

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



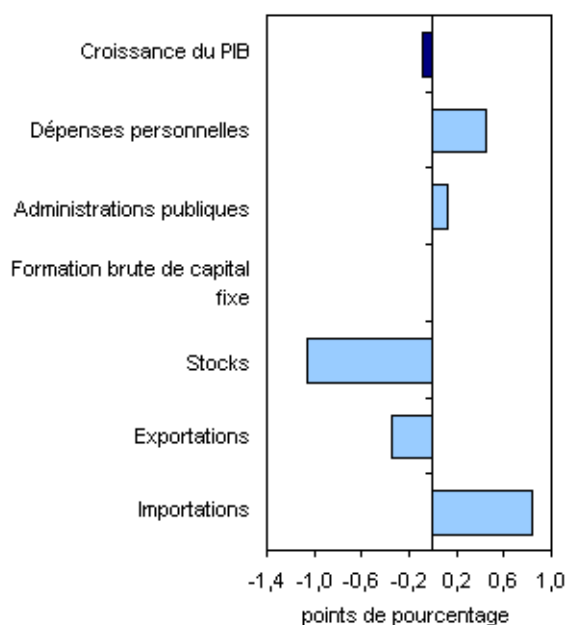
### Note aux lecteurs

Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux dépenses et des statistiques par industrie (telles que les dépenses personnelles, l'investissement, les exportations, les importations et la production) sont calculées à partir de mesures en volume, qui sont corrigées des variations de prix. Les variations en pourcentage des statistiques relatives aux revenus (telles que le revenu du travail, les bénéfices des sociétés et le revenu agricole) sont calculées à partir des valeurs nominales, ce qui signifie qu'elles ne sont pas corrigées des variations de prix.

Les comptes des revenus et dépenses du premier trimestre de 2008 comprennent une révision des données remontant au premier trimestre de 2004. Pour obtenir plus d'information, consultez l'article *Les révisions de 2004 à 2007 des Comptes des revenus et dépenses*.

Une nouvelle étude des dépenses en recherche et développement (R et D) est publiée aujourd'hui sous forme de compte satellite portant sur les années 1997 à 2004. Les auteurs examinent l'incidence de la capitalisation de la R et D dans le Système de comptabilité nationale du Canada afin de réagir aux nouvelles recommandations internationales. Pour obtenir plus d'information, consultez l'article *Compte satellite canadien de la recherche et du développement, 1997 à 2004*.



**Graphique A.2****Contributions à la variation en pourcentage du produit intérieur brut, premier trimestre de 2008**

La production des industries productrices de biens a diminué de 1,5 % durant le premier trimestre, tandis que les industries productrices de services enregistraient une augmentation de 0,5 %. Les reculs observés dans le secteur de la fabrication et celui des mines ainsi que dans certaines industries des transports ont été contrebalancés en partie par la progression des industries du commerce de détail, des services d'hébergement ainsi que de la finance et des assurances.

**Tableau A.1****Produit intérieur brut réel, dollars enchaînés (2002)<sup>[1]</sup>**

	Variation	Variation d'une	
		annualisée	année à l'autre
	%		
Premier trimestre de 2007	1,0	4,1	2,2
Deuxième trimestre de 2007	1,0	3,9	2,8
Troisième trimestre de 2007	0,6	2,3	3,1
Quatrième trimestre de 2007	0,2	0,8	2,9
Premier trimestre de 2008	-0,1	-0,3	1,7

1. La variation est le taux de croissance d'une période à l'autre. La variation annualisée est le taux de croissance composé annuel. La variation d'une année à l'autre est le taux de croissance d'un trimestre donné par rapport au même trimestre de l'année précédente.

L'économie a continué de générer des emplois au cours du premier trimestre, mais le nombre moyen d'heures travaillées a diminué. Des conditions climatiques défavorables ont réduit le nombre moyen d'heures travaillées dans certaines industries.

L'économie canadienne a fléchi de 0,3 % au premier trimestre (taux annualisé), tandis que l'économie américaine a enregistré une croissance de 0,9 %.

**Recul des exportations**

Les exportations de biens et de services ont connu un recul pour un troisième trimestre de suite, à l'instar de la production manufacturière. La diminution de 1,1 % au premier trimestre de 2008 est le résultat d'une baisse marquée des exportations de produits automobiles, les fabricants canadiens subissant le contrecoup d'une grève survenue chez un important fournisseur de pièces d'automobile aux États-Unis.

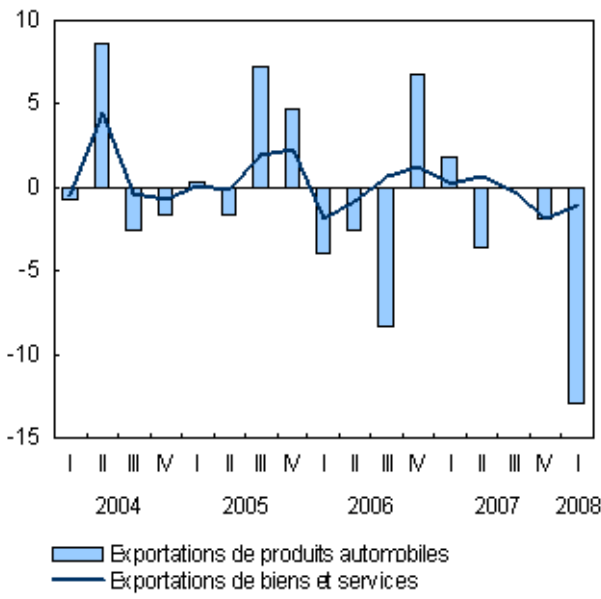
Si l'on exclut les produits automobiles, les exportations ont augmenté de 0,8 % au premier trimestre. Les ventes de produits de la forêt à l'étranger ont diminué pour un troisième trimestre consécutif, alors que le marché américain du logement a continué de s'affaiblir.

Les exportations de services ont diminué de 2,3 %, principalement en raison des exportations de services commerciaux moins élevées. À l'opposé, les produits de l'énergie, exception faite du gaz naturel, ont fortement progressé au cours du trimestre, renversant ainsi la tendance observée au second semestre de 2007.

**Graphique A.3**

**Baisse marquée des exportations des produits automobiles**

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



Les importations ont diminué pour la première fois depuis le quatrième trimestre de 2006. Cette baisse a été généralisée. Les produits automobiles ont entraîné les importations à la baisse, en parallèle avec une réduction des stocks de véhicules automobiles. Les achats d'autres biens de consommation importés ont également fléchi. Il en a été de même pour les importations de machines et de matériel, après trois trimestres de hausses importantes.

**Ralentissement de l'investissement des entreprises**

La croissance de l'investissement des entreprises en machines et matériel a ralenti, pour s'établir à 0,3 % au premier trimestre, en raison de la diminution de l'investissement en machinerie industrielle. Lors des trois trimestres précédents, les augmentations avaient été en moyenne de 3,3 %. L'investissement en automobiles et l'investissement en d'autre matériel de transport ont augmenté. Depuis le quatrième trimestre de 2002, l'investissement des entreprises en machines et matériel a crû de plus de 60 %, en parallèle avec l'appréciation du dollar canadien.

Le rebondissement de l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels au premier trimestre (+0,9 %) s'explique par l'augmentation de l'investissement tant en bâtiments qu'en ouvrages de génie. L'investissement total des entreprises en usines et matériel s'est accru de 0,6 % au cours du trimestre.

**Ralentissement de l'accumulation des stocks**

Il y a eu un net ralentissement de l'accumulation des stocks au premier trimestre; lors des deux trimestres précédents, les stocks avaient fortement augmenté. Le changement a été particulièrement marqué chez les concessionnaires de véhicules automobiles, qui ont sensiblement réduit leurs stocks. Le tiers de l'écart entre l'accumulation totale au quatrième trimestre de 2007 et celle au premier trimestre de 2008 est imputable aux véhicules automobiles.

Les fabricants et les grossistes ont réduit leurs stocks, en particulier ceux de biens durables, tandis que les stocks des détaillants ont augmenté légèrement.

Les entreprises accumulent des stocks depuis le troisième trimestre de 2004. Le ratio des stocks aux ventes pour l'économie dans son ensemble est demeuré inchangé au premier trimestre de 2008, les stocks étant suffisants pour 63 jours de vente.

**Ralentissement des dépenses personnelles**

Les dépenses personnelles ont progressé de 0,8 % au premier trimestre, en baisse par rapport au rythme de 1,8 % au quatrième trimestre de 2007. Ce ralentissement est principalement attribuable à la baisse des dépenses de voyage à l'étranger, qui avaient augmenté de façon marquée au deuxième semestre de 2007. Malgré cela, les dépenses de voyage à l'étranger ont atteint un niveau qui n'a été surpassé qu'une seule fois auparavant. Les achats de véhicules automobiles neufs et d'occasion ont augmenté de 7,2 %, ayant été stimulés par des incitatifs généralisés, des modalités de financement à faible taux d'intérêt et la réduction du taux de la TPS. Il s'agit de la progression la plus forte depuis le quatrième trimestre de 2001.

**Fléchissement de l'investissement en logement**

L'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels a reculé au premier trimestre, après avoir augmenté lors des cinq trimestres précédents. Les coûts de transfert associés au marché de la revente ont diminué pour un troisième trimestre de suite, et la construction résidentielle neuve a reculé. Cela a été contrebalancé en partie par la progression des activités de rénovation.

**Progression des bénéfices des entreprises**

Les bénéfices des entreprises ont progressé de 2,4 % au premier trimestre grâce aux gains du secteur de l'énergie.

La rémunération des salariés a augmenté de 1,5 %, moins rapidement qu'au trimestre précédent.

**Les prix sont à la hausse**

Les prix des biens et services produits au Canada ont augmenté de 1,3 % au premier trimestre en raison de la progression des prix de l'énergie qui se poursuit. Il s'agissait d'une accélération par rapport au quatrième

trimestre alors qu'ils avaient crû de 0,9 %. Si l'on exclut l'énergie, ces prix n'ont progressé que de 0,2 % seulement. Les prix des exportations ont nettement progressé (+5,4 %), reflétant l'augmentation des prix de l'énergie. Après avoir diminué pendant trois trimestres, les prix des importations ont progressé de 3,3 %, le dollar canadien s'étant déprécié par rapport au dollar américain. Les prix de la demande intérieure finale ont augmenté de 0,5 %.

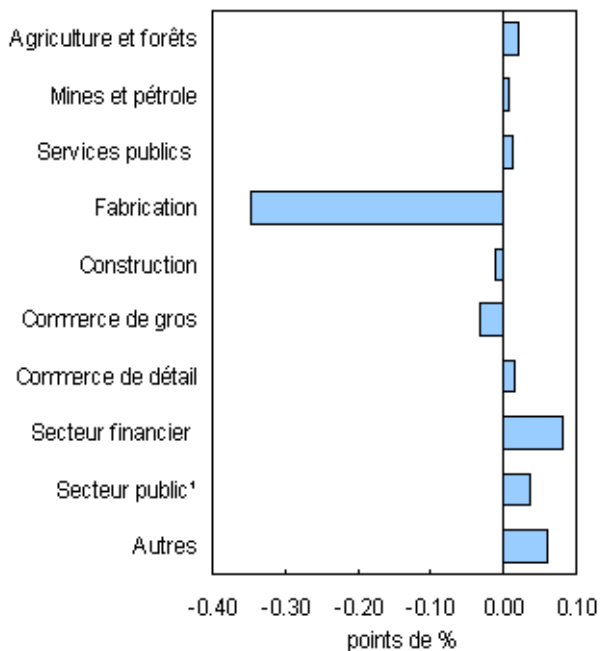
La dette des ménages sous forme de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation s'est légèrement accrue. En proportion de chaque dollar de revenu personnel disponible, la dette des ménages s'est établie à 1,16 \$. Les frais de service de la dette sont demeurés inchangés, équivalant à environ 8 % du revenu personnel disponible.

#### Produit intérieur brut par industrie, mars 2008

L'activité économique s'est repliée pour un deuxième mois consécutif, en baisse de 0,2 % en mars. Le secteur des biens a diminué de 1,0 %, et celui des services a progressé de 0,2 %.

#### Graphique A.4

#### Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale



1. L'éducation, la santé et les administrations publiques.

La baisse de 2,5% de la valeur ajoutée du secteur de la fabrication est à l'origine de presque tout le repli du secteur des biens. Les baisses dans le secteur de la fabrication étaient généralisées, les véhicules automobiles et les pièces ayant été les plus touchés, leurs baisses représentant environ 40% du recul observé dans le secteur. La contraction de la demande et une grève chez un important fournisseur de pièces situé aux États-Unis ont eu un effet d'entraînement pour l'ensemble de la production de véhicules automobiles et des industries connexes.

En mars, la fabrication de produits en bois, de papier et de minéraux non métalliques a aussi diminué, sous l'effet du ralentissement de la demande étrangère.

Le secteur de la construction a diminué de 0,2 % en mars. Les baisses observées dans la construction résidentielle ainsi que dans les travaux de génie et de réparation n'ont été que partiellement contrebalancées par la croissance de la construction de bâtiments non résidentiels.

Le secteur de l'énergie a progressé de 0,3 %, l'extraction de pétrole et de gaz et la distribution de gaz naturel ayant augmenté. Les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière se sont repliées de 4,0 %.

Dans les services, les activités du secteur de la finance et des assurances ont progressé de 0,8 %, surtout grâce à un volume très important de transactions sur les marchés boursiers. Les services bancaires, toutefois, sont restés presque inchangés.

Les agents et courtiers immobiliers ont enregistré une quatrième baisse mensuelle consécutive de leurs activités, alors que le marché de la revente de maisons a légèrement fléchi en mars. Leurs activités ont été parmi celles qui ont été touchées par le mauvais temps.

Les activités du commerce de gros ont reculé pour un deuxième mois d'affilée (-0,6 %), tandis que le secteur du commerce de détail a augmenté de 0,2 % en mars, permettant d'effacer une partie de la baisse enregistrée en février.

**Tableau A.3 Indicateurs principaux des Comptes économiques canadiens[1]**

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars aux prix courants								
<b>PIB en termes de revenus et de dépenses</b>								
Rémunération des salariés	758 824	774 960	786 392	789 224	802 852	814 984	743 313	788 357
	1,6	2,1	1,5	0,4	1,7	1,5	6,9	6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	198 584	200 572	202 740	204 784	204 828	209 704	196 719	203 231
	-0,9	1,0	1,1	1,0	0,0	2,4	5,8	3,3
Intérêts et revenus divers de placements	65 636	68 756	72 056	72 492	72 756	74 584	66 421	71 515
	-1,7	4,8	4,8	0,6	0,4	2,5	8,4	7,7
Revenu net des entreprises individuelles	87 676	89 044	90 272	90 716	91 860	94 116	86 386	90 473
	1,2	1,6	1,4	0,5	1,3	2,5	1,6	4,7
Impôts moins subventions	159 844	163 276	167 052	168 500	170 568	166 748	160 840	167 349
	0,4	2,1	2,3	0,9	1,2	-2,2	3,5	4,0
Revenu personnel disponible	865 936	886 212	890 088	902 088	915 164	934 096	849 590	898 388
	1,5	2,3	0,4	1,3	1,4	2,1	7,0	5,7
Taux d'épargne personnelle[2]	3,3	3,9	2,3	2,5	1,9	2,8	3,1	2,7
	...	...	...	...	...	...	...	...
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	765 295	772 440	783 339	791 358	805 760	812 166	754 179	788 224
	0,8	0,9	1,4	1,0	1,8	0,8	4,3	4,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	251 708	253 550	255 245	259 691	263 357	265 060	248 777	257 961
	0,9	0,7	0,7	1,7	1,4	0,6	3,8	3,7
Formation brute de capital fixe	305 489	307 457	311 144	315 381	318 319	318 274	301 263	313 075
	1,2	0,6	1,2	1,4	0,9	-0,0	7,1	3,9
Investissement en stocks	1 455	6 004	5 618	20 579	20 580	3 420	10 723	13 195
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	508 219	509 189	512 307	510 840	501 112	495 842	503 322	508 362
	1,2	0,2	0,6	-0,3	-1,9	-1,1	0,6	1,0
Importations de biens et services	546 631	548 079	554 726	581 348	593 526	578 055	539 784	569 420
	-0,1	0,3	1,2	4,8	2,1	-2,6	4,6	5,5
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 292 881</b>	<b>1 305 843</b>	<b>1 318 339</b>	<b>1 325 934</b>	<b>1 328 606</b>	<b>1 327 452</b>	<b>1 284 819</b>	<b>1 319 681</b>
	0,5	1,0	1,0	0,6	0,2	-0,1	3,1	2,7
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
<b>PIB aux prix de base, par industrie</b>								
Industries productrices de biens	373 421	378 296	379 987	379 254	375 599	369 894	375 489	378 284
	-0,3	1,3	0,4	-0,2	-1,0	-1,5	1,2	0,7
Production industrielle	271 364	275 382	277 214	276 033	272 350	266 745	274 357	275 245
	-0,8	1,5	0,7	-0,4	-1,3	-2,1	-0,2	0,3
Secteur de l'énergie	84 925	86 749	87 590	87 625	86 826	86 486	85 876	87 198
	-2,0	2,1	1,0	0,0	-0,9	-0,4	1,0	1,5
Fabrication	183 590	185 663	186 570	184 943	181 951	176 403	186 631	184 782
	-0,7	1,1	0,5	-0,9	-1,6	-3,0	-1,0	-1,0
Fabrication de biens non durables	73 355	72 592	73 248	72 738	71 346	69 871	74 329	72 481
	-0,9	-1,0	0,9	-0,7	-1,9	-2,1	-1,9	-2,5
Fabrication de biens durables	110 392	113 299	113 536	112 414	110 819	106 708	112 470	112 517
	-0,6	2,6	0,2	-1,0	-1,4	-3,7	-0,3	0,0
Construction	75 536	76 271	76 502	77 274	77 491	77 725	74 087	76 884
	1,6	1,0	0,3	1,0	0,3	0,3	8,1	3,8
Industries productrices de services	827 148	834 678	843 140	850 897	856 745	861 018	818 862	846 365
	0,6	0,9	1,0	0,9	0,7	0,5	3,8	3,4
Commerce de gros	68 298	69 335	70 547	72 308	73 238	73 162	68 383	71 357
	-1,4	1,5	1,7	2,5	1,3	-0,1	7,1	4,3
Commerce de détail	69 847	71 264	72 874	73 321	74 200	75 042	69 015	72 915
	0,3	2,0	2,3	0,6	1,2	1,1	6,0	5,7
Transport et entreposage	55 683	55 940	56 252	56 775	56 547	56 429	55 501	56 379
	0,2	0,5	0,6	0,9	-0,4	-0,2	3,2	1,6
Finance, assurances, services immobiliers et de location	234 023	236 753	239 154	241 265	243 063	244 728	230 362	240 059
	1,1	1,2	1,0	0,9	0,7	0,7	3,8	4,2
Technologies de l'information et des communications	55 151	55 866	56 761	57 011	57 420	57 504	54 485	56 765
	0,7	1,3	1,6	0,4	0,7	0,1	4,3	4,2

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Taux actuel.

## Section B

### PIB en termes de revenus et de dépenses

Premier trimestre de 2008

Le produit intérieur brut (PIB) réel a légèrement fléchi de 0,1 % au premier trimestre de 2008; il s'agit de la première baisse trimestrielle enregistrée depuis le deuxième trimestre de 2003. L'économie, qui avait commencé à perdre de sa vigueur au cours du deuxième semestre de 2007 alors que les exportations diminuaient, a stagné au premier trimestre en raison de réductions généralisées dans le secteur de la fabrication, en particulier dans l'industrie des véhicules automobiles. De plus, des conditions climatiques défavorables ont nui à l'activité économique durant le trimestre. La demande intérieure finale a progressé de 0,6 % en raison de la vigueur des dépenses de consommation. L'accumulation des stocks a considérablement ralenti au premier trimestre, après deux trimestres de fortes hausses.

#### Recul des exportations

Les exportations de biens et de services ont connu un recul pour un troisième trimestre de suite, à l'instar de la production manufacturière. La diminution de 1,1 % au premier trimestre de 2008 est le résultat d'une baisse marquée des exportations de produits automobiles, les fabricants canadiens subissant le contrecoup d'une grève survenue chez un important fournisseur de pièces d'automobile aux États-Unis.

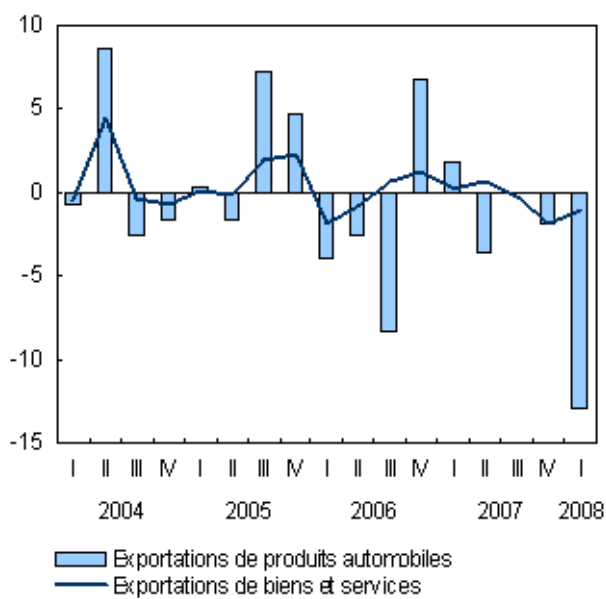
Si l'on exclut les produits automobiles, les exportations ont augmenté de 0,8 % au premier trimestre. Les ventes de produits de la forêt à l'étranger ont diminué pour un troisième trimestre consécutif, alors que le marché américain du logement a continué de s'affaiblir.

Les exportations de services ont diminué de 2,3 %, principalement en raison des exportations de services commerciaux moins élevées. À l'opposé, les produits de l'énergie, exception faite du gaz naturel, ont fortement progressé au cours du trimestre, renversant ainsi la tendance observée au second semestre de 2007.

Les exportations de services de voyage ont connu une troisième baisse consécutive.

**Graphique B.5**  
**Baisse marquée des exportations de produits automobiles**

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)



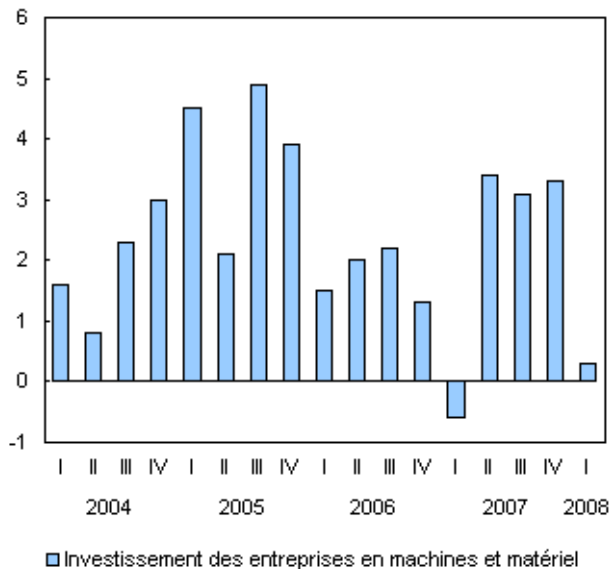
Les importations ont diminué pour la première fois depuis le quatrième trimestre de 2006. Cette baisse a été généralisée. Les produits automobiles ont entraîné les importations à la baisse, en parallèle avec une réduction des stocks de véhicules automobiles. Les achats d'autres biens de consommation importés ont également fléchi. Il en a été de même pour les importations de machines et de matériel, après trois trimestres de hausses importantes. Tant les produits de la forêt que les produits de l'agriculture et de la pêche ont chuté au cours du trimestre, après avoir progressé durant la plus grande partie de 2007.

### Ralentissement de l'investissement des entreprises en machines et matériel

La croissance de l'investissement des entreprises en machines et matériel a ralenti, pour s'établir à 0,3 % au premier trimestre, en raison de la diminution de l'investissement en machinerie industrielle. Lors des trois trimestres précédents, les augmentations avaient été en moyenne de 3,3 %. L'investissement en automobiles et l'investissement en d'autre matériel de transport ont augmenté. Depuis le quatrième trimestre de 2002, l'investissement des entreprises en machines et matériel a crû de plus de 60 %, en parallèle avec l'appréciation du dollar canadien.

**Graphique B.6**  
L'investissement en machines et matériel stagne

variation trimestrielle en %, dollars enchaînés (2002)

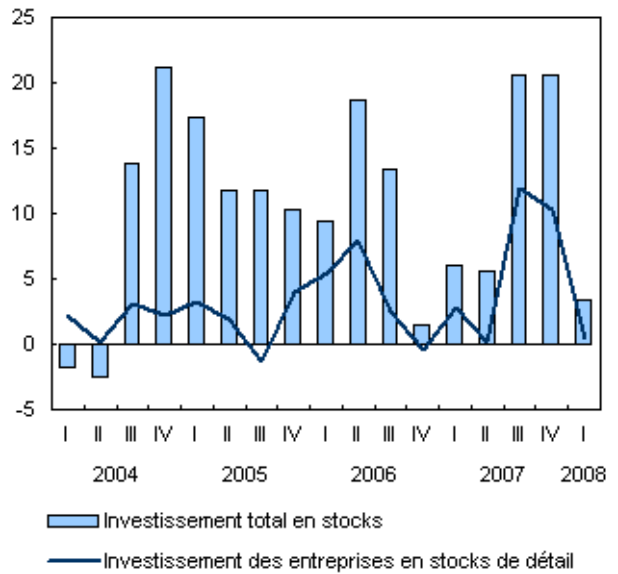


### Ralentissement de l'accumulation des stocks

Il y a eu un net ralentissement de l'accumulation des stocks au premier trimestre; lors des deux trimestres précédents, les stocks avaient fortement augmenté. Le changement a été particulièrement marqué chez les concessionnaires de véhicules automobiles, qui ont sensiblement réduit leurs stocks. Le tiers de l'écart entre l'accumulation totale au quatrième trimestre de 2007 et celle au premier trimestre de 2008 est imputable aux véhicules automobiles.

**Graphique B.7**  
Ralentissement de l'accumulation des stocks

milliards de dollars enchaînés (2002)

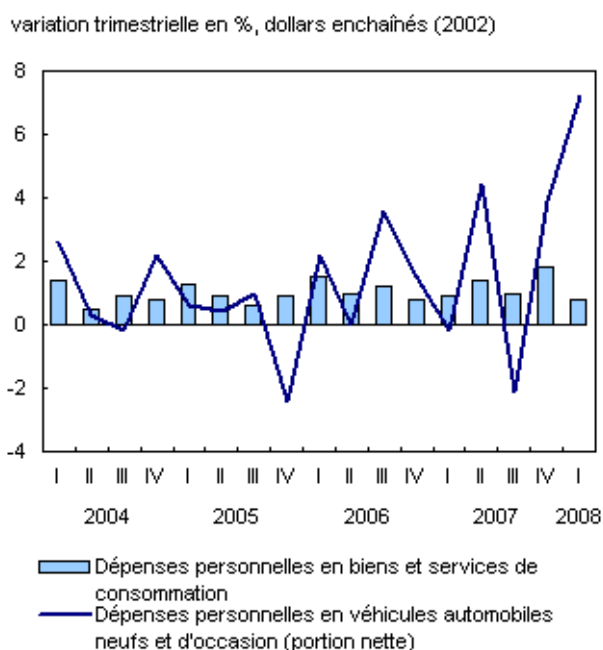


Les fabricants et les grossistes ont réduit leurs stocks, en particulier ceux de biens durables, tandis que les stocks des détaillants ont augmenté légèrement. Les stocks agricoles ont diminué pour un huitième trimestre de suite, les prix élevés des céréales ayant continué d'inciter les agriculteurs à réduire leurs stocks.

Les entreprises accumulent des stocks depuis le troisième trimestre de 2004. Le ratio des stocks aux ventes pour l'économie dans son ensemble est demeuré inchangé au premier trimestre de 2008, les stocks étant suffisants pour 63 jours de vente.

### Ralentissement des dépenses personnelles

Les dépenses personnelles ont progressé de 0,8 % au premier trimestre, en baisse par rapport au rythme de 1,8 % au quatrième trimestre de 2007. Ce ralentissement est principalement attribuable à la baisse des dépenses de voyage à l'étranger, qui avaient augmenté de façon marquée au deuxième semestre de 2007. Malgré cela, les dépenses de voyage à l'étranger ont atteint un niveau qui n'a été surpassé qu'une seule fois auparavant. Les achats de véhicules automobiles neufs et d'occasion ont augmenté de 7,2 %, ayant été stimulés par des incitatifs généralisés, des modalités de financement à faible taux d'intérêt et la réduction du taux de la TPS. Il s'agit de la progression la plus forte depuis le quatrième trimestre de 2001.

**Graphique B.8****La progression des dépenses personnelles en véhicules automobiles se poursuit**

Les dépenses personnelles au chapitre des meubles, des accessoires d'ameublement, de l'équipement ménager et de l'entretien ont augmenté de plus de 1 % pour un cinquième trimestre consécutif. Les achats d'électricité ont diminué pour un troisième trimestre de suite.

En dépit de la baisse du nombre de visiteurs étrangers au Canada, les dépenses en restaurants et hébergement ont augmenté grâce à la vigueur de la demande intérieure.

**Fléchissement de l'investissement en logement**

L'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels a reculé au premier trimestre, après avoir augmenté lors des cinq trimestres précédents. Les coûts de transfert associés au marché de la revente ont diminué pour un troisième trimestre de suite, et la construction résidentielle neuve a reculé. Cela a été contrebalancé en partie par la progression des activités de rénovation.

**Augmentation de l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels**

Le rebondissement de l'investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels au premier trimestre (+0,9 %), qui avait été précédé d'une diminution lors des quatre trimestres précédents, s'explique par l'augmentation de l'investissement tant en bâtiments qu'en ouvrages de génie. L'investissement des administrations publiques en ouvrages non résidentiels a continué d'augmenter (+2,4 %) au premier trimestre, comme il le fait depuis 2004.

**Progression des bénéfices des entreprises**

Les bénéfices des entreprises ont progressé de 2,4 % au premier trimestre grâce aux gains du secteur de l'énergie.

Les bénéfices des détaillants ont également augmenté, de pair avec les dépenses de consommation, lesquelles continuent de progresser. Les bénéfices dans le secteur financier ont fléchi, en particulier ceux des banques. De même, les bénéfices des fabricants ont diminué en raison d'une conjoncture qui demeure défavorable.

Malgré la hausse des bénéfices des sociétés, les revenus du secteur des sociétés dans son ensemble ont diminué. Les revenus en intérêts reçus de l'étranger ont fortement baissé, ce qui a donné lieu à une diminution de l'épargne des sociétés.

**Vigueur soutenue du revenu personnel**

La rémunération des salariés a augmenté de 1,5 %, moins rapidement qu'au trimestre précédent. L'emploi a fortement progressé, de même que des gains hebdomadaires moyens. L'augmentation des heures travaillées a toutefois été nettement moins forte.

Le revenu personnel a progressé plus vite que les dépenses, et le taux d'épargne est passé à 2,8 %, contre 1,9 % lors du trimestre précédent.

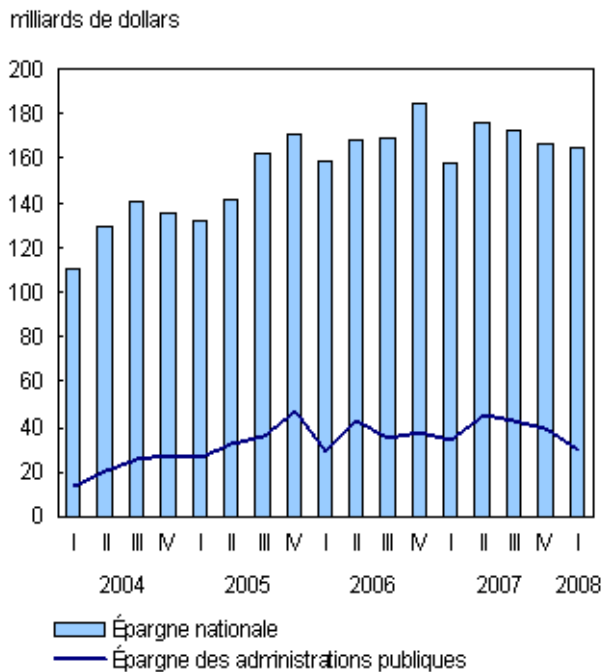
### Fléchissement du taux d'épargne national

Le taux d'épargne national a atteint son point le plus bas depuis le premier trimestre de 2005, l'épargne du secteur des administrations publiques ayant diminué. La réduction du taux de la TPS en janvier a été la cause principale de la baisse des revenus de l'administration fédérale. Il y a eu au cours du trimestre un deuxième versement (970 millions de dollars) à titre de dédommagement accordé aux survivants des pensionnats autochtones, et une somme de 1,1 milliard de dollars a été transférée à des bandes autochtones aux termes de la Convention de la Baie James conclue avec les Cris.

### Les prix sont à la hausse

Les prix des biens et services produits au Canada ont augmenté de 1,3 % au premier trimestre en raison de la progression des prix de l'énergie qui se poursuit. Il s'agissait d'une accélération par rapport au quatrième trimestre alors qu'ils avaient crû de 0,9 %. Si l'on exclut l'énergie, ces prix n'ont progressé que de 0,2 % seulement. Les prix des exportations ont nettement progressé (+5,4 %), reflétant l'augmentation des prix de l'énergie. Après avoir diminué pendant trois trimestres, les prix des importations ont progressé de 3,3 %, le dollar canadien s'étant déprécié par rapport au dollar américain. Les prix de la demande intérieure finale ont augmenté de 0,5 %.

**Graphique B.9**  
**Fléchissement de l'épargne des administrations publiques**





**Tableau B.1 Produit intérieur brut en termes de revenus, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Rémunération des salariés	758 824 1,6	774 960 2,1	786 392 1,5	789 224 0,4	802 852 1,7	814 984 1,5	743 313 6,9	788 357 6,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	198 584 -0,9	200 572 1,0	202 740 1,1	204 784 1,0	204 828 0,0	209 704 2,4	196 719 5,8	203 231 3,3
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	14 100 -5,1	15 764 11,8	15 696 -0,4	15 544 -1,0	15 152 -2,5	16 156 6,6	14 638 -4,5	15 539 6,2
Intérêts et revenus divers de placements	65 636 -1,7	68 756 4,8	72 056 4,8	72 492 0,6	72 756 0,4	74 584 2,5	66 421 8,4	71 515 7,7
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	76 ...	116 52,6	152 31,0	56 -63,2	116 107,1	1 092 841,4	-154 ...	110 ...
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	87 600 1,1	88 928 1,5	90 120 1,3	90 660 0,6	91 744 1,2	93 024 1,4	86 540 3,1	90 363 4,4
Ajustement de la valeur des stocks	-6 460 ...	-988 ...	7 024 ...	3 488 ...	3 564 ...	-1 148 ...	-2 407 ...	3 272 ...
Impôts moins subventions, sur facteurs de production	65 476 1,0	66 744 1,9	67 484 1,1	68 424 1,4	69 032 0,9	70 192 1,7	64 580 4,4	67 921 5,2
<b>Produit intérieur net aux prix de base</b>	<b>1 183 836</b> <b>0,5</b>	<b>1 214 852</b> <b>2,6</b>	<b>1 241 664</b> <b>2,2</b>	<b>1 244 672</b> <b>0,2</b>	<b>1 260 044</b> <b>1,2</b>	<b>1 278 588</b> <b>1,5</b>	<b>1 169 650</b> <b>6,0</b>	<b>1 240 308</b> <b>6,0</b>
Impôts moins subventions, sur produits	94 368 -0,1	96 532 2,3	99 568 3,1	100 076 0,5	101 536 1,5	96 556 -4,9	96 260 2,8	99 428 3,3
Provisions pour consommation de capital	188 616 1,2	191 408 1,5	194 024 1,4	196 632 1,3	198 852 1,1	201 688 1,4	185 206 5,3	195 229 5,4
Divergence statistique	-216 ...	1 064 ...	1 292 ...	456 ...	-88 ...	1 144 ...	-626 ...	681 ...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 466 604</b> <b>0,6</b>	<b>1 503 856</b> <b>2,5</b>	<b>1 536 548</b> <b>2,2</b>	<b>1 541 836</b> <b>0,3</b>	<b>1 560 344</b> <b>1,2</b>	<b>1 577 976</b> <b>1,1</b>	<b>1 450 490</b> <b>5,7</b>	<b>1 535 646</b> <b>5,9</b>

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Tableau B.2 Produit intérieur brut en termes de dépenses, prix courants et variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	816 360 0,8	830 928 1,8	847 900 2,0	857 272 1,1	874 980 2,1	884 644 1,1	803 260 5,8	852 770 6,2
Biens durables	107 696 0,6	108 964 1,2	112 596 3,3	111 672 -0,8	112 908 1,1	115 140 2,0	105 904 6,2	111 535 5,3
Biens semi-durables	67 144 -0,0	68 580 2,1	69 276 1,0	70 424 1,7	70 792 0,5	71 092 0,4	66 553 6,0	69 768 4,8
Biens non durables	194 568 -1,2	200 144 2,9	205 488 2,7	205 628 0,1	209 952 2,1	212 632 1,3	194 868 4,1	205 303 5,4
Services	446 952 1,9	453 240 1,4	460 540 1,6	469 548 2,0	481 328 2,5	485 780 0,9	435 935 6,4	466 164 6,9
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	283 644 1,5	290 196 2,3	296 108 2,0	296 028 -0,0	303 556 2,5	308 116 1,5	278 922 7,2	296 472 6,3
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	42 272 2,1	43 696 3,4	45 380 3,9	46 696 2,9	47 072 0,8	48 444 2,9	40 899 10,7	45 711 11,8
Investissement des administrations publiques en stocks	-52 ...	8 ...	-60 ...	96 ...	16 ...	156 ...	-41 ...	15 ...
Formation brute de capital fixe des entreprises	291 372 2,1	297 400 2,1	300 648 1,1	303 284 0,9	305 428 0,7	306 472 0,3	283 082 10,9	301 690 6,6
Bâtiments résidentiels	100 080 1,6	104 592 4,5	107 928 3,2	110 372 2,3	112 012 1,5	110 108 -1,7	98 473 9,7	108 726 10,4
Ouvrages non résidentiels et équipement	191 292 2,4	192 808 0,8	192 720 -0,0	192 912 0,1	193 416 0,3	196 364 1,5	184 609 11,5	192 964 4,5
Ouvrages non résidentiels	88 728 2,8	89 204 0,5	88 884 -0,4	88 600 -0,3	88 892 0,3	90 548 1,9	84 756 16,8	88 895 4,9
Machines et matériel	102 564 2,1	103 604 1,0	103 836 0,2	104 312 0,5	104 524 0,2	105 816 1,2	99 853 7,3	104 069 4,2
Investissement des entreprises en stocks	-100 ...	2 760 ...	1 784 ...	19 740 ...	14 940 ...	-1 124 ...	8 093 ...	9 806 ...
Non agricoles	468 ...	3 912 ...	2 820 ...	21 244 ...	16 108 ...	600 ...	8 831 ...	11 021 ...
Agricultures	-568 ...	-1 152 ...	-1 036 ...	-1 504 ...	-1 168 ...	-1 724 ...	-738 ...	-1 215 ...
Exportations de biens et services	531 304 1,3	545 448 2,7	542 912 -0,5	526 240 -3,1	513 872 -2,4	535 484 4,2	522 698 0,7	532 118 1,8
Biens	461 920 1,4	476 444 3,1	473 112 -0,7	458 036 -3,2	444 612 -2,9	466 864 5,0	453 733 0,8	463 051 2,1
Services	69 384 0,6	69 004 -0,5	69 800 1,2	68 204 -2,3	69 260 1,5	68 620 -0,9	68 965 0,3	69 067 0,1
Moins : Importations de biens et services	498 412 0,8	505 516 1,4	496 832 -1,7	507 064 2,1	499 608 -1,5	503 072 0,7	487 048 4,1	502 255 3,1
Biens	413 836 0,7	421 120 1,8	410 508 -2,5	420 416 2,4	407 984 -3,0	413 384 1,3	404 250 4,2	415 007 2,7
Services	84 576 0,9	84 396 -0,2	86 324 2,3	86 648 0,4	91 624 5,7	89 688 -2,1	82 798 3,4	87 248 5,4
Divergence statistique	216 ...	-1 064 ...	-1 292 ...	-456 ...	88 ...	-1 144 ...	625 ...	-681 ...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 466 604</b> 0,6	<b>1 503 856</b> 2,5	<b>1 536 548</b> 2,2	<b>1 541 836</b> 0,3	<b>1 560 344</b> 1,2	<b>1 577 976</b> 1,1	<b>1 450 490</b> 5,7	<b>1 535 646</b> 5,9
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 433 648</i> 1,3	<i>1 462 220</i> 2,0	<i>1 490 036</i> 1,9	<i>1 503 280</i> 0,9	<i>1 531 036</i> 1,8	<i>1 547 676</i> 1,1	<i>1 406 163</i> 7,2	<i>1 496 643</i> 6,4

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

**Tableau B.3 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage[1]**

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)[2]								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	765 295	772 440	783 339	791 358	805 760	812 166	754 179	788 224
	0,8	0,9	1,4	1,0	1,8	0,8	4,3	4,5
Biens durables	112 791	114 076	118 141	117 732	120 975	125 676	109 929	117 731
	1,0	1,1	3,6	-0,3	2,8	3,9	7,6	7,1
Biens semi-durables	69 312	70 887	71 353	72 813	73 353	74 595	68 258	72 102
	0,4	2,3	0,7	2,0	0,7	1,7	7,3	5,6
Biens non durables	169 792	171 935	174 151	175 116	176 803	177 057	168 977	174 501
	-0,1	1,3	1,3	0,6	1,0	0,1	1,3	3,3
Services	414 934	417 178	421 615	427 570	436 709	437 727	408 282	425 768
	1,3	0,5	1,1	1,4	2,1	0,2	4,4	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	251 708	253 550	255 245	259 691	263 357	265 060	248 777	257 961
	0,9	0,7	0,7	1,7	1,4	0,6	3,8	3,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	38 754	39 437	40 528	41 738	41 839	42 588	37 939	40 886
	2,0	1,8	2,8	3,0	0,2	1,8	6,7	7,8
Investissement des administrations publiques en stocks	-40	12	-52	84	12	132	-33	14
Formation brute de capital fixe des entreprises	266 729	268 015	270 610	273 631	276 471	275 662	263 320	272 182
	1,1	0,5	1,0	1,1	1,0	-0,3	7,1	3,4
Bâtiments résidentiels	77 708	79 768	80 682	81 506	81 879	80 441	78 602	80 959
	0,1	2,7	1,1	1,0	0,5	-1,8	2,2	3,0
Ouvrages non résidentiels et équipement	191 356	190 104	191 759	194 002	196 668	197 751	186 514	193 133
	1,6	-0,7	0,9	1,2	1,4	0,6	9,9	3,5
Ouvrages non résidentiels	70 393	69 849	68 466	67 717	67 119	67 701	68 577	68 288
	1,9	-0,8	-2,0	-1,1	-0,9	0,9	8,9	-0,4
Machines et matériel	121 672	121 000	125 093	129 023	133 323	133 698	118 649	127 110
	1,3	-0,6	3,4	3,1	3,3	0,3	10,6	7,1
Investissement des entreprises en stocks	1 510	5 997	5 681	20 480	20 565	3 262	10 766	13 181
	...	...	...	...	...	...	...	...
Non agricoles	762	5 776	5 185	19 931	19 351	2 351	9 956	12 561
	...	...	...	...	...	...	...	...
Agricultures	-39	-799	-480	-687	-9	-267	-162	-494
	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	508 219	509 189	512 307	510 840	501 112	495 842	503 322	508 362
	1,2	0,2	0,6	-0,3	-1,9	-1,1	0,6	1,0
Biens	443 916	445 870	448 340	448 299	437 942	434 139	438 898	445 113
	1,3	0,4	0,6	-0,0	-2,3	-0,9	0,9	1,4
Services	64 343	63 389	64 030	62 660	63 165	61 741	64 436	63 311
	0,4	-1,5	1,0	-2,1	0,8	-2,3	-1,2	-1,7
Moins : Importations de biens et services	546 631	548 079	554 726	581 348	593 526	578 055	539 784	569 420
	-0,1	0,3	1,2	4,8	2,1	-2,6	4,6	5,5
Biens	457 387	459 421	462 301	486 822	490 885	480 547	450 512	474 857
	0,1	0,4	0,6	5,3	0,8	-2,1	5,0	5,4
Services	89 397	88 844	92 501	94 728	102 462	97 500	89 387	94 634
	-1,0	-0,6	4,1	2,4	8,2	-4,8	2,9	5,9
Divergence statistique	190	-924	-1 109	-392	75	-962	554	-588
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>1 292 881</b>	<b>1 305 843</b>	<b>1 318 339</b>	<b>1 325 934</b>	<b>1 328 606</b>	<b>1 327 452</b>	<b>1 284 819</b>	<b>1 319 681</b>
	0,5	1,0	1,0	0,6	0,2	-0,1	3,1	2,7
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>1 321 554</i>	<i>1 332 472</i>	<i>1 348 646</i>	<i>1 365 422</i>	<i>1 386 354</i>	<i>1 394 381</i>	<i>1 303 313</i>	<i>1 358 224</i>
	0,9	0,8	1,2	1,2	1,5	0,6	4,8	4,2

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Les séries en dollars enchaînés sont calculées en multipliant l'indice de quantité de type chaîne par les séries en dollars courants correspondantes, le tout divisé par 100. Étant donné que la formule de calcul des indices de quantité de type chaîne utilise des poids provenant de plus d'une période, les estimés de dollars en chaîne qui en sont dérivés ne sont généralement pas additifs.

**Tableau B.4 Produit intérieur brut réel en termes de dépenses, variation annualisée en pourcentage[1]**

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre aux taux annuels, dollars enchaînés (2002)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	3,4	3,8	5,8	4,2	7,5	3,2	4,3	4,5
Biens durables	4,3	4,6	15,0	-1,4	11,5	16,5	7,6	7,1
Biens semi-durables	1,4	9,4	2,7	8,4	3,0	6,9	7,3	5,6
Biens non durables	-0,5	5,1	5,3	2,2	3,9	0,6	1,3	3,3
Services	5,3	2,2	4,3	5,8	8,8	0,9	4,4	4,3
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	3,6	3,0	2,7	7,2	5,8	2,6	3,8	3,7
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	8,2	7,2	11,5	12,5	1,0	7,4	6,7	7,8
Investissement des administrations publiques en stocks[2]	56	52	-64	136	-72	120	-57	47
Formation brute de capital fixe des entreprises	4,3	1,9	3,9	4,5	4,2	-1,2	7,1	3,4
Bâtiments résidentiels	0,2	11,0	4,7	4,1	1,8	-6,8	2,2	3,0
Ouvrages non résidentiels et équipement	6,5	-2,6	3,5	4,8	5,6	2,2	9,9	3,5
Ouvrages non résidentiels	7,8	-3,1	-7,7	-4,3	-3,5	3,5	8,9	-0,4
Machines et matériel	5,4	-2,2	14,2	13,2	14,0	1,1	10,6	7,1
Investissement des entreprises en stocks[2]	-11 984	4 487	-316	14 799	85	-17 303	-2 034	2 415
Non agricoles[2]	-11 779	5 014	-591	14 746	-580	-17 000	-378	2 605
Agricultures[2]	52	-760	319	-207	678	-258	-2 180	-332
Exportations de biens et services	4,7	0,8	2,5	-1,1	-7,4	-4,1	0,6	1,0
Biens	5,2	1,8	2,2	-0,0	-8,9	-3,4	0,9	1,4
Services	1,6	-5,8	4,1	-8,3	3,3	-8,7	-1,2	-1,7
Moins : Importations de biens et services	-0,5	1,1	4,9	20,6	8,6	-10,0	4,6	5,5
Biens	0,3	1,8	2,5	23,0	3,4	-8,2	5,0	5,4
Services	-4,0	-2,5	17,5	10,0	36,9	-18,0	2,9	5,9
Divergence statistique[2]	-484	-1 114	-185	717	467	-1 037	93	-1 141
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>2,1</b>	<b>4,1</b>	<b>3,9</b>	<b>2,3</b>	<b>0,8</b>	<b>-0,3</b>	<b>3,1</b>	<b>2,7</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>3,8</i>	<i>3,3</i>	<i>4,9</i>	<i>5,1</i>	<i>6,3</i>	<i>2,3</i>	<i>4,8</i>	<i>4,2</i>

1. Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre, annualisée.

2. Variation en millions de dollars, aux taux annuels.

**Tableau B.5 Contribution à la variation en pourcentage du produit intérieur brut réel, en termes de dépenses[1]**

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Calculées à partir de données désaisonnalisées, points de pourcentage								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	0,465	0,518	0,777	0,566	1,008	0,444	2,358	2,513
Biens durables	0,077	0,083	0,256	-0,025	0,197	0,277	0,540	0,511
Biens semi-durables	0,016	0,103	0,030	0,092	0,034	0,076	0,327	0,256
Biens non durables	-0,018	0,167	0,172	0,074	0,129	0,019	0,182	0,446
Services	0,390	0,164	0,319	0,425	0,649	0,072	1,309	1,301
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	0,171	0,142	0,129	0,333	0,271	0,126	0,712	0,716
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	0,057	0,051	0,080	0,088	0,007	0,054	0,181	0,220
Investissement des administrations publiques en stocks	0,004	0,004	-0,004	0,010	-0,005	0,009	-0,005	0,004
Formation brute de capital fixe des entreprises	0,208	0,096	0,190	0,218	0,203	-0,057	1,330	0,666
Bâtiments résidentiels	0,004	0,181	0,080	0,072	0,033	-0,125	0,147	0,210
Ouvrages non résidentiels et équipement	0,203	-0,085	0,110	0,146	0,170	0,068	1,182	0,456
Ouvrages non résidentiels	0,113	-0,047	-0,118	-0,064	-0,051	0,049	0,482	-0,023
Machines et matériel	0,091	-0,039	0,228	0,210	0,221	0,019	0,700	0,480
Investissement des entreprises en stocks	-0,808	0,299	-0,021	0,939	0,002	-1,074	-0,173	0,154
Non agricoles	-0,811	0,341	-0,040	0,950	-0,038	-1,061	-0,029	0,187
Agricultures	0,003	-0,042	0,018	-0,011	0,040	-0,014	-0,143	-0,033
Exportations de biens et services	0,417	0,069	0,220	-0,099	-0,645	-0,353	0,223	0,362
Biens	0,398	0,139	0,174	-0,002	-0,681	-0,253	0,284	0,442
Services	0,019	-0,070	0,046	-0,097	0,036	-0,100	-0,061	-0,080
Moins : Importations de biens et services	-0,040	0,090	0,400	1,533	0,675	-0,844	1,524	1,834
Biens	0,019	0,125	0,173	1,399	0,223	-0,557	1,358	1,504
Services	-0,059	-0,036	0,228	0,134	0,452	-0,287	0,166	0,330
Divergence statistique	-0,038	-0,086	-0,014	0,054	0,035	-0,078	0,008	-0,089
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>0,516</b>	<b>1,003</b>	<b>0,957</b>	<b>0,576</b>	<b>0,202</b>	<b>-0,087</b>	<b>3,110</b>	<b>2,713</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>0,900</i>	<i>0,806</i>	<i>1,177</i>	<i>1,206</i>	<i>1,490</i>	<i>0,566</i>	<i>4,580</i>	<i>4,116</i>

1. Les données en dollars enchaînés (2002) du tableau "Produit intérieur brut réel, en termes de dépenses, variation trimestrielle en pourcentage" ne s'additionnent pas. Les contributions à la variation en pourcentage du tableau ci-dessus peuvent s'additionner et fournissent une mesure de la composition de la croissance du PIB.

**Tableau B.6 Produit intérieur brut, indices implicites de prix en chaîne[1]**

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	106,7 0,0	107,6 0,8	108,2 0,6	108,3 0,1	108,6 0,3	108,9 0,3	106,5 1,5	108,2 1,5
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services	112,7 0,6	114,5 1,6	116,0 1,3	114,0 -1,7	115,3 1,1	116,2 0,8	112,1 3,3	115,0 2,5
Formation brute de capital fixe des administrations publiques	109,1 0,1	110,8 1,6	112,0 1,1	111,9 -0,1	112,5 0,5	113,8 1,2	107,8 3,8	111,8 3,7
Formation brute de capital fixe des entreprises	109,2 1,0	111,0 1,6	111,1 0,1	110,8 -0,3	110,5 -0,3	111,2 0,6	107,5 3,5	110,9 3,1
Exportations de biens et services	104,5 0,1	107,1 2,5	106,0 -1,0	103,0 -2,8	102,5 -0,5	108,0 5,4	103,8 0,1	104,7 0,8
Importations de biens et services	91,2 0,9	92,2 1,1	89,6 -2,8	87,2 -2,7	84,2 -3,4	87,0 3,3	90,2 -0,5	88,3 -2,1
<b>Produit intérieur brut aux prix du marché</b>	<b>113,4 0,0</b>	<b>115,2 1,6</b>	<b>116,6 1,2</b>	<b>116,3 -0,3</b>	<b>117,4 0,9</b>	<b>118,9 1,3</b>	<b>112,9 2,5</b>	<b>116,4 3,1</b>
<i>Demande intérieure finale</i>	<i>108,5 0,4</i>	<i>109,7 1,1</i>	<i>110,5 0,7</i>	<i>110,1 -0,4</i>	<i>110,4 0,3</i>	<i>111,0 0,5</i>	<i>107,9 2,3</i>	<i>110,2 2,1</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

## Section C PIB par industrie

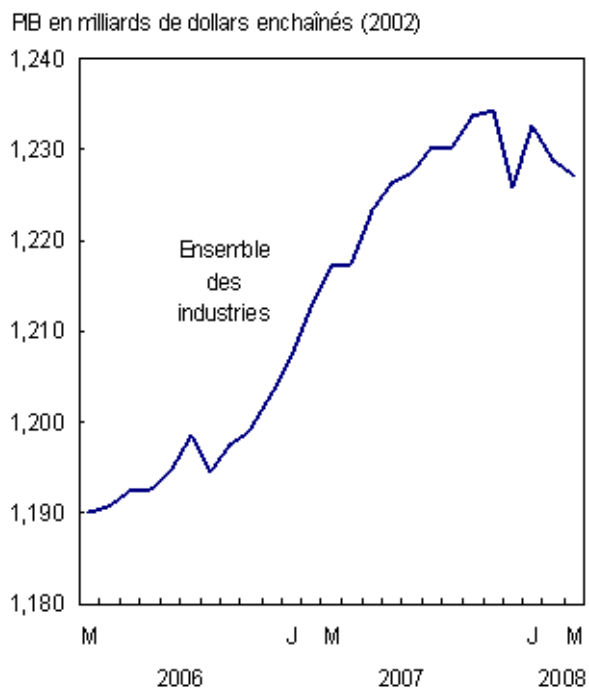
Mars 2008

L'activité économique s'est repliée pour un deuxième mois consécutif, en baisse de 0,2 % en mars. Le secteur de la fabrication a été à l'origine de presque tout ce repli. Le secteur des services a progressé de 0,2 % au cours du mois.

Les baisses dans le secteur de la fabrication étaient généralisées, les véhicules automobiles ayant été les plus durement touchés. Les secteurs du commerce de gros et de la construction ont également baissé. En revanche, les secteurs de la finance, du commerce de détail et de l'énergie ont tous intensifié leurs activités.

**Graphique C.10**

**L'activité économique se replie**



### Les fabricants réduisent de nouveau leur production

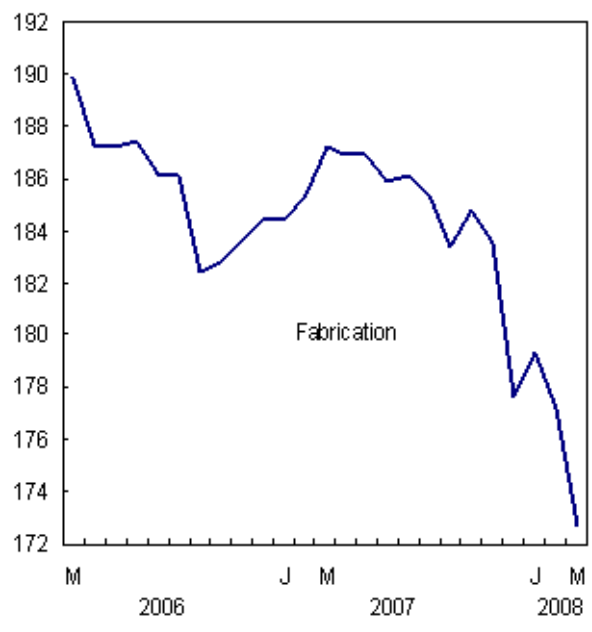
La valeur ajoutée dans le secteur de la fabrication a diminué de 2,5 % en mars, tant la production des biens durables que celle des biens non durables ayant baissées. Le repli de l'industrie du matériel de transport explique près de la moitié du recul de la fabrication. La contraction de la demande et une grève chez un important fournisseur de pièces situé aux États-Unis ont eu un effet d'entraînement pour l'ensemble de la production de véhicules automobiles et des industries connexes. En conséquence, la production de véhicules automobiles a chuté de 13,4 %.

En mars, la fabrication de produits en bois, de papier et de minéraux non métalliques a aussi diminué, sous l'effet du ralentissement de la demande étrangère. Depuis quelque temps, les fabricants de produits en bois font face à une demande étrangère affaiblie pour leurs produits, notamment des États-Unis, ce qui s'explique principalement par le ralentissement de leur économie et la vigueur du dollar canadien.

**Graphique C.11**

**Baisses généralisées dans la fabrication**

PIB en milliards de dollars enchaînés (2002)



### Les activités du commerce de gros fléchissent

Les activités du commerce de gros ont fléchi pour un deuxième mois d'affilée, en recul de 0,6 %. Les articles personnels et ménagers et les produits alimentaires ont été à l'origine de ce repli. Par contre, les activités des grossistes en matériaux de construction et de véhicules automobiles se sont redressées.

### La construction perd du terrain

Le secteur de la construction a diminué de 0,2 % en mars. Les baisses observées dans la construction résidentielle ainsi que dans les travaux de génie et de réparation n'ont été que partiellement contrebalancées par la croissance de la construction de bâtiments non résidentiels. Dans la construction résidentielle, seuls la construction d'appartements et les travaux d'amélioration et de

rénovation ont progressé en mars, tandis que toutes les catégories de la construction de bâtiments non résidentiels ont affiché des hausses.

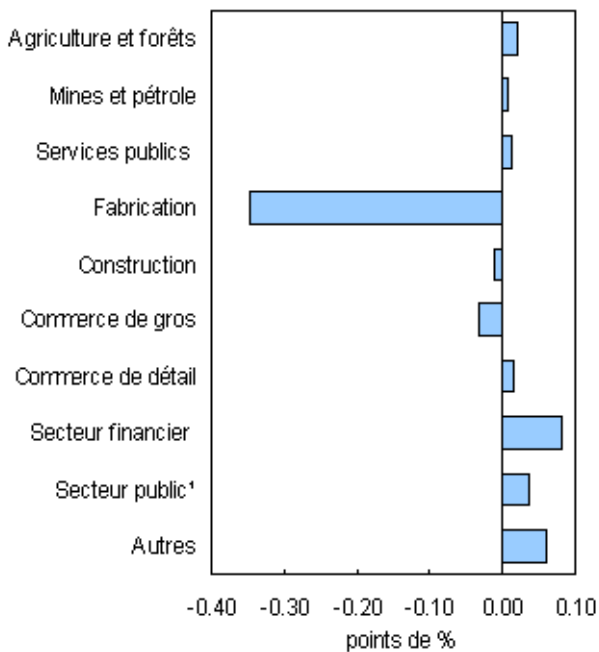
Les agents et courtiers immobiliers ont enregistré une quatrième baisse mensuelle consécutive de leurs activités, alors que le marché de la revente de maisons a légèrement fléchi en mars. Leurs activités ont été parmi celles qui ont été touchées par le mauvais temps. Elles se retrouvent maintenant bien en deçà du dernier sommet atteint au cours de l'été 2007.

#### Les activités du commerce de détail en légère hausse

La valeur ajoutée dans le secteur du commerce de détail a augmenté de 0,2 % en mars, permettant d'effacer une partie de la baisse enregistrée en février. Le volume d'activité des magasins de produits de l'automobile, les stations-service en particulier, et des supermarchés a augmenté, alors que celui des magasins de vêtements et d'accessoires a baissé.

#### Graphique C.12

##### Contribution des principaux secteurs industriels à la croissance totale



#### Le secteur de l'énergie progresse

Le secteur de l'énergie a progressé de 0,3 % en mars. Tant l'extraction de pétrole et que celle de gaz a augmenté au cours du mois. La flambée des prix du pétrole s'est poursuivie. La distribution de gaz naturel aux clients résidentiels et commerciaux a augmenté en mars. En outre, les réserves de gaz naturel entreposées au Canada

et aux États-Unis sont restées faibles. Les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière se sont repliées de 4,0 %.

La production du secteur de l'extraction minière excluant le pétrole et le gaz a connu une légère hausse de 0,5 % en mars. La progression relevée dans les mines non métalliques n'a été que partiellement neutralisée par le fléchissement de l'extraction de minerais métalliques.

#### Autres industries

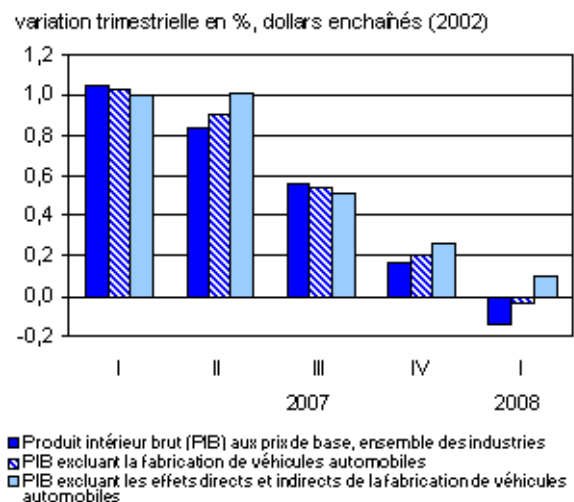
Les activités du secteur de la finance et des assurances ont progressé de 0,8 %, surtout grâce à un volume très important de transactions sur les marchés boursiers. Les services bancaires, toutefois, sont restés presque inchangés.

#### Premier trimestre de 2008

L'activité économique au Canada a légèrement fléchi au premier trimestre de 2008, en baisse de 0,1 %. L'économie a commencé à perdre son élan au second semestre de 2007. Les baisses de production dans le secteur de la fabrication ont été importantes et généralisées au premier trimestre de 2008, notamment dans les véhicules automobiles. Si l'on exclut la production de véhicules automobiles et son effet d'entraînement estimé sur d'autres secteurs comme la production de pièces de véhicules automobiles, le commerce de gros et le transport, le produit intérieur brut (PIB) aurait augmenté de 0,1 %.

#### Graphique C.13

##### La fabrication de véhicules automobiles a entravé la croissance au premier trimestre de 2008



Le secteur des services a poursuivi son ascension, en hausse de 0,5 % au premier trimestre, mais cette croissance n'a pas suffi à faire contrepoids au repli de 1,5 % observé dans le secteur des biens. La vigueur soutenue du commerce de détail et du secteur de la finance et des assurances, de même que le redressement du secteur de l'hébergement et des services de restauration ont propulsé le secteur des services en avant. Le fléchissement du secteur des biens est attribuable à la baisse des activités dans la foresterie et l'exploitation forestière, l'extraction minière et les services publics, conjuguée au recul du secteur de la fabrication.

La valeur ajoutée dans le secteur de la fabrication a diminué de 3,0 % au premier trimestre, ce qui marque une troisième baisse trimestrielle consécutive. Le repli a été généralisé, 20 des 21 grands groupes de ce secteur ayant reculé. Les baisses les plus importantes ont été relevées dans la fabrication de véhicules automobiles et de pièces, de produits en bois, de produits minéraux non métalliques, de produits en plastique et en caoutchouc et de produits chimiques.

La production de véhicules automobiles a dégringolé de 13,4 % au premier trimestre de 2008, et cette chute fait suite à un recul de 5,4 % au quatrième trimestre de 2007. Les arrêts prolongés des opérations pour les congés, à des fins de contrôle des stocks et de renouvellement de l'outillage, ont réduit substantiellement les activités en décembre. La reprise constatée en janvier et en février n'a été que partielle, la demande américaine de véhicules automobiles neufs ayant poursuivi sa glissade. Le trimestre a pris fin sur une production largement entravée par un important conflit de travail survenu en mars chez un fournisseur de pièces situé aux États-Unis.

La fabrication de produits en bois a fléchi de nouveau, les exportations canadiennes ayant ressenti les contrecoups de la faiblesse persistante des mises en chantier résidentielles aux États-Unis et du ralentissement des activités de construction au Canada, ce qui a provoqué de nouvelles mises à pied et fermetures, temporaires aussi bien que permanentes. Les mêmes facteurs ont exercé leur action sur le secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière, qui s'est replié au premier trimestre de 2008. Il s'agit de la troisième baisse trimestrielle de ce secteur au cours des quatre derniers trimestres. La production de machines, de produits informatiques et électroniques, et du matériel électrique ont toutes accusé des baisses au cours des trois derniers trimestres.

La valeur ajoutée dans le commerce de détail a grimpé de 1,1 % au premier trimestre, et la progression a été généralisée. Des hausses appréciables ont été observées dans le volume des activités des concessionnaires de voitures neuves et d'occasion, notamment en raison de la réduction de la taxe sur les produits et services (TPS) entrée en vigueur le 1er janvier. Les activités du commerce de gros sont restées pratiquement inchangées, les fortes hausses dans les produits agricoles et les produits divers ayant été neutralisées par la baisse des activités des grossistes en véhicules automobiles qui a été causée par une baisse de la production.

Le secteur de la finance et des assurances a progressé de 1,1 % au premier trimestre, grâce à la vigueur des activités bancaires. Les agents et les courtiers immobiliers ont enregistré leur troisième recul trimestriel consécutif (-4,6 %), sous l'effet d'une nouvelle contraction du marché de la vente de maisons.

La production industrielle (soit celle des mines, des services publics et des fabricants) a chuté de 2,1 % au premier trimestre, ses trois composantes ayant reculé. L'extraction de minerais métalliques comme de minerais non métalliques a baissé au cours du trimestre. Aux États-Unis, la production industrielle a diminué de 0,1 % au premier trimestre.

Le secteur de l'énergie a fléchi pour un deuxième trimestre d'affilée, en baisse de 0,4 %. Le repli des services publics et du transport par pipeline a très largement effacé le bond considérable dans l'extraction de charbon et les faibles hausses relevées dans les activités de raffinage et les activités de soutien à l'extraction minière, pétrolière et gazière.

Les industries liées au tourisme ont affiché, encore une fois, de bons résultats, le secteur du transport aérien ayant bondi de 2,8 % au cours du trimestre, et celui de l'hébergement et des services de restauration, de 1,3 %.



Tableau C.1 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, mensuel[1]

	Août 2007	Septembre 2007	Octobre 2007	Novembre 2007	Décembre 2007	Janvier 2008	Février 2008	Mars 2008
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
<b>Ensemble des industries</b>	<b>1 230 258</b>	<b>1 230 098</b>	<b>1 233 745</b>	<b>1 234 270</b>	<b>1 225 857</b>	<b>1 232 780</b>	<b>1 228 955</b>	<b>1 227 037</b>
	0,2	-0,0	0,3	0,0	-0,7	0,6	-0,3	-0,2
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>380 136</b>	<b>378 300</b>	<b>378 766</b>	<b>377 449</b>	<b>370 583</b>	<b>372 472</b>	<b>370 489</b>	<b>366 721</b>
	0,2	-0,5	0,1	-0,3	-1,8	0,5	-0,5	-1,0
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	26 820	26 767	26 700	26 625	26 395	26 272	26 218	26 517
	1,3	-0,2	-0,3	-0,3	-0,9	-0,5	-0,2	1,1
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	59 418	58 807	58 017	57 854	57 138	57 502	57 297	57 364
	1,6	-1,0	-1,3	-0,3	-1,2	0,6	-0,4	0,1
Services publics	30 746	31 311	31 717	31 840	31 658	31 457	31 436	31 603
	-0,8	1,8	1,3	0,4	-0,6	-0,6	-0,1	0,5
Construction	77 234	77 565	77 499	77 540	77 433	77 560	77 883	77 733
	0,3	0,4	-0,1	0,1	-0,1	0,2	0,4	-0,2
Fabrication	185 323	183 361	184 763	183 476	177 613	179 309	177 198	172 701
	-0,4	-1,1	0,8	-0,7	-3,2	1,0	-1,2	-2,5
<b>Industries productrices de services</b>	<b>850 931</b>	<b>852 694</b>	<b>855 912</b>	<b>857 829</b>	<b>856 494</b>	<b>861 550</b>	<b>859 746</b>	<b>861 758</b>
	0,2	0,2	0,4	0,2	-0,2	0,6	-0,2	0,2
Commerce de gros	72 160	72 652	73 773	73 830	72 112	74 234	72 835	72 418
	0,1	0,7	1,5	0,1	-2,3	2,9	-1,9	-0,6
Commerce de détail	73 675	73 517	73 845	74 355	74 401	75 310	74 816	75 000
	1,2	-0,2	0,4	0,7	0,1	1,2	-0,7	0,2
Transport et entreposage	56 775	56 848	56 658	56 812	56 172	56 537	56 187	56 562
	0,1	0,1	-0,3	0,3	-1,1	0,6	-0,6	0,7
Industrie de l'information et industrie culturelle	44 276	44 367	44 598	44 615	44 747	44 530	44 520	44 822
	0,2	0,2	0,5	0,0	0,3	-0,5	-0,0	0,7
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	241 254	241 460	242 454	243 120	243 614	244 588	244 286	245 309
	0,1	0,1	0,4	0,3	0,2	0,4	-0,1	0,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	57 579	57 673	57 742	57 932	57 948	57 988	58 009	58 058
	0,1	0,2	0,1	0,3	0,0	0,1	0,0	0,1
Services administratifs et gestion des déchets	31 851	31 953	32 066	32 169	32 256	32 314	32 392	32 460
	0,2	0,3	0,4	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Services d'enseignement	57 758	57 984	58 117	58 202	58 340	58 428	58 535	58 665
	0,3	0,4	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Soins de santé et assistance sociale	76 992	77 098	77 311	77 414	77 619	77 687	77 761	77 946
	0,1	0,1	0,3	0,1	0,3	0,1	0,1	0,2
Arts, spectacles et loisirs	11 758	11 822	11 790	11 897	11 574	11 699	11 714	11 633
	-0,5	0,5	-0,3	0,9	-2,7	1,1	0,1	-0,7
Hébergement et services de restauration	27 843	28 145	27 976	27 794	27 760	28 059	28 275	28 270
	0,4	1,1	-0,6	-0,7	-0,1	1,1	0,8	-0,0
Autres services, sauf les administrations publiques	31 000	31 107	31 239	31 251	31 342	31 428	31 500	31 558
	0,3	0,3	0,4	0,0	0,3	0,3	0,2	0,2
Administrations publiques	68 085	68 141	68 418	68 516	68 673	68 829	68 984	69 130
	0,1	0,1	0,4	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	276 817	274 759	275 333	274 070	267 646	269 477	267 278	263 480
	0,1	-0,7	0,2	-0,5	-2,3	0,7	-0,8	-1,4
Fabrication de biens non durables	72 855	71 785	71 498	71 710	70 831	70 644	69 763	69 207
	-1,0	-1,5	-0,4	0,3	-1,2	-0,3	-1,2	-0,8
Fabrication de biens durables	112 678	111 797	113 526	111 993	106 938	108 860	107 631	103 632
	-0,1	-0,8	1,5	-1,4	-4,5	1,8	-1,1	-3,7
Secteur des entreprises	1 036 898	1 036 378	1 039 526	1 039 779	1 031 039	1 037 579	1 033 416	1 031 083
	0,2	-0,1	0,3	0,0	-0,8	0,6	-0,4	-0,2
Secteur non commercial	193 261	193 628	194 125	194 400	194 755	195 128	195 482	195 920
	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2
Secteur des TIC, total	57 046	56 939	57 438	57 385	57 436	57 566	57 429	57 517
	-0,0	-0,2	0,9	-0,1	0,1	0,2	-0,2	0,2
Secteur de l'énergie	87 816	87 675	87 156	87 189	86 134	86 882	86 159	86 416
	0,5	-0,2	-0,6	0,0	-1,2	0,9	-0,8	0,3

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée au taux annuel. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage, au taux mensuel.

**Tableau C.2 Produit intérieur brut réel par industrie, aux prix de base, trimestriel et annuel[1]**

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars enchaînés (2002)								
<b>Industries productrices de biens</b>	<b>373 421</b>	<b>378 296</b>	<b>379 987</b>	<b>379 254</b>	<b>375 599</b>	<b>369 894</b>	<b>375 489</b>	<b>378 284</b>
	-0,3	1,3	0,4	-0,2	-1,0	-1,5	1,2	0,7
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	27 384	27 460	26 993	26 684	26 573	26 336	27 847	26 928
	-0,1	0,3	-1,7	-1,1	-0,4	-0,9	-2,1	-3,3
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	57 204	58 263	58 454	58 906	57 670	57 388	57 174	58 323
	-0,6	1,9	0,3	0,8	-2,1	-0,5	2,0	2,0
Services publics	29 818	30 566	31 362	31 012	31 738	31 499	30 128	31 170
	-1,5	2,5	2,6	-1,1	2,3	-0,8	-1,4	3,5
Construction	75 536	76 271	76 502	77 274	77 491	77 725	74 087	76 884
	1,6	1,0	0,3	1,0	0,3	0,3	8,1	3,8
Fabrication	183 590	185 663	186 570	184 943	181 951	176 403	186 631	184 782
	-0,7	1,1	0,5	-0,9	-1,6	-3,0	-1,0	-1,0
<b>Industries productrices de services</b>	<b>827 148</b>	<b>834 678</b>	<b>843 140</b>	<b>850 897</b>	<b>856 745</b>	<b>861 018</b>	<b>818 862</b>	<b>846 365</b>
	0,6	0,9	1,0	0,9	0,7	0,5	3,8	3,4
Commerce de gros	68 298	69 335	70 547	72 308	73 238	73 162	68 383	71 357
	-1,4	1,5	1,7	2,5	1,3	-0,1	7,1	4,3
Commerce de détail	69 847	71 264	72 874	73 321	74 200	75 042	69 015	72 915
	0,3	2,0	2,3	0,6	1,2	1,1	6,0	5,7
Transport et entreposage	55 683	55 940	56 252	56 775	56 547	56 429	55 501	56 379
	0,2	0,5	0,6	0,9	-0,4	-0,2	3,2	1,6
Industrie de l'information et industrie culturelle	43 651	43 788	44 095	44 275	44 653	44 624	43 147	44 203
	0,7	0,3	0,7	0,4	0,9	-0,1	3,1	2,4
Intermédiaires financiers, assurances et services immobiliers	234 023	236 753	239 154	241 265	243 063	244 728	230 362	240 059
	1,1	1,2	1,0	0,9	0,7	0,7	3,8	4,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	56 088	56 573	57 166	57 588	57 874	58 018	55 377	57 300
	1,1	0,9	1,0	0,7	0,5	0,2	2,9	3,5
Services administratifs et gestion des déchets	30 979	31 209	31 566	31 859	32 164	32 389	30 524	31 699
	0,7	0,7	1,1	0,9	1,0	0,7	6,1	3,9
Services d'enseignement	56 587	56 936	57 336	57 777	58 220	58 543	56 221	57 567
	0,7	0,6	0,7	0,8	0,8	0,6	2,2	2,4
Soins de santé et assistance sociale	75 376	75 971	76 569	77 013	77 448	77 798	74 780	76 750
	0,7	0,8	0,8	0,6	0,6	0,5	2,7	2,6
Arts, spectacles et loisirs	11 566	11 603	11 705	11 797	11 754	11 682	11 410	11 715
	2,4	0,3	0,9	0,8	-0,4	-0,6	4,3	2,7
Hébergement et services de restauration	27 880	27 538	27 444	27 904	27 843	28 201	27 365	27 682
	2,6	-1,2	-0,3	1,7	-0,2	1,3	3,6	1,2
Autres services, sauf les administrations publiques	30 390	30 570	30 768	31 005	31 277	31 495	30 072	30 905
	0,7	0,6	0,6	0,8	0,9	0,7	2,5	2,8
Administrations publiques	66 831	67 255	67 730	68 085	68 536	68 981	66 758	67 901
	0,1	0,6	0,7	0,5	0,7	0,6	2,2	1,7
<b>Autres agrégations</b>								
Production industrielle	271 364	275 382	277 214	276 033	272 350	266 745	274 357	275 245
	-0,8	1,5	0,7	-0,4	-1,3	-2,1	-0,2	0,3
Fabrication de biens non durables	73 355	72 592	73 248	72 738	71 346	69 871	74 329	72 481
	-0,9	-1,0	0,9	-0,7	-1,9	-2,1	-1,9	-2,5
Fabrication de biens durables	110 392	113 299	113 536	112 414	110 819	106 708	112 470	112 517
	-0,6	2,6	0,2	-1,0	-1,4	-3,7	-0,3	0,0
Secteur des entreprises	1 010 284	1 021 356	1 030 142	1 035 897	1 036 781	1 034 026	1 005 146	1 031 044
	0,3	1,1	0,9	0,6	0,1	-0,3	3,0	2,6
Secteur non commercial	189 561	190 924	192 214	193 322	194 427	195 510	188 687	192 722
	0,5	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	2,3	2,1
Secteur des TIC, total	55 151	55 866	56 761	57 011	57 420	57 504	54 485	56 765
	0,7	1,3	1,6	0,4	0,7	0,1	4,3	4,2
Secteur de l'énergie	84 925	86 749	87 590	87 625	86 826	86 486	85 876	87 198
	-2,0	2,1	1,0	0,0	-0,9	-0,4	1,0	1,5

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

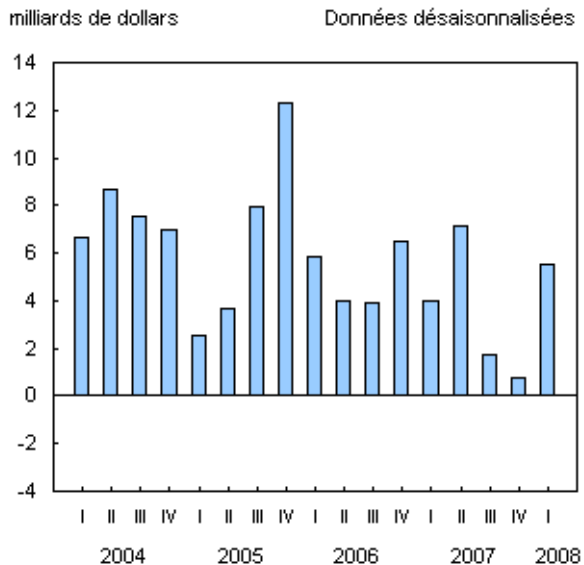
## Section D

# Balance des paiements internationaux

Premier trimestre de 2008

L'excédent du compte courant du Canada avec le reste du monde (après désaisonnalisation) a monté en flèche pour s'établir à 5,6 milliards de dollars au cours du premier trimestre de 2008. Cette croissance a été essentiellement attribuable à la hausse des prix de plusieurs produits exportés, ainsi qu'à la baisse du déficit au chapitre des voyages. Les déficits des services commerciaux et des revenus de placements sont demeurés pratiquement inchangés.

**Graphique D.14**  
**Forte hausse du surplus du compte courant**



Dans le compte capital et financier (non désaisonnalisé), les flux d'investissement direct étranger au Canada ont considérablement ralenti leur rythme, lequel avait été soutenu par des acquisitions au trimestre précédent, tandis que les investissements directs canadiens à l'étranger ont continué de se raffermir. Les investisseurs de portefeuille canadiens ont concentré leur attention sur les actions étrangères, tandis que les investissements de leurs homologues non-résidents étaient dominés par les obligations fédérales.

### L'excédent au chapitre des biens gagne du terrain

L'excédent au chapitre des biens s'est accru, pour atteindre 13,4 milliards de dollars pendant le premier trimestre, en forte hausse par rapport aux deux trimestres précédents. Cette progression était largement attribuable aux hausses des exportations, qui étaient encore une fois dominés par la croissance de la valeur des exportations de produits énergétiques.

#### Note aux lecteurs

Les données annuelles et trimestrielles ont été révisées pour les années de référence allant de 2004 à 2007. Cela est conforme à la politique générale de révision des statistiques des comptes nationaux où les données des quatre années précédentes sont révisées lors de la diffusion du premier trimestre. De façon générale, les révisions reflètent l'utilisation de sources d'information plus à jour provenant des enquêtes annuelles et des données administratives.

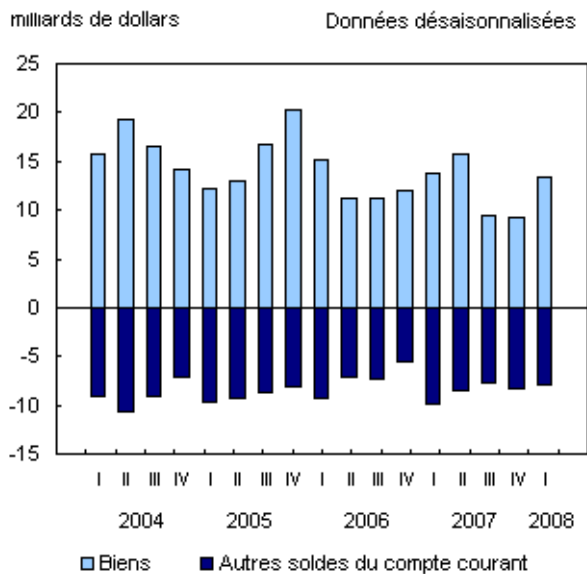
La **balance des paiements** retrace l'ensemble des transactions économiques entre les résidents du Canada et les non-résidents; elle comprend le compte courant et le compte capital et financier.

Le **compte courant** porte sur les transactions sur les biens, les services, les revenus découlant des placements et les transferts courants. Les transactions telles que les exportations et les revenus d'intérêts correspondent à des recettes, alors que les importations et les versements d'intérêts correspondent à des paiements. Le solde de ces transactions détermine si le Canada enregistre un **surplus** ou un **déficit** au compte courant.

Le **compte capital et financier** porte principalement sur les transactions liées à des instruments financiers. L'actif et le passif financiers découlant des transactions avec les non-résidents sont présentés selon trois catégories fonctionnelles, soit les investissements directs, les investissements de portefeuille et tous les autres types d'investissement. Ces investissements appartiennent soit à des résidents canadiens (l'actif étranger des investisseurs canadiens), soit à des non-résidents (le passif canadien face aux investisseurs étrangers). Les transactions sont dites positives si elles représentent une entrée de capital au Canada et négatives si elles représentent une sortie de capital du Canada.

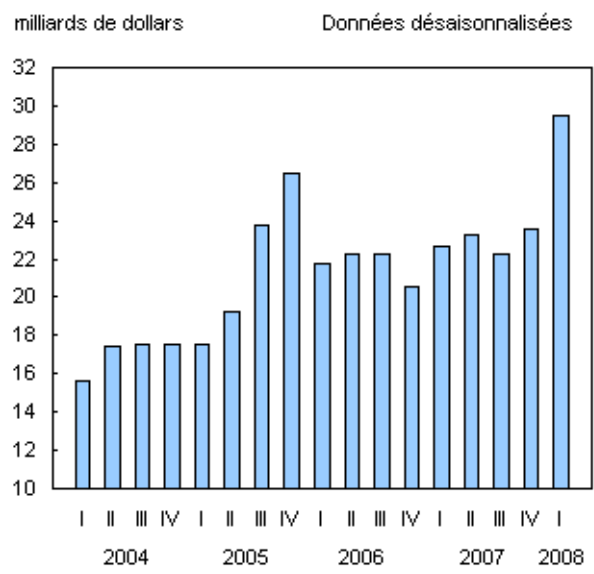
Un solde du compte courant en surplus ou en déficit correspond, en principe, à une sortie ou à une entrée nette de fonds équivalente au compte capital et financier. Autrement dit, l'addition des deux comptes doit donner zéro. En pratique, les données étant compilées à partir d'une multitude de sources, les deux comptes s'égalisent rarement, ce qui donne lieu à une erreur de mesure. La **divergence statistique** est l'entrée ou la sortie nette non observée.

**Graphique D.15**  
**Le surplus des biens s'accroît avec la reprise des exportations**



Les exportations de biens ont atteint 116,7 milliards de dollars au premier trimestre, ce qui constitue une hausse de 5 % par rapport au trimestre précédent. Avec des appréciations de prix dépassant 20 % au premier trimestre, les valeurs des exportations de pétrole brut et de gaz naturel ont fortement progressé. L'appréciation des prix fût un autre facteur important dans la croissance des exportations des biens industriels (surtout les métaux précieux et alliages) et des produits de l'agriculture, lesquels ont enregistré des ventes records de blé et de canola. Les exportations de produits de l'automobile ont diminué pour un quatrième trimestre d'affilée, pour atteindre leurs plus bas niveaux depuis la fin de 1996.

**Graphique D.16**  
**Des prix élevés conduisent les exportations de produits énergétiques à un sommet**

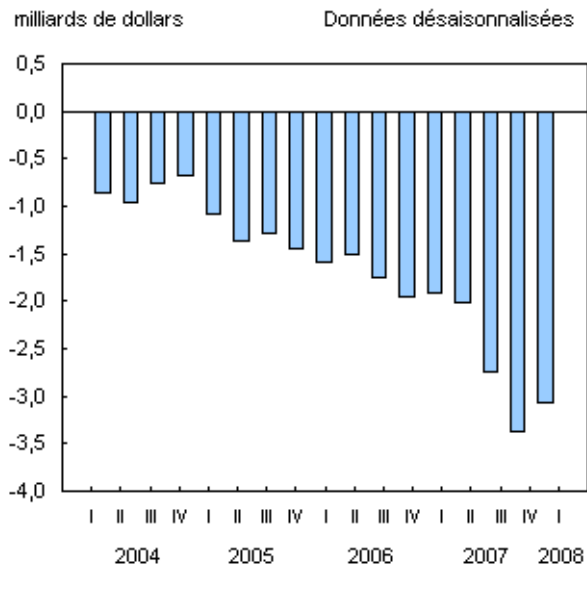


Les importations étaient en hausse de 1,4 milliard de dollars au premier trimestre, surtout en raison des volumes et des prix plus élevés des produits énergétiques. Cependant, ces gains ont été épongés en partie par la baisse des importations de produits de l'automobile.

**Le déficit des services se rétrécit légèrement**

Après avoir fortement augmenté au quatrième trimestre de 2007, le déficit des services s'est légèrement rétréci au premier trimestre de 2008, le secteur des voyages ayant été le principal facteur de cette baisse.

Après avoir atteint un sommet au quatrième trimestre, les dépenses des voyageurs canadiens en visite aux États-Unis ont diminué pendant le premier trimestre, puisque les Canadiens ont été moins nombreux à traverser les frontières, aussi bien pour les voyages de même jour que pour les voyages de nuitées. Le déficit au chapitre des voyages avec les pays d'outre-mer s'est élargi, tandis que celui avec les États-Unis s'est rétréci. Néanmoins, le déficit au chapitre des voyages avec les États-Unis était le deuxième en importance jamais enregistré, s'étant établi à 2,2 milliards de dollars.

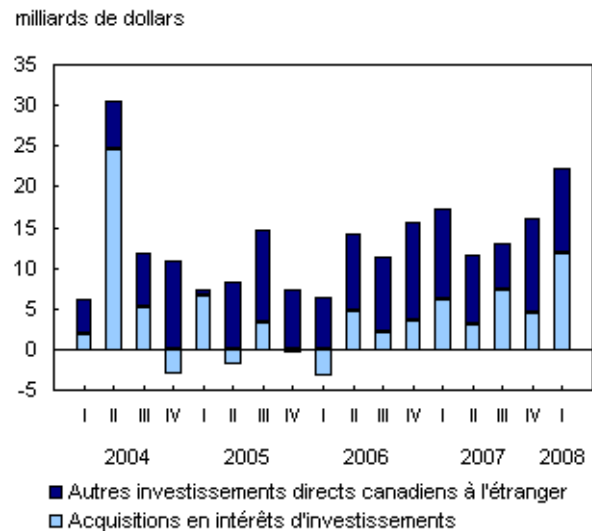
**Graphique D.17****Le déficit des voyages s'amenuise suite à la baisse des dépenses canadiennes aux États-Unis****Le déficit des revenus d'investissement demeure stable**

Pendant le premier trimestre de 2008, le déficit des revenus d'investissement a fléchi légèrement de 0,2 milliard de dollars. Le déficit du revenu de titres de portefeuille a continué de se rétrécir, tandis que les bénéfices découlant des activités des investisseurs directs canadiens à l'étranger ont affiché un recul inférieur à la baisse des gains nets que les investisseurs directs étrangers ont tirés de leurs investissements au Canada.

**Les investissements directs canadiens à l'étranger dépassent les flux d'investissement direct au pays**

Les fonds injectés dans l'économie canadienne par les investisseurs directs étrangers ont considérablement ralenti pendant le premier trimestre, tandis que les investissements directs canadiens dans les économies étrangères ont accéléré leur rythme. La sortie nette de fonds de 5,1 milliards de dollars en investissement direct qui en a découlé était la première de ce genre observée depuis le deuxième trimestre de 2006.

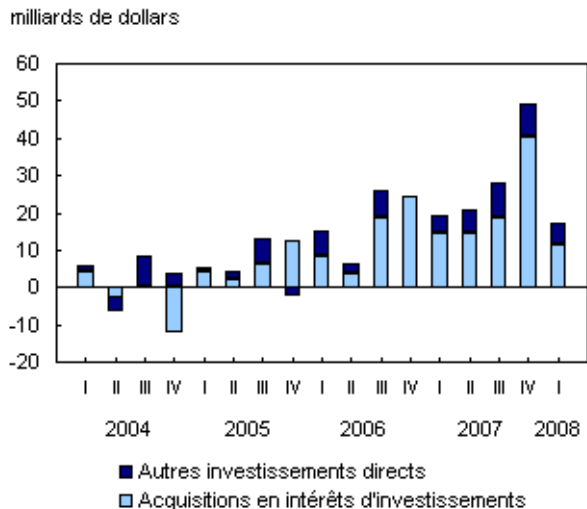
Alors que le dollar perdait un peu de terrain par rapport à la devise américaine, tout en demeurant proche de la parité, les investisseurs directs canadiens ont fait d'importantes acquisitions d'entreprises étrangères (11,7 milliards de dollars) au cours du premier trimestre, surtout dans le secteur de la finance et de l'assurance. Ils ont également injecté des sommes considérables dans les sociétés étrangères affiliées existantes (10,5 milliards de dollars).

**Graphique D.18****Les investissements directs canadiens à l'étranger continuent de se raffermir<sup>1</sup>**

1. Signes renversés de la balance des paiements.

Par ailleurs, les investissements directs étrangers au Canada, qui avaient été alimentés par de fortes acquisitions lors du quatrième trimestre de 2007, n'ont pas maintenu leur rythme. Leur ralentissement témoignait également de la forte réduction des activités d'investissement dans le secteur canadien des ressources naturelles par rapport aux derniers trimestres. Bien que les investissements directs au pays aient été considérables, ayant totalisé 17,2 milliards de dollars, ces derniers étaient à leur plus faible niveau noté depuis près de deux ans.

**Graphique D.19**  
**L'affaiblissement des activités d'acquisitions entraîne les investissements directs étrangers au Canada à la baisse**

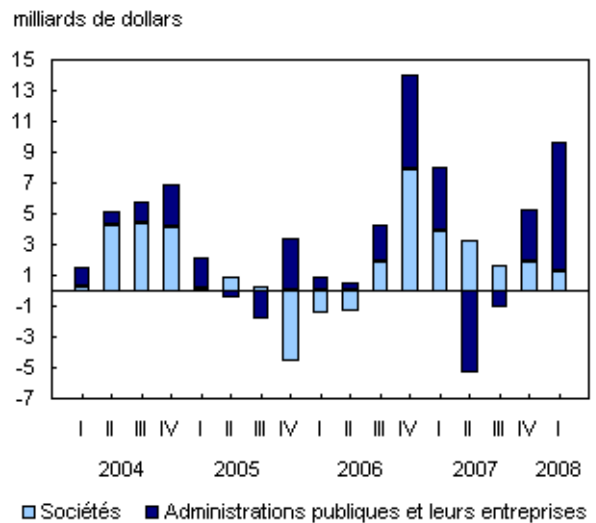


**Les obligations canadiennes attirent les investisseurs étrangers**

Les investisseurs non-résidents ont acquis pour 9,9 milliards de dollars de titres canadiens au premier trimestre, après trois trimestres consécutifs de désinvestissement. La plupart des investissements étrangers du trimestre avaient trait à des obligations en circulation libellées en dollars canadiens, dans le contexte d'une tendance inflationniste plus marquée et de l'affaiblissement des rendements obligataires aux États-Unis. Les investisseurs non-résidents ont aussi acquis des actions canadiennes (3,7 milliards de dollars), coïncidant avec une baisse de 3,5% des cours des actions.

Les non-résidents ont été particulièrement actifs en ce qui a trait aux obligations du gouvernement fédéral et de ses entreprises, qui jouissent de faibles risques de crédit et de liquidité. En revanche, l'activité étrangère sur le marché monétaire canadien a donné lieu à un désinvestissement de 3,5 milliards de dollars. Les taux à court terme au Canada ont fortement reculé pendant le premier trimestre, ce qui a rendu les instruments d'emprunt à long terme relativement plus attrayants.

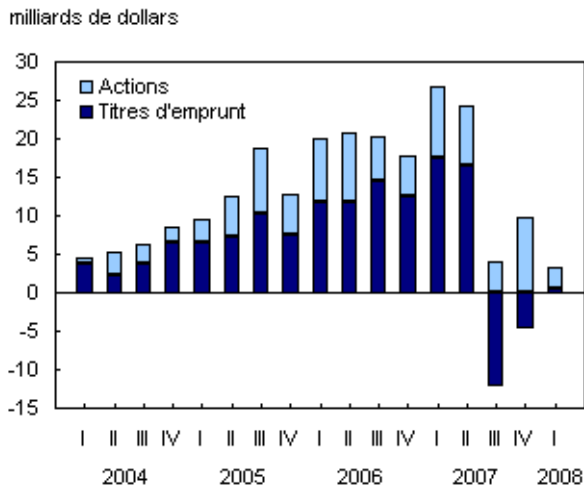
**Graphique D.20**  
**Les investisseurs non-résidents privilégient les obligations d'administrations publiques**



**Les investisseurs canadiens demeurent peu enclins aux titres d'emprunt étrangers**

Les investisseurs canadiens se sont intéressés un peu moins aux titres étrangers pendant le premier trimestre de 2008. Ils ont acquis pour 3,3 milliards de dollars de titres étrangers, surtout des actions. Les acquisitions d'actions étrangères étaient considérablement plus faibles qu'elles ne l'étaient pendant les périodes précédentes, alors que les prix des actions étrangères pendant le trimestre subissaient une baisse généralisée.

**Graphique D.21**  
**Les investisseurs canadiens achètent des actions étrangères à un rythme plus faible<sup>1</sup>**



1. Signes renversés de la balance des paiements.

Les résidents ont été des acheteurs nets d'obligations étrangères après deux trimestres de désinvestissements importants, bien que l'activité était très modeste compte tenu des achats inégalés réalisés lors des six premiers mois de 2007. Cette situation s'est manifestée par le faible niveau de nouvelles émissions d'obligations feuille d'érable. L'appréciation du dollar canadien, agencée au resserrement récent du crédit, a contribué à la hausse des coûts associés à l'émission de nouvelles obligations feuille d'érable. Parallèlement, les Canadiens ont montré une préférence pour les placements plus sûrs, ce qui a fait gonfler les fonds destinés aux actifs de dépôts.

Tableau D.1 Balance des paiements

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Non désaisonnalisées, millions de dollars								
<b>Compte courant</b>								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	130 307	133 893	138 995	130 747	126 697	131 027	520 960	530 332
Biens	114 454	118 573	121 951	111 695	110 833	115 745	453 732	463 051
Services	15 853	15 320	17 044	19 052	15 864	15 282	67 227	67 280
Revenus de placements	17 265	16 361	18 151	18 220	18 685	17 694	64 497	71 417
Investissements directs	9 534	8 207	9 578	9 696	9 657	8 935	34 978	37 139
Investissements de portefeuille	4 887	5 373	5 621	5 449	5 240	5 531	17 387	21 683
Autres investissements	2 844	2 781	2 951	3 074	3 788	3 228	12 131	12 595
Transferts courants	2 720	2 545	2 150	2 142	2 709	2 578	9 700	9 545
Recettes du compte courant	150 292	152 800	159 295	151 109	148 091	151 298	595 156	611 294
<b>Paiements</b>								
Biens et services	122 282	125 871	128 687	123 521	123 394	124 485	486 245	501 474
Biens	102 323	104 312	106 949	101 920	101 825	101 403	404 253	415 006
Services	19 959	21 559	21 738	21 601	21 569	23 081	81 992	86 468
Revenus de placements	18 289	22 120	21 548	20 717	21 227	20 303	77 872	85 611
Investissements directs	6 695	10 008	9 832	9 220	9 384	8 832	34 354	38 444
Investissements de portefeuille	7 659	7 839	7 757	7 707	7 506	7 504	29 270	30 809
Autres investissements	3 935	4 273	3 958	3 790	4 337	3 967	14 247	16 358
Transferts courants	2 958	3 662	2 037	2 397	2 505	3 278	10 809	10 601
Paiements du compte courant	143 529	151 654	152 272	146 635	147 125	148 065	574 925	597 686
<b>Soldes</b>								
Biens et services	8 025	8 022	10 308	7 226	3 302	6 543	34 715	28 858
Biens	12 131	14 261	15 002	9 775	9 007	14 341	49 480	48 046
Services	-4 106	-6 239	-4 695	-2 549	-5 705	-7 799	-14 765	-19 188
Revenus de placements	-1 023	-5 759	-3 397	-2 497	-2 541	-2 609	-13 375	-14 194
Investissements directs	2 839	-1 801	-254	476	274	103	623	-1 305
Investissements de portefeuille	-2 772	-2 467	-2 136	-2 257	-2 266	-1 973	-11 883	-9 126
Autres investissements	-1 091	-1 491	-1 007	-715	-549	-739	-2 115	-3 763
Transferts courants	-238	-1 117	113	-255	204	-700	-1 109	-1 056
<b>Solde du compte courant</b>	<b>6 764</b>	<b>1 146</b>	<b>7 023</b>	<b>4 473</b>	<b>965</b>	<b>3 233</b>	<b>20 231</b>	<b>13 607</b>
<b>Compte capital et financier[1]</b>								
<b>Compte capital</b>	<b>848</b>	<b>1 241</b>	<b>1 014</b>	<b>1 037</b>	<b>907</b>	<b>1 261</b>	<b>4 130</b>	<b>4 199</b>
<b>Compte financier</b>	<b>-2 692</b>	<b>-7 374</b>	<b>-8 225</b>	<b>-9 017</b>	<b>2 666</b>	<b>1 361</b>	<b>-21 328</b>	<b>-21 951</b>
<b>Actif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	-15 574	-17 245	-11 624	-12 920	-16 017	-22 241	-44 373	-57 806
Investissements de portefeuille	-17 637	-26 757	-24 266	7 979	-5 378	-3 258	-78 492	-48 422
Obligations étrangères	-10 767	-17 186	-16 336	1 688	2 932	-691	-43 602	-28 903
Actions étrangères	-5 142	-9 339	-7 691	-4 082	-9 828	-2 688	-28 090	-30 941
Effets du marché monétaire étranger	-1 728	-232	-239	10 373	1 518	121	-6 800	11 422
Autres investissements	18 185	-18 449	-16 572	-19 848	-8 997	-17 315	-36 022	-63 866
Prêts	529	-5 009	2 582	-9 162	1 770	-3 477	-12 314	-9 819
Dépôts	25 107	-5 578	-13 168	-16 555	-6 691	-14 306	-8 997	-41 993
Réserves internationales	1 662	-4 722	-366	-144	588	247	-1 013	-4 644
Autres actifs	-9 114	-3 139	-5 620	6 013	-4 664	220	-13 698	-7 410
Total de l'actif du Canada, flux nets	-15 027	-62 450	-52 462	-24 789	-30 392	-42 814	-158 886	-170 093
<b>Passif du Canada, flux nets</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	24 106	19 019	20 647	27 770	49 270	17 184	71 198	116 706
Investissements de portefeuille	7 031	6 737	-2 061	-9 144	-27 122	9 875	31 656	-31 591
Obligations canadiennes	14 044	7 970	-2 168	541	5 198	9 651	17 130	11 540
Actions canadiennes	-5 264	-532	-899	-8 524	-32 039	3 717	10 814	-41 994
Effets du marché monétaire canadien	-1 749	-702	1 006	-1 160	-280	-3 493	3 711	-1 137
Autres investissements	-18 802	29 321	25 651	-2 854	10 910	17 116	34 704	63 027
Emprunts	744	4 398	2 796	-3 946	7 423	511	14 638	10 670
Dépôts	-18 393	21 844	22 334	-21	4 417	16 170	20 384	48 574
Autres passifs	-1 154	3 079	522	1 114	-931	435	-318	3 783
Total du passif du Canada, flux nets	12 335	55 076	44 237	15 772	33 058	44 175	137 558	148 143
<b>Total du compte capital et financier, flux nets</b>	<b>-1 844</b>	<b>-6 133</b>	<b>-7 212</b>	<b>-7 980</b>	<b>3 573</b>	<b>2 622</b>	<b>-17 198</b>	<b>-17 752</b>
Divergence statistique	-4 920	4 987	188	3 506	-4 538	-5 855	-3 033	4 144

1. Un signe négatif (-) indique une sortie de capital provenant d'un accroissement de créances envers les non-résidents ou d'une diminution des engagements envers les non-résidents. Les transactions sont enregistrées sur une base nette.



Tableau D.2 Compte courant

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
données désaisonnalisées au taux trimestriel, millions de dollars								
<b>Recettes</b>								
Biens et services	132 385	135 918	135 282	131 114	128 018	133 426	520 960	530 332
Biens	115 481	119 112	118 279	114 509	111 151	116 713	453 732	463 051
Services	16 904	16 806	17 003	16 605	16 866	16 713	67 227	67 280
Voyages	4 147	4 126	4 204	4 143	4 161	4 109	16 610	16 634
Transports	3 057	3 074	3 079	2 998	3 005	3 042	11 879	12 157
Services commerciaux	9 258	9 170	9 291	9 043	9 271	9 148	37 008	36 775
Services gouvernementaux	442	435	429	421	429	413	1 730	1 714
Revenus de placements	17 422	16 623	17 482	18 432	18 879	17 982	64 497	71 417
Investissements directs	9 524	8 332	9 183	9 951	9 672	9 072	34 978	37 139
Intérêts	409	414	485	520	516	228	1 477	1 935
Bénéfices	9 115	7 918	8 698	9 431	9 156	8 844	33 501	35 203
Investissements de portefeuille	4 963	5 381	5 457	5 507	5 338	5 517	17 387	21 683
Intérêts	1 825	2 025	2 139	2 092	1 832	1 637	6 172	8 089
Dividendes	3 138	3 356	3 317	3 415	3 505	3 880	11 216	13 594
Autres investissements	2 934	2 910	2 842	2 973	3 870	3 393	12 131	12 595
Transferts courants	2 471	2 334	2 372	2 456	2 384	2 284	9 700	9 545
Privé	639	734	649	668	605	682	2 698	2 656
Officiel	1 832	1 599	1 723	1 788	1 779	1 602	7 002	6 890
<b>Total des recettes</b>	<b>152 278</b>	<b>154 875</b>	<b>155 136</b>	<b>152 002</b>	<b>149 281</b>	<b>153 692</b>	<b>595 156</b>	<b>611 294</b>
<b>Paiements</b>								
Biens et services	124 398	126 174	124 010	126 580	124 710	125 577	486 245	501 474
Biens	103 459	105 273	102 629	105 108	101 996	103 346	404 253	415 006
Services	20 938	20 901	21 381	21 472	22 714	22 230	81 992	86 468
Voyages	6 105	6 032	6 209	6 892	7 530	7 184	23 402	26 663
Transports	4 776	4 898	4 977	4 800	5 358	5 281	18 695	20 032
Services commerciaux	9 793	9 705	9 927	9 508	9 551	9 489	38 853	38 691
Services gouvernementaux	264	266	269	272	275	276	1 042	1 082
Revenus de placements	18 293	21 805	21 570	21 063	21 173	20 044	77 872	85 611
Investissements directs	6 832	9 893	9 721	9 287	9 542	8 853	34 354	38 444
Intérêts	618	613	631	617	622	613	2 469	2 484
Bénéfices	6 214	9 280	9 090	8 670	8 920	8 240	31 886	35 960
Investissements de portefeuille	7 706	7 819	7 713	7 725	7 553	7 492	29 270	30 809
Intérêts	5 819	5 895	5 752	5 641	5 458	5 489	22 294	22 746
Dividendes	1 887	1 923	1 961	2 084	2 095	2 003	6 976	8 063
Autres investissements	3 755	4 094	4 136	4 051	4 078	3 698	14 247	16 358
Transferts courants	3 064	2 940	2 423	2 618	2 620	2 514	10 809	10 601
Privé	2 197	1 999	1 558	1 608	1 630	1 562	7 261	6 794
Officiel	867	941	866	1 010	990	952	3 548	3 807
<b>Total des paiements</b>	<b>145 754</b>	<b>150 919</b>	<b>148 004</b>	<b>150 260</b>	<b>148 503</b>	<b>148 134</b>	<b>574 925</b>	<b>597 686</b>
<b>Soldes</b>								
Biens et services	7 987	9 744	11 272	4 534	3 307	7 849	34 715	28 858
Biens	12 021	13 839	15 650	9 401	9 155	13 366	49 480	48 046
Services	-4 035	-4 095	-4 378	-4 867	-5 848	-5 517	-14 765	-19 188
Voyages	-1 959	-1 906	-2 005	-2 749	-3 369	-3 074	-6 792	-10 029
Transports	-1 719	-1 823	-1 897	-1 802	-2 353	-2 239	-6 816	-7 875
Services commerciaux	-535	-534	-635	-465	-280	-341	-1 845	-1 915
Services gouvernementaux	178	169	160	149	155	137	688	632
Revenus de placements	-871	-5 182	-4 088	-2 631	-2 293	-2 062	-13 375	-14 194
Investissements directs	2 692	-1 561	-539	664	130	219	623	-1 305
Intérêts	-209	-199	-146	-97	-106	-385	-992	-548
Bénéfices	2 901	-1 362	-392	761	236	604	1 615	-757
Investissements de portefeuille	-2 743	-2 437	-2 256	-2 217	-2 215	-1 975	-11 883	-9 126
Intérêts	-3 994	-3 870	-3 613	-3 549	-3 625	-3 852	-16 122	-14 657
Dividendes	1 251	1 433	1 357	1 331	1 410	1 877	4 239	5 531
Autres investissements	-820	-1 184	-1 294	-1 077	-208	-305	-2 115	-3 763
Transferts courants	-593	-606	-52	-162	-236	-230	-1 109	-1 056
Privé	-1 558	-1 265	-909	-940	-1 025	-880	-4 563	-4 139
Officiel	965	659	857	778	789	650	3 454	3 083
<b>Compte courant</b>	<b>6 523</b>	<b>3 956</b>	<b>7 132</b>	<b>1 742</b>	<b>778</b>	<b>5 557</b>	<b>20 231</b>	<b>13 607</b>

## Section E

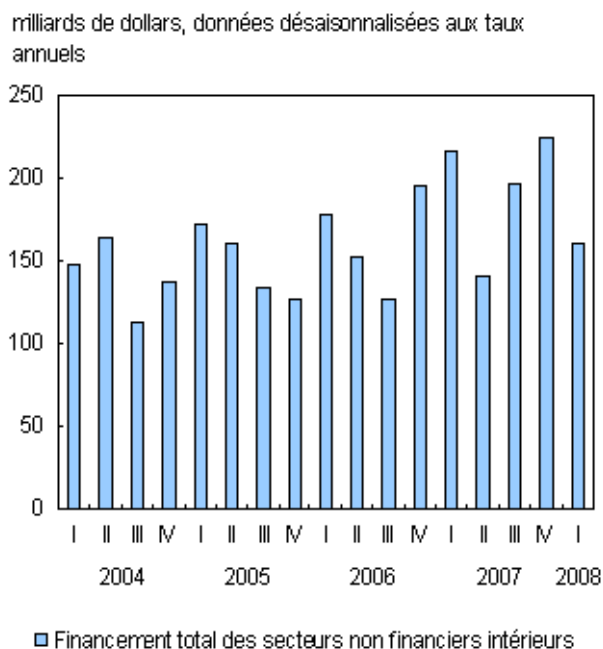
# Comptes des flux financiers

Premier trimestre de 2008

Au premier trimestre de 2008, le financement total des secteurs non financiers intérieurs sur les marchés financiers s'établissait à 160 milliards de dollars (données désaisonnalisées au taux annuel), ce qui représente un ralentissement par rapport au trimestre précédent. La part la plus importante de la demande de fonds du secteur privé continue d'être celle des ménages. Durant le trimestre, l'emprunt du secteur public a diminué à tous les échelons, ce qui a contribué à la diminution du financement total.

### Graphique E.22

#### La demande globale de financement fléchit



Touché par le ralentissement de la croissance aux États-Unis, la turbulence persistante des marchés financiers et l'incertitude économique, l'indice composite S&P/Bourse de Toronto a continué d'être irrégulier. À la clôture du trimestre, il avait baissé de 3,5 %, ce qui est le pire résultat enregistré sur les marchés boursiers canadiens depuis le deuxième trimestre de 2006. Les valeurs minières et énergétiques ont continué de propulser le marché canadien des actions grâce aux prix plus élevés des produits de base. Les actions du secteur bancaire ont baissé, influencées par le resserrement des conditions de crédit.

La demande de ressources produites au Canada, conjuguée à la montée des prix du pétrole et à l'affaiblissement de l'économie américaine, a contribué au maintien du cours vigoureux du dollar canadien, qui, à la fin du trimestre, était légèrement au-dessous de la parité par rapport au dollar américain.

La Banque du Canada a réduit de nouveau le taux officiel d'escompte de 25 points en janvier, puis de 50 points supplémentaires en mars 2008, qui clôture ainsi le trimestre à 3,75 %. Malgré cette réduction, le taux des hypothèques ordinaires sur cinq ans n'a baissé que de 35 points au cours de la même période. Le rendement des obligations a diminué durant le premier trimestre, ce qui représente le troisième recul trimestriel d'affilée.

#### Secteur des ménages

La demande de financement du secteur des ménages s'est affaïssée, en grande partie à cause d'un ralentissement de l'emprunt hypothécaire. Le marché immobilier canadien a perdu de sa vigueur au cours du trimestre, comme en témoignent une diminution importante de la valeur des constructions résidentielles neuves et des coûts de transfert. Cependant, les ventes de logements multiples (en particulier les condominiums) et les activités de rénovation ont continué de progresser.

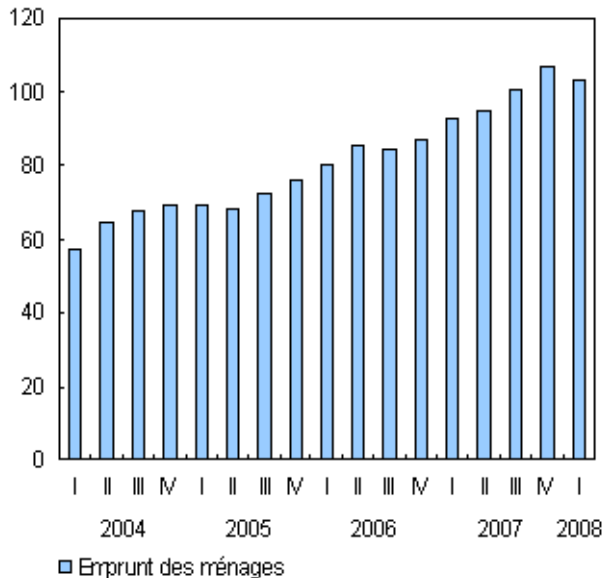
#### Note aux lecteurs

Les *Comptes des flux financiers* (CFF) mesurent les prêts et les emprunts nets en examinant les opérations financières par secteur de l'économie. Les CFF mesurent l'investissement financier net qui correspond à la différence entre les actifs financiers et les passifs financiers (p. ex. les achats nets moins les émissions nettes de titres).

Les *Comptes des flux financiers* montrent également le lien entre les activités financières et non financières de l'économie qui associent les estimations d'épargne et de formation d'actifs non financiers (p. ex. l'investissement en construction résidentielle neuve) aux opérations financières sous-jacentes.

**Graphique E.23**
**Les emprunts des ménages ralentissent**

milliards de dollars, données désaisonnalisées aux taux annuels



Durant le trimestre, l'augmentation du revenu personnel et les réductions des taxes de vente ont relevé le pouvoir d'achat des ménages et ont aidé à maintenir la croissance des dépenses de consommation, quoiqu'à un rythme plus lent. Parallèlement, la croissance de la demande de crédit à la consommation des ménages n'a pas varié.

La dette des ménages sous forme de prêts hypothécaires et de crédit à la consommation s'est accrue légèrement, pour atteindre 116,2 % du revenu personnel disponible. Toutefois, les frais de service de la dette n'ont pas varié, se maintenant autour de 8 % du revenu personnel disponible.

**Secteur des sociétés**

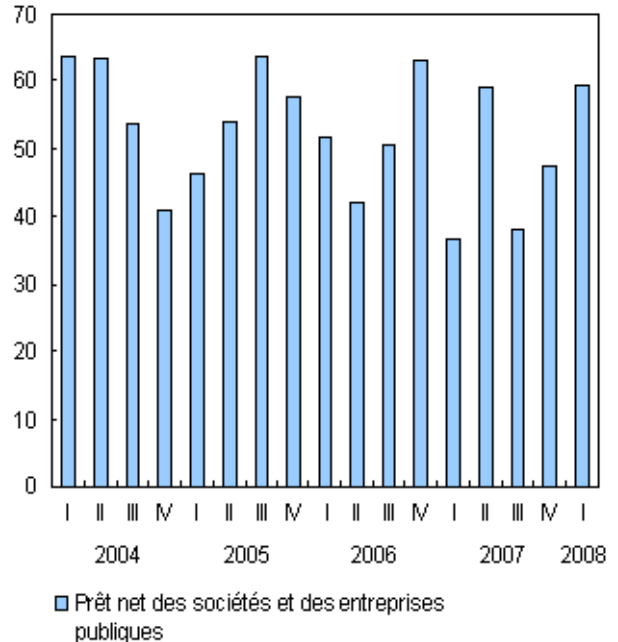
La croissance de l'investissement en usines et matériel s'est ralentie durant le trimestre, ce qui a réduit la demande de financement. Cependant, une augmentation appréciable de l'investissement en automobiles et autre matériel de transport a compensé partiellement ce recul.

Le secteur des entreprises, qui continue d'être un prêteur net au reste de l'économie, a vu croître les bénéfices non répartis des sociétés pour le quatrième trimestre consécutif, grâce aux solides revenus provenant en particulier du secteur de l'énergie. Les sociétés privées non financières sont demeurées actives sur les marchés financiers, particulièrement en ce qui concerne l'émission de nouvelles actions.

Les institutions financières continuent d'accroître l'ensemble de leurs actifs financiers, quoique beaucoup plus lentement. L'accroissement des portefeuilles d'actifs en prêts a ralenti au premier trimestre, tandis que les portefeuilles de créances à court terme et en actions fléchissaient.

**Graphique E.24**
**L'excédent du secteur des sociétés progresse**

milliards de dollars, données désaisonnalisées aux taux annuels


**Secteur public**

La dette des administrations publiques a continué de diminuer, principalement pour ce qui est de l'administration fédérale. La baisse importante de la dette globale du secteur public observée durant le trimestre tient à la diminution considérable de la dette à court terme collective de tous les échelons d'administration publique et au remboursement d'obligations du gouvernement du Canada. Les recettes de l'administration fédérale ont baissé, en partie à cause de l'entrée en vigueur de la réduction de la TPS au début du trimestre et l'épargne de l'administration fédérale a été moindre. Toutefois, dans l'ensemble, le secteur public continue d'être un prêteur net au reste de l'économie.

Tableau E.1 Tableau sommaire du marché financier

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Financement</b>								
<b>Particuliers et entreprises individuelles</b>	<b>117 032</b>	<b>112 188</b>	<b>111 464</b>	<b>122 856</b>	<b>128 836</b>	<b>118 456</b>	<b>107 048</b>	<b>118 836</b>
Crédit à la consommation	32 868	34 964	33 888	33 948	36 832	36 904	31 114	34 908
Emprunts bancaires	7 780	-1 772	288	1 844	-296	2 768	2 394	16
Autres emprunts	7 884	5 784	776	3 924	4 408	-4 812	6 421	3 723
Hypothèques	68 500	73 212	76 512	83 140	87 892	83 596	67 119	80 189
<b>Sociétés privées non financières</b>	<b>82 812</b>	<b>73 884</b>	<b>79 368</b>	<b>73 268</b>	<b>73 364</b>	<b>79 020</b>	<b>63 576</b>	<b>74 971</b>
Emprunts bancaires	10 340	17 340	18 548	24 352	18 092	7 860	6 659	19 583
Autres emprunts	-4 724	-624	-2 924	-188	-1 388	6 732	813	-1 281
Autres effets à court terme	19 420	-1 348	3 340	8 488	4 472	14 608	15 304	3 738
Hypothèques	16 168	17 044	17 480	16 728	17 936	17 820	11 956	17 297
Obligations	22 180	20 060	7 464	13 664	7 380	7 176	13 172	12 142
Actions	19 428	21 412	35 460	10 224	26 872	24 824	15 672	23 492
<b>Entreprises publiques non financières</b>	<b>-3 756</b>	<b>-4 128</b>	<b>-6 756</b>	<b>3 300</b>	<b>7 328</b>	<b>-8 116</b>	<b>1 287</b>	<b>-64</b>
Emprunts bancaires	236	-436	-60	376	148	-92	242	7
Autres emprunts	-88	-1 856	-628	-316	1 780	-2 912	-96	-255
Autres effets à court terme	-2 260	-1 564	-968	1 712	1 952	-156	178	283
Hypothèques	0	-4	-4	0	-8	-4	-3	-4
Obligations	-1 856	-276	-5 128	1 520	3 504	-4 960	903	-95
Actions	212	8	32	8	-48	8	63	0
<b>Administration fédérale</b>	<b>-5 412</b>	<b>21 856</b>	<b>-49 308</b>	<b>-43 252</b>	<b>-8 444</b>	<b>-27 416</b>	<b>-10 160</b>	<b>-19 787</b>
Emprunts bancaires	140	140	136	140	140	148	140	139
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	3 424	28 296	-34 444	-36 716	7 840	-20 216	-3 686	-8 756
Obligations d'épargne du Canada	-2 576	-2 024	-1 996	-1 544	-3 108	-1 020	-2 247	-2 168
Autres obligations	-6 400	-4 556	-13 004	-5 132	-13 316	-6 328	-4 367	-9 002
<b>Autres paliers d'administration publique</b>	<b>4 952</b>	<b>12 020</b>	<b>5 360</b>	<b>40 072</b>	<b>23 448</b>	<b>-2 292</b>	<b>1 428</b>	<b>20 225</b>
Emprunts bancaires	704	584	1 936	-1 100	-172	668	266	312
Autres emprunts	480	336	820	696	1 020	788	189	718
Autres effets à court terme	-5 124	-40	-4 696	19 880	8 880	-7 504	-852	6 006
Hypothèques	0	4	-4	-4	0	12	-25	-1
Obligations provinciales	6 684	9 952	5 912	19 264	10 144	2 252	-1 596	11 318
Obligations municipales	2 240	1 172	1 424	1 384	3 852	1 364	3 285	1 958
Autres obligations	-32	12	-32	-48	-276	128	161	-86
<b>Financement total des secteurs non financiers intérieurs</b>	<b>195 628</b>	<b>215 820</b>	<b>140 128</b>	<b>196 244</b>	<b>224 532</b>	<b>159 652</b>	<b>163 179</b>	<b>194 181</b>
<b>Crédit à la consommation</b>	<b>32 868</b>	<b>34 964</b>	<b>33 888</b>	<b>33 948</b>	<b>36 832</b>	<b>36 904</b>	<b>31 114</b>	<b>34 908</b>
<b>Emprunts bancaires</b>	<b>19 200</b>	<b>15 856</b>	<b>20 848</b>	<b>25 612</b>	<b>17 912</b>	<b>11 352</b>	<b>9 701</b>	<b>20 057</b>
<b>Autres emprunts</b>	<b>3 552</b>	<b>3 640</b>	<b>-1 956</b>	<b>4 116</b>	<b>5 820</b>	<b>-204</b>	<b>7 327</b>	<b>2 905</b>
<b>Effets à court terme, Canada</b>	<b>3 424</b>	<b>28 296</b>	<b>-34 444</b>	<b>-36 716</b>	<b>7 840</b>	<b>-20 216</b>	<b>-3 686</b>	<b>-8 756</b>
<b>Autres effets à court terme</b>	<b>12 036</b>	<b>-2 952</b>	<b>-2 324</b>	<b>30 080</b>	<b>15 304</b>	<b>6 948</b>	<b>14 630</b>	<b>10 027</b>
<b>Hypothèques</b>	<b>84 668</b>	<b>90 256</b>	<b>93 984</b>	<b>99 864</b>	<b>105 820</b>	<b>101 424</b>	<b>79 047</b>	<b>97 481</b>
<b>Obligations</b>	<b>20 240</b>	<b>24 340</b>	<b>-5 360</b>	<b>29 108</b>	<b>8 180</b>	<b>-1 388</b>	<b>9 311</b>	<b>14 067</b>
<b>Actions</b>	<b>19 640</b>	<b>21 420</b>	<b>35 492</b>	<b>10 232</b>	<b>26 824</b>	<b>24 832</b>	<b>15 735</b>	<b>23 492</b>

Tableau E.2 Comptes sectoriels - particuliers et entreprises individuelles[1]

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>1 125 276</b>	<b>1 150 484</b>	<b>1 166 980</b>	<b>1 176 752</b>	<b>1 192 748</b>	<b>1 215 548</b>	<b>1 103 201</b>	<b>1 171 741</b>
	1,6	2,2	1,4	0,8	1,4	1,9	6,6	6,2
Rémunération des salariés	758 824	774 960	786 392	789 224	802 852	814 984	743 313	788 357
	1,6	2,1	1,5	0,4	1,7	1,5	6,9	6,1
Revenu net des entreprises individuelles[2]	87 676	89 044	90 272	90 716	91 860	94 116	86 386	90 473
	1,2	1,6	1,4	0,5	1,3	2,5	1,6	4,7
Intérêts, dividendes et revenus divers de placements	127 196	131 840	135 392	136 572	136 376	138 420	123 419	135 045
	2,5	3,7	2,7	0,9	-0,1	1,5	8,2	9,4
Transferts courants en provenance des administrations publiques	146 548	149 172	149 736	154 908	156 488	162 496	145 028	152 576
	1,4	1,8	0,4	3,5	1,0	3,8	6,7	5,2
Transferts courants en provenance des sociétés	2 476	2 532	2 592	2 664	2 752	2 808	2 357	2 635
	3,0	2,3	2,4	2,8	3,3	2,0	13,9	11,8
Transferts courants en provenance des non-résidents	2 556	2 936	2 596	2 668	2 420	2 724	2 698	2 655
	-4,8	14,9	-11,6	2,8	-9,3	12,6	0,0	-1,6
<b>Dépenses</b>	<b>1 096 612</b>	<b>1 116 080</b>	<b>1 146 436</b>	<b>1 154 072</b>	<b>1 175 052</b>	<b>1 189 500</b>	<b>1 077 034</b>	<b>1 147 910</b>
	1,2	1,8	2,7	0,7	1,8	1,2	5,7	6,6
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	816 360	830 928	847 900	857 272	874 980	884 644	803 260	852 770
	0,8	1,8	2,0	1,1	2,1	1,1	5,8	6,2
Transferts courants aux administrations publiques	259 340	264 272	276 892	274 664	277 584	281 452	253 611	273 353
	2,2	1,9	4,8	-0,8	1,1	1,4	5,2	7,8
Transferts courants aux sociétés	16 432	16 292	16 936	17 364	17 776	18 640	15 849	17 092
	1,8	-0,9	4,0	2,5	2,4	4,9	13,1	7,8
Transferts courants aux non-résidents	4 480	4 588	4 708	4 772	4 712	4 764	4 314	4 695
	7,3	2,4	2,6	1,4	-1,3	1,1	-1,7	8,8
<b>Épargne</b>	<b>28 664</b>	<b>34 404</b>	<b>20 544</b>	<b>22 680</b>	<b>17 696</b>	<b>26 048</b>	<b>26 167</b>	<b>23 831</b>
	23,6	20,0	-40,3	10,4	-22,0	47,2	62,1	-8,9
Revenu disponible[3]	865 936	886 212	890 088	902 088	915 164	934 096	849 590	898 388
	1,5	2,3	0,4	1,3	1,4	2,1	7,0	5,7
Taux d'épargne	3,3	3,9	2,3	2,5	1,9	2,8	3,1	2,7
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>74 348</b>	<b>82 088</b>	<b>68 436</b>	<b>71 064</b>	<b>66 552</b>	<b>77 340</b>	<b>71 569</b>	<b>72 035</b>
	8,1	10,4	-16,6	3,8	-6,3	16,2	17,1	0,7
Épargne	28 664	34 404	20 544	22 680	17 696	26 048	26 167	23 831
	23,6	20,0	-40,3	10,4	-22,0	47,2	62,1	-8,9
Provisions pour consommation de capital	43 428	44 224	44 888	45 628	46 336	47 264	42 449	45 269
	1,6	1,8	1,5	1,6	1,6	2,0	6,2	6,6
Transferts nets de capitaux	2 256	3 460	3 004	2 756	2 520	4 028	2 953	2 935
	-20,3	53,4	-13,2	-8,3	-8,6	59,8	-40,6	-0,6
Moins: Acquisition de capital non financier	115 908	124 504	128 244	128 056	132 012	128 532	115 548	128 204
	-1,1	7,4	3,0	-0,1	3,1	-2,6	9,3	11,0
<b>Prêt net</b>	<b>-41 560</b>	<b>-42 416</b>	<b>-59 808</b>	<b>-56 992</b>	<b>-65 460</b>	<b>-51 192</b>	<b>-43 979</b>	<b>-56 169</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: actifs financiers</b>	<b>63 148</b>	<b>68 384</b>	<b>58 796</b>	<b>60 864</b>	<b>73 968</b>	<b>65 872</b>	<b>66 271</b>	<b>65 503</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	50 076	28 812	40 676	76 668	58 268	75 708	42 469	51 106
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres de dette canadiens	-25 716	7 372	-56 024	-11 392	-27 116	-5 580	-21 841	-21 790
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions de sociétés et fonds mutuels	1 032	-14 800	12 152	28 896	1 892	-8 888	3 433	7 035
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	58 036	62 648	64 104	41 796	40 648	10 736	55 518	52 299
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	-20 280	-15 648	-2 112	-75 104	276	-6 104	-13 308	-23 147
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>104 200</b>	<b>112 884</b>	<b>118 212</b>	<b>118 464</b>	<b>137 580</b>	<b>118 936</b>	<b>109 656</b>	<b>121 785</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Crédit à la consommation	32 868	34 964	33 888	33 948	36 832	36 904	31 114	34 908
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	15 664	4 012	1 064	5 768	4 112	-2 044	8 815	3 739
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	68 500	73 212	76 512	83 140	87 892	83 596	67 119	80 189
	...	...	...	...	...	...	...	...
Comptes à payer	-12 832	696	6 748	-4 392	8 744	480	2 608	2 949
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-41 052</b>	<b>-44 500</b>	<b>-59 416</b>	<b>-57 600</b>	<b>-63 612</b>	<b>-53 064</b>	<b>-43 385</b>	<b>-56 282</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-508	2 084	-392	608	-1 848	1 872	-594	113
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Somme du revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole et du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris.

3. Revenu total moins transferts courants aux administrations publiques.

Tableau E.3 Comptes sectoriels - sociétés et entreprises publiques: total[1]

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>399 428</b>	<b>376 452</b>	<b>392 216</b>	<b>396 760</b>	<b>401 828</b>	<b>397 204</b>	<b>380 101</b>	<b>391 814</b>
	4,5	-5,8	4,2	1,2	1,3	-1,2	9,2	3,1
Bénéfices des sociétés avant impôts	198 584	200 572	202 740	204 784	204 828	209 704	196 719	203 231
	-0,9	1,0	1,1	1,0	0,0	2,4	5,8	3,3
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	14 100	15 764	15 696	15 544	15 152	16 156	14 638	15 539
	-5,1	11,8	-0,4	-1,0	-2,5	6,6	-4,5	6,2
Ajustement de la valeur des stocks	-6 460	-988	7 024	3 488	3 564	-1 148	-2 407	3 272
	...	...	...	...	...	...	...	...
Intérêts, dividendes et recettes diverses[2]	121 704	89 328	94 300	99 864	104 740	98 348	100 123	97 058
	24,5	-26,6	5,6	5,9	4,9	-6,1	25,9	-3,1
Intérêts sur la dette de consommation	16 432	16 292	16 936	17 364	17 776	18 640	15 849	17 092
	1,8	-0,9	4,0	2,5	2,4	4,9	13,1	7,8
Intérêts sur la dette publique[3]	55 068	55 484	55 520	55 716	55 768	55 504	55 179	55 622
	-0,4	0,8	0,1	0,4	0,1	-0,5	1,5	0,8
<b>Dépenses</b>	<b>281 828</b>	<b>286 676</b>	<b>282 480</b>	<b>289 136</b>	<b>292 508</b>	<b>288 280</b>	<b>272 417</b>	<b>287 700</b>
	3,9	1,7	-1,5	2,4	1,2	-1,4	9,9	5,6
Intérêts, dividendes et paiements divers	217 528	226 324	222 864	227 160	229 512	225 220	214 526	226 465
	1,5	4,0	-1,5	1,9	1,0	-1,9	9,1	5,6
Impôts directs	58 412	55 324	56 416	58 568	59 376	59 724	53 456	57 421
	8,8	-5,3	2,0	3,8	1,4	0,6	9,8	7,4
Autres transferts courants	5 888	5 028	3 200	3 408	3 620	3 336	4 435	3 814
	81,7	-14,6	-36,4	6,5	6,2	-7,8	80,5	-14,0
<b>Épargne</b>	<b>117 600</b>	<b>89 776</b>	<b>109 736</b>	<b>107 624</b>	<b>109 320</b>	<b>108 924</b>	<b>107 684</b>	<b>104 114</b>
	5,9	-23,7	22,2	-1,9	1,6	-0,4	7,3	-3,3
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>238 396</b>	<b>212 044</b>	<b>233 452</b>	<b>233 064</b>	<b>235 992</b>	<b>236 296</b>	<b>227 507</b>	<b>228 638</b>
	3,4	-11,1	10,1	-0,2	1,3	0,1	6,1	0,5
Épargne	117 600	89 776	109 736	107 624	109 320	108 924	107 684	104 114
	5,9	-23,7	22,2	-1,9	1,6	-0,4	7,3	-3,3
Provisions pour consommation de capital	117 964	119 580	121 140	122 608	123 708	125 052	116 356	121 759
	0,9	1,4	1,3	1,2	0,9	1,1	4,6	4,6
Transferts nets de capitaux	2 832	2 688	2 576	2 832	2 964	2 320	3 467	2 765
	12,0	-5,1	-4,2	9,9	4,7	-21,7	22,6	-20,2
Moins : Acquisition de capital non financier	175 364	175 656	174 188	194 968	188 356	176 816	175 627	183 292
	-2,5	0,2	-0,8	11,9	-3,4	-6,1	10,5	4,4
<b>Prêt net</b>	<b>63 032</b>	<b>36 388</b>	<b>59 264</b>	<b>38 096</b>	<b>47 636</b>	<b>59 480</b>	<b>51 880</b>	<b>45 346</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>599 512</b>	<b>624 372</b>	<b>722 224</b>	<b>729 540</b>	<b>721 388</b>	<b>584 820</b>	<b>536 395</b>	<b>699 381</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont:</i>								
Crédit à la consommation	32 868	34 964	33 888	33 948	36 832	36 904	31 114	34 908
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts bancaires et autres prêts	30 300	37 056	49 444	56 372	49 564	25 484	31 892	48 109
	...	...	...	...	...	...	...	...
Hypothèques	86 968	93 328	98 472	103 224	109 104	103 240	81 719	101 032
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	54 912	29 640	-18 516	12 392	-23 284	-11 540	32 525	58
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	87 812	38 324	118 300	104 640	108 248	78 076	66 696	92 378
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	2 496	33 832	12 960	-1 072	14 132	5 832	-3 367	14 963
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	99 388	102 148	115 096	-29 044	58 832	2 836	79 437	61 758
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>533 256</b>	<b>576 560</b>	<b>649 040</b>	<b>695 584</b>	<b>667 076</b>	<b>520 440</b>	<b>490 637</b>	<b>647 065</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<i>Dont :</i>								
Argent et dépôts	128 812	171 812	140 564	248 840	130 224	65 988	98 221	172 860
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	6 868	37 636	58 920	62 660	81 404	23 112	9 487	60 155
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	48 956	15 764	2 748	17 696	-21 948	10 436	41 404	3 565
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	123 240	65 520	93 256	118 384	102 484	102 388	83 746	94 911
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	117 344	89 344	141 600	128 492	139 944	155 548	82 549	124 845
	...	...	...	...	...	...	...	...
Assurance-vie et rentes	53 536	56 704	60 308	41 080	34 020	9 628	50 689	48 028
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>66 256</b>	<b>47 812</b>	<b>73 184</b>	<b>33 956</b>	<b>54 312</b>	<b>64 380</b>	<b>45 758</b>	<b>52 316</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	-3 224	-11 424	-13 920	4 140	-6 676	-4 900	6 122	-6 970
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Comprend les intérêts et les dividendes reçus des non-résidents.

3. L'intérêt sur la dette publique passe par le secteur des sociétés aux autres secteurs de l'économie en raison d'un manque d'information sur l'offre et l'emploi des titres de dette des administrations.

Tableau E.4 Comptes sectoriels - administrations publiques[1]

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>597 756</b>	<b>603 420</b>	<b>620 660</b>	<b>623 316</b>	<b>630 492</b>	<b>631 604</b>	<b>588 638</b>	<b>619 472</b>
	1,7	0,9	2,9	0,4	1,2	0,2	5,3	5,2
Impôts sur revenus	244 748	246 060	259 448	259 332	262 096	264 632	234 703	256 734
	4,7	0,5	5,4	-0,0	1,1	1,0	7,1	9,4
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	68 660	68 212	68 592	68 952	69 724	70 732	67 991	68 870
	0,1	-0,7	0,6	0,5	1,1	1,4	4,2	1,3
Impôts sur production et importations	175 956	179 120	182 164	183 692	185 576	182 588	176 703	182 638
	0,6	1,8	1,7	0,8	1,0	-1,6	2,4	3,4
Autres transferts courants en provenance des particuliers	11 672	11 724	12 160	12 104	12 256	12 224	11 375	12 061
	2,4	0,4	3,7	-0,5	1,3	-0,3	5,8	6,0
Revenus de placements	51 172	52 352	52 000	52 564	53 484	53 928	52 906	52 600
	-4,8	2,3	-0,7	1,1	1,8	0,8	9,4	-0,6
Ventes de biens et services[2]	45 548	45 952	46 296	46 672	47 356	47 500	44 960	46 569
	0,9	0,9	0,7	0,8	1,5	0,3	5,1	3,6
<b>Dépenses</b>	<b>559 596</b>	<b>569 616</b>	<b>575 216</b>	<b>581 224</b>	<b>590 528</b>	<b>601 620</b>	<b>552 442</b>	<b>579 146</b>
	1,3	1,8	1,0	1,0	1,6	1,9	5,5	4,8
Dépenses courantes brutes en biens et services[2]	329 192	336 148	342 404	342 700	350 912	355 616	323 882	343 041
	1,5	2,1	1,9	0,1	2,4	1,3	6,9	5,9
Transferts courants	167 024	169 692	169 224	175 056	176 396	183 100	165 308	172 592
	1,4	1,6	-0,3	3,4	0,8	3,8	4,8	4,4
Intérêts sur la dette publique	63 380	63 776	63 588	63 468	63 220	62 904	63 252	63 513
	0,0	0,6	-0,3	-0,2	-0,4	-0,5	0,7	0,4
<b>Épargne</b>	<b>38 160</b>	<b>33 804</b>	<b>45 444</b>	<b>42 092</b>	<b>39 964</b>	<b>29 984</b>	<b>36 196</b>	<b>40 326</b>
	8,7	-11,4	34,4	-7,4	-5,1	-25,0	2,2	11,4
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>63 688</b>	<b>60 224</b>	<b>71 912</b>	<b>69 048</b>	<b>66 916</b>	<b>58 052</b>	<b>60 307</b>	<b>67 025</b>
	5,1	-5,4	19,4	-4,0	-3,1	-13,2	3,7	11,1
Épargne	38 160	33 804	45 444	42 092	39 964	29 984	36 196	40 326
	8,7	-11,4	34,4	-7,4	-5,1	-25,0	2,2	11,4
Provisions pour consommation de capital	27 224	27 604	27 996	28 396	28 808	29 372	26 401	28 201
	2,2	1,4	1,4	1,4	1,5	2,0	7,0	6,8
Transferts nets de capitaux	-1 696	-1 184	-1 528	-1 440	-1 856	-1 304	-2 290	-1 502
	...	...	...	...	...	...	...	...
Moins : Acquisition de capital non financier	42 220	43 704	45 320	46 792	47 088	48 600	40 858	45 726
	2,3	3,5	3,7	3,2	0,6	3,2	10,5	11,9
<b>Prêt net</b>	<b>21 468</b>	<b>16 520</b>	<b>26 592</b>	<b>22 256</b>	<b>19 828</b>	<b>9 452</b>	<b>19 449</b>	<b>21 299</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>49 360</b>	<b>72 644</b>	<b>22 552</b>	<b>15 580</b>	<b>30 112</b>	<b>-38 920</b>	<b>24 693</b>	<b>35 222</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	340	336	4 760	572	3 944	-2 100	1 424	2 403
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	1 432	6 528	1 784	1 584	-176	-2 984	1 297	2 430
	...	...	...	...	...	...	...	...
Titres canadiens	21 940	26 064	9 108	19 472	15 836	-4 828	14 759	17 620
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	25 648	39 716	6 900	-6 048	10 508	-29 008	7 213	12 769
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions: passif</b>	<b>31 076</b>	<b>56 648</b>	<b>868</b>	<b>-12 324</b>	<b>15 908</b>	<b>-45 984</b>	<b>4 001</b>	<b>15 275</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	1 324	1 060	2 892	-264	988	1 604	595	1 169
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	-1 700	28 256	-39 140	-16 836	16 720	-27 720	-4 538	-2 750
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	1 836	13 520	-6 956	12 772	-6 100	-9 904	-6 145	3 309
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	29 616	13 812	44 072	-7 996	4 300	-9 964	14 089	13 547
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>18 284</b>	<b>15 996</b>	<b>21 684</b>	<b>27 904</b>	<b>14 204</b>	<b>7 064</b>	<b>20 692</b>	<b>19 947</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	3 184	524	4 908	-5 648	5 624	2 388	-1 243	1 352
	...	...	...	...	...	...	...	...

1. La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.

2. Dans le PIB, les dépenses courantes des administrations sont enregistrées sur une base nette, c'est-à-dire après déduction des ventes de biens et services. Dans les comptes sectoriels des administrations, les ventes de biens et services aux autres secteurs sont montrées séparément sous les revenus, les dépenses courantes sont donc enregistrées sur une base brute, ce qui laisse l'épargne inchangée.

Tableau E.5 Comptes sectoriels - non-résidents[1]

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Données désaisonnalisées aux taux annuels, millions de dollars								
<b>Revenus</b>	<b>580 104</b>	<b>591 692</b>	<b>575 076</b>	<b>587 824</b>	<b>580 884</b>	<b>578 164</b>	<b>563 925</b>	<b>583 869</b>
	2,0	2,0	-2,8	2,2	-1,2	-0,5	5,4	3,5
Ventes de biens (importations)	413 836	421 120	410 508	420 416	407 984	413 384	404 250	415 007
	0,7	1,8	-2,5	2,4	-3,0	1,3	4,2	2,7
Ventes de services (importations)	84 576	84 396	86 324	86 648	91 624	89 688	82 798	87 248
	0,9	-0,2	2,3	0,4	5,7	-2,1	3,4	5,4
Intérêts, dividendes et recettes diverses	69 436	74 416	68 552	70 288	70 796	65 036	66 068	71 013
	7,3	7,2	-7,9	2,5	0,7	-8,1	15,0	7,5
Transferts courants	12 256	11 760	9 692	10 472	10 480	10 056	10 809	10 601
	29,3	-4,0	-17,6	8,0	0,1	-4,0	13,7	-1,9
<b>Dépenses</b>	<b>619 220</b>	<b>599 348</b>	<b>599 656</b>	<b>587 948</b>	<b>579 084</b>	<b>593 148</b>	<b>585 894</b>	<b>591 509</b>
	5,9	-3,2	0,1	-2,0	-1,5	2,4	4,6	1,0
Achats de biens (exportations)	461 920	476 444	473 112	458 036	444 612	466 864	453 733	463 051
	1,4	3,1	-0,7	-3,2	-2,9	5,0	0,8	2,1
Achats de services (exportations)	69 384	69 004	69 800	68 204	69 260	68 620	68 965	69 067
	0,6	-0,5	1,2	-2,3	1,5	-0,9	0,3	0,1
Intérêts, dividendes et paiements divers	78 032	44 564	47 256	51 884	55 676	48 528	53 496	49 845
	52,6	-42,9	6,0	9,8	7,3	-12,8	62,5	-6,8
Transferts courants	9 884	9 336	9 488	9 824	9 536	9 136	9 700	9 546
	10,6	-5,5	1,6	3,5	-2,9	-4,2	18,6	-1,6
<b>Épargne</b>	<b>-39 116</b>	<b>-7 656</b>	<b>-24 580</b>	<b>-124</b>	<b>1 800</b>	<b>-14 984</b>	<b>-21 969</b>	<b>-7 640</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Épargne brute et transferts de capitaux</b>	<b>-42 508</b>	<b>-12 620</b>	<b>-28 632</b>	<b>-4 272</b>	<b>-1 828</b>	<b>-20 028</b>	<b>-26 099</b>	<b>-11 838</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Épargne	-39 116	-7 656	-24 580	-124	1 800	-14 984	-21 969	-7 640
	...	...	...	...	...	...	...	...
Transferts nets de capitaux	-3 392	-4 964	-4 052	-4 148	-3 628	-5 044	-4 130	-4 198
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Prêt net[2]</b>	<b>-42 508</b>	<b>-12 620</b>	<b>-28 632</b>	<b>-4 272</b>	<b>-1 828</b>	<b>-20 028</b>	<b>-26 099</b>	<b>-11 838</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : actifs financiers</b>	<b>79 380</b>	<b>177 336</b>	<b>153 280</b>	<b>67 688</b>	<b>125 560</b>	<b>96 444</b>	<b>124 011</b>	<b>130 966</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	-4 596	62 688	-7 568	-11 100	7 592	-13 928	3 400	12 903
	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts	1 372	9 372	8 236	17 844	48 676	-5 360	-2 199	21 032
	...	...	...	...	...	...	...	...
Effets à court terme	-12 948	-4 848	-5 152	3 344	5 364	-8 936	2 372	-323
	...	...	...	...	...	...	...	...
Obligations	41 024	25 080	756	9 200	10 092	29 068	16 736	11 282
	...	...	...	...	...	...	...	...
Actions	3 568	-11 084	-25 528	-28 764	-102 596	5 156	10 815	-41 993
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres actifs financiers	50 960	96 128	182 536	77 164	156 432	90 444	92 887	128 065
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Transactions : passif</b>	<b>122 868</b>	<b>196 644</b>	<b>188 732</b>	<b>71 948</b>	<b>130 464</b>	<b>114 824</b>	<b>147 076</b>	<b>146 947</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Réserves officielles	-1 228	9 688	2 648	2 808	3 432	-10 544	1 015	4 644
	...	...	...	...	...	...	...	...
Argent et dépôts	6 456	8 320	10 676	6 192	35 316	2 084	15 839	15 126
	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts bancaires et autres emprunts	9 248	10 248	-3 412	7 636	11 560	-5 532	12 093	6 508
	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissements étrangers	111 620	123 404	120 528	-35 056	43 084	-11 152	91 113	62 990
	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres passifs	-3 228	44 984	58 292	90 368	37 072	139 968	27 016	57 679
	...	...	...	...	...	...	...	...
<b>Investissement financier net</b>	<b>-43 488</b>	<b>-19 308</b>	<b>-35 452</b>	<b>-4 260</b>	<b>-4 904</b>	<b>-18 380</b>	<b>-23 065</b>	<b>-15 981</b>
	...	...	...	...	...	...	...	...
Divergence du secteur	980	6 688	6 820	-12	3 076	-1 648	-3 034	4 143
	...	...	...	...	...	...	...	...

- La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars et désaisonnalisée aux taux annuels. La deuxième ligne représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.
- Ce compte présente la position des non-résidents en regard de leurs transactions avec les résidents canadiens et ce, pour l'épargne ainsi que le prêt ou l'emprunt net. Conséquemment, le signe de ces agrégats est inversé par rapport à ce qui figure dans la balance des paiements internationaux du Canada.



## Section F

# Productivité du travail, rémunération horaire et coût unitaire de main-d'oeuvre

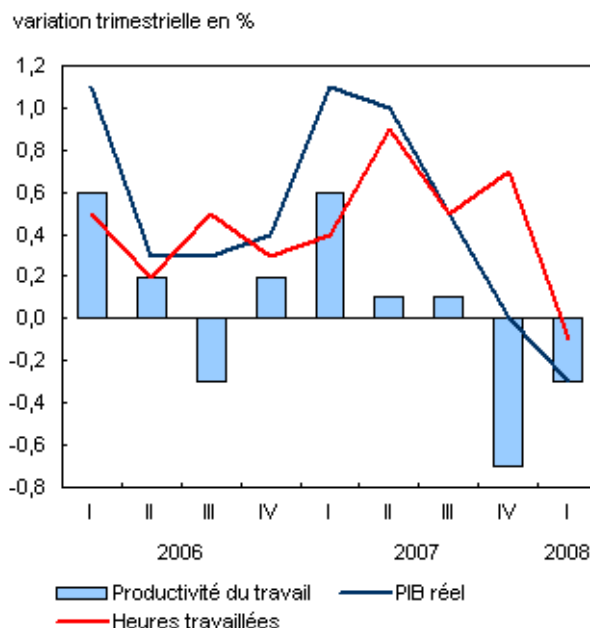
Premier trimestre de 2008

Au premier trimestre de 2008, la productivité du travail dans les entreprises canadiennes s'est repliée pour un deuxième trimestre consécutif dans un contexte de conditions climatiques difficiles, d'heures de travail réduites, et d'un déclin généralisé de la production dans la fabrication, surtout celle reliée aux véhicules automobiles.

La productivité du travail dans les entreprises canadiennes a fléchi de 0,3 % au cours du premier trimestre de 2008, soit moins que la révision à la hausse du déclin de 0,7 % enregistré au dernier trimestre de 2007. Il s'agit d'un deuxième recul consécutif après quatre trimestres de croissance.

**Graphique F.1**

**La productivité dans les entreprises canadiennes fléchit pour un deuxième trimestre consécutif**



### Note aux lecteurs

Ce chapitre offre une analyse de la productivité pour l'ensemble du secteur des entreprises, ses 15 principales industries de la classification à deux chiffres du SCIAN ainsi que le secteur des biens et celui des services. Les mesures trimestrielles de la productivité de l'ensemble de l'économie, du secteur des entreprises et du secteur non commercial sont disponibles à partir du premier trimestre de 1981, tandis que celles au niveau industriel commencent seulement à partir du premier trimestre de 1997.

L'utilisation du terme «productivité» fait référence à la productivité du travail. Les calculs des taux de croissance sur la productivité et ses variables connexes sont fondés sur des indices arrondis à la décimale.

Pour plus de renseignements au sujet du programme de productivité, consultez le module du Système des comptes économiques nationaux. Vous pouvez aussi obtenir une copie d'une note technique au sujet des estimations trimestrielles de la productivité en envoyant un message à [productivite.mesures@statcan.ca](mailto:productivite.mesures@statcan.ca).

### Révisions

Les estimations de la productivité du travail du premier trimestre de 2008, diffusées aujourd'hui, incorporent des révisions aux agrégats de la productivité du travail et aux séries sous-jacentes (produit intérieur brut, heures travaillées, coût unitaire de main-d'oeuvre, etc.) de 2004 à 2007. Ces mises à jour sont cohérentes avec la révision annuelle de quatre ans des Comptes nationaux des revenus et dépenses diffusée le 30 mai 2008. Par contre, les estimations des comptes nationaux du produit intérieur brut (PIB) par industrie ne seront pas révisées avant la fin de septembre 2008, (date où les révisions du PIB par industrie seront normalement diffusées) et ainsi ne seront pas incorporées dans les estimations de productivité avant la diffusion des données en décembre 2008 du troisième trimestre. Par conséquent, des estimations révisées de la productivité du travail et des variables connexes par industrie seront seulement offertes au cours de la diffusion du troisième trimestre.

La **productivité du travail** est évaluée comme le rapport de la production au facteur main-d'oeuvre (heures travaillées). Les estimations trimestrielles de la productivité sont construites à partir des indices en chaîne de type Fisher du PIB, ou de la valeur ajoutée, du secteur des entreprises. La performance de l'économie mesurée par la productivité du travail doit être interprétée avec prudence, puisque ces estimations reflètent les variations d'autres facteurs de production en plus de la croissance de l'efficacité des processus de production.

La **rémunération pour tous les emplois** incorpore tous les paiements en espèces ou en nature versés par les producteurs canadiens aux travailleurs en compensation de leurs services rendus. Cela inclut les salaires et les traitements, le revenu supplémentaire des travailleurs rémunérés ainsi qu'un revenu implicite du travail dans le cas des travailleurs autonomes.

Le **coût unitaire de main-d'oeuvre** représente le coût du travail par unité de production. Il est calculé comme étant le rapport de la rémunération du travail à la valeur ajoutée réelle. Il correspond également au ratio de la rémunération par heure travaillée et de la productivité du travail. Le coût unitaire de main-d'oeuvre augmentera lorsque la rémunération horaire s'accroîtra plus rapidement que la productivité du travail.

Le **coût unitaire de main d'oeuvre en dollars américains** : Il est égal au ratio du coût unitaire de main d'oeuvre canadien par le taux de change. Ce dernier correspond à la valeur du dollar américain exprimée en dollars canadiens.

Après avoir marqué une pause au dernier trimestre de 2007, le produit intérieur brut (PIB) a connu sa première baisse trimestrielle en près de cinq ans au premier trimestre de 2008.

Parallèlement, le marché de l'emploi a poursuivi son ascension, malgré les pertes subies dans le secteur manufacturier. Cependant, le volume des heures travaillées est demeuré presque inchangé, puisque la progression soutenue de l'emploi a été complètement neutralisée par la baisse du nombre moyen d'heures travaillées (heures travaillées par emploi).

La baisse trimestrielle du nombre moyen d'heures travaillées est en partie attribuable à l'hiver particulièrement rigoureux, de même qu'à des arrêts de production dans le secteur canadien de l'automobile. Certaines usines d'assemblage de véhicules automobiles ont connu une période de réoutillage de certaines lignes d'assemblage alors que d'autres ont été touchées par un conflit de travail survenu chez un important fournisseur de pièces automobiles situé aux États-Unis. Dans l'ensemble, douze des 15 industries qui composent le secteur des entreprises ont enregistré un recul des heures travaillées par emploi durant le premier trimestre de 2008.

En raison de la baisse de la valeur du dollar canadien par rapport à sa contrepartie américaine après trois trimestres de forte appréciation, les entreprises canadiennes ont vu leurs coûts unitaires de main-d'oeuvre exprimés en dollars américains reculer légèrement pour la première fois en un an. Les coûts unitaires de main-d'oeuvre des entreprises canadiennes en dollars américains ont affiché une tendance à la hausse depuis le deuxième trimestre de 2002. Malgré le déclin de 0,7 % au cours du premier trimestre de 2008, les coûts unitaires de main-d'oeuvre en dollars américains étaient toujours 90 % plus élevés qu'au premier trimestre de 2002.

### La production ralentit, mais le marché de l'emploi demeure dynamique

Même si le volume des heures travaillées est demeuré stable dans les entreprises canadiennes au premier trimestre, la production a reculé et, par conséquent, la productivité a baissé. Le PIB des entreprises canadiennes a décliné de 0,3 % au premier trimestre, après avoir pris une pause au quatrième trimestre de 2007. Cette évolution contraste avec celle observée au cours des deux premiers trimestres de 2007 durant laquelle la production s'était accrue à un rythme soutenu.

Un net ralentissement de l'accumulation des stocks par les entreprises, sous l'effet conjugué de la progression des dépenses personnelles et de la diminution des importations, a principalement contribué au recul du PIB canadien au premier trimestre.

L'emploi dans le secteur des entreprises canadiennes a poursuivi son ascension, en hausse de 0,5 % au premier trimestre, mais le volume des heures travaillées est demeuré inchangé en raison d'une baisse des heures travaillées par emploi. Au cours des neuf trimestres précédents, le volume total des heures travaillées s'est accru à un rythme constant, enregistrant une croissance trimestrielle moyenne de 0,5 % par trimestre.

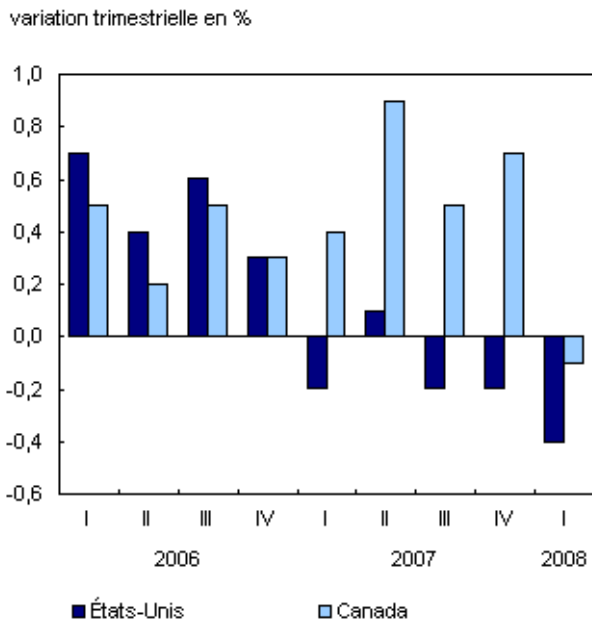
**Tableau F.0 Comparaison de la croissance annuelle de la productivité du travail dans le secteur des entreprises avant et après révision**

	Canada		États-Unis
	Avant révision	Après révision	
	variation annuelle en pourcentage		
1981-2007	1,4	1,4	2,1
1981-2000	1,6	1,6	1,9
2000-2007	1,0	1,0	2,6
2004	0,0	0,2	2,9
2005	2,5	2,0	2,0
2006	1,1	1,6	1,0
2007	0,5	0,6	1,9

Source: Les données américaines proviennent du Bureau of Labor Statistics, dans *NEWS, Productivity and Costs* - premier trimestre de 2008 qui a paru le 4 juin.

**Graphique F.2**

**Les heures travaillées demeurent presque inchangées au Canada, pendant qu'elles continuent de baisser aux États-Unis**

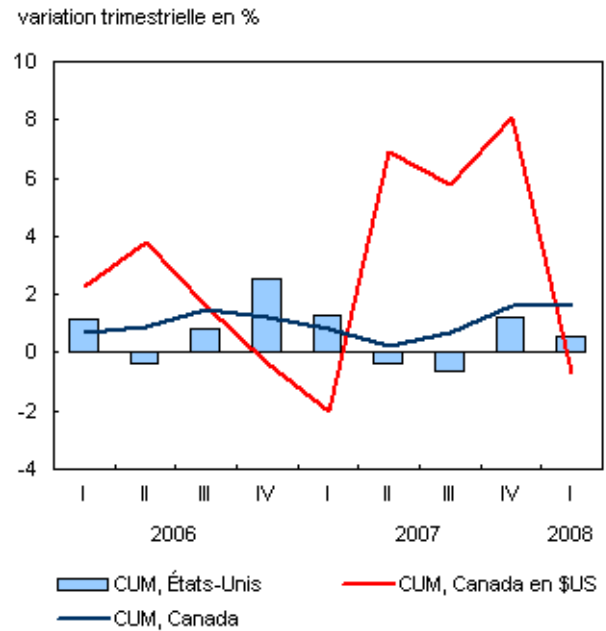


**Les coûts unitaires de main-d'œuvre continuent de s'accroître**

Au premier trimestre, la rémunération horaire au Canada a augmenté, tandis que la productivité a diminué, ce qui a fait en sorte que le coût du travail par unité de production des entreprises canadiennes a augmenté de 1,6 %. Cette augmentation était similaire à celle notée au trimestre précédent et plus de deux fois le rythme moyen observé durant les trois premiers trimestres de 2007.

**Graphique F.3**

**Les coûts unitaires de main-d'oeuvre (CUM) canadiens en \$US reculent nettement**



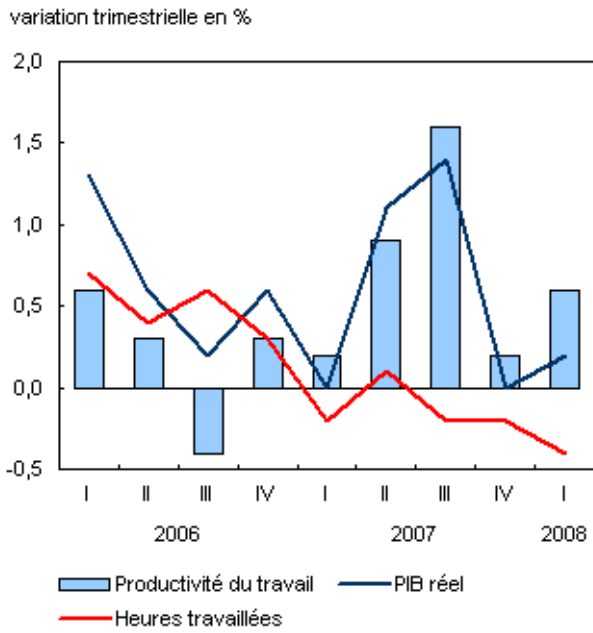
Cependant, la position concurrentielle est devenue légèrement plus avantageuse pour les entreprises canadiennes lorsqu'on ajuste le coût unitaire du travail en fonction du taux de change. Au premier trimestre, le dollar canadien s'est déprécié de 2,2 % par rapport à la devise américaine, ce qui s'est traduit par une baisse de 0,7 % des coûts unitaires de main-d'œuvre canadiens exprimés en dollars américains. Cela représente un premier recul trimestriel en un an de cet indicateur. Les coûts unitaires de main-d'œuvre du secteur des entreprises américaines ont crû de 0,6 % au premier trimestre.

**La productivité du travail s'accroît aux États-Unis**

Du côté des États-Unis, la croissance de la productivité du travail dans les entreprises a rebondi pour atteindre 0,6 % durant les trois premiers mois de 2008, après avoir affiché une hausse de 0,2 % au quatrième trimestre de 2007. Ce redressement provenait surtout de la plus importante baisse du volume des heures travaillées enregistrées depuis le deuxième trimestre de 2003; la croissance du PIB américain ayant été faible.

La modeste croissance du PIB aux États-Unis au cours des deux derniers trimestres s'explique en majeure partie par la morosité continue des dépenses de consommation et la persistance de la crise du secteur de logement.

**Graphique F.4**  
**La productivité américaine rebondit légèrement**



Les heures travaillées dans les entreprises américaines ont fléchi pour un troisième trimestre d'affilée, reculant de 0,4 % au premier trimestre.

**Les révisions récentes des estimations de productivité au Canada ont amené peu de changements à l'écart entre le Canada et les États-Unis**

Dans l'ensemble, les révisions de 2004 à 2007 (qui ont touché le PIB et les heures travaillées) ont eu pour effet de diminuer le taux de croissance annuel de la productivité du travail au Canada pour 2005 et de l'augmenter pour 2004, 2006 et 2007. L'ampleur des révisions oscillait entre un déclin de 0,5 % en 2005 et un gain de 0,5 % en 2006.

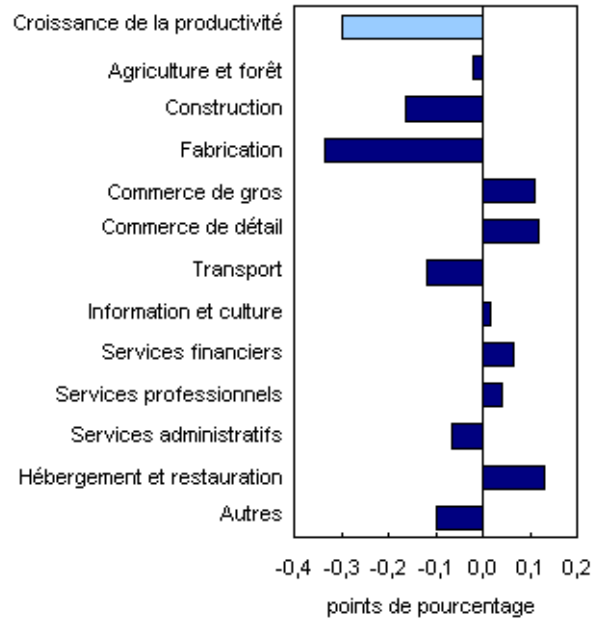
En général, les révisions ont eu tendance à s'annuler l'une par rapport à l'autre. L'ampleur de ces révisions n'a donc eu aucun effet sur l'écart moyen de productivité entre le Canada et les États-Unis depuis l'année 2000.

**Analyse par industrie**

**La productivité dans la fabrication diminue de nouveau**

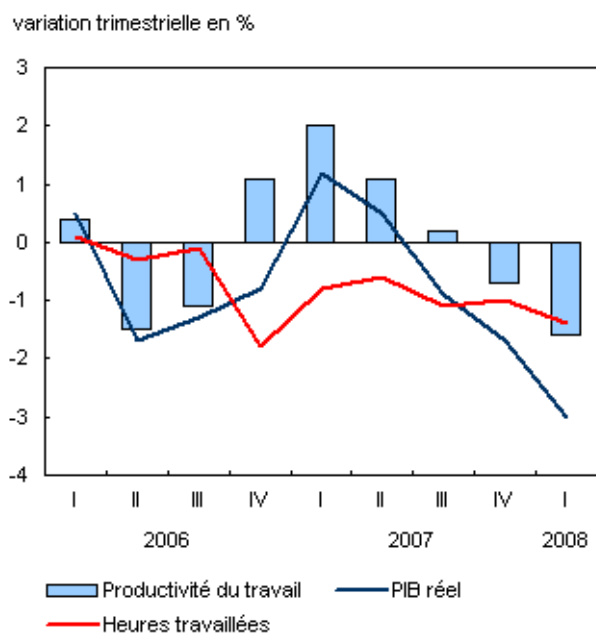
La productivité dans le secteur des entreprises s'est repliée pour un deuxième trimestre consécutif, reculant de 0,3 % au premier trimestre. La fabrication, la construction ainsi que le transport et l'entreposage ont été à l'origine de presque tout ce repli.

**Graphique F.5**  
**Contribution des principales industries à la variation en pourcentage de la productivité dans le secteur des entreprises, premier trimestre de 2008**



Tout comme au trimestre précédent, le déclin de la productivité dans les entreprises canadiennes au premier trimestre est dû principalement aux entreprises productrices de biens. Sur la base trimestrielle, la productivité dans le secteur des biens a reculé de 1,3 %, pendant qu'elle a augmenté de 0,4 % dans le secteur des services.

Au premier trimestre de 2008, la productivité dans la fabrication a fléchi de 1,4 %, soit presque le double du déclin enregistré au trimestre précédent. L'effet conjugué d'un conflit de travail survenu chez un fournisseur de pièces automobiles aux États-Unis, d'une demande américaine plus faible et de l'augmentation du prix du pétrole a perturbé la fabrication d'automobiles qui ont contribué à cette baisse. La production manufacturière s'est contractée pour un troisième trimestre de suite, affichant un recul de 3,0 % au premier trimestre. Pour leur part, les heures travaillées ont diminué de 1,4 % au premier trimestre. Il faut remonter au quatrième trimestre de 2006 pour retrouver une baisse plus élevée.

**Graphique F.6****La productivité dans le secteur de fabrication fléchit de nouveau**

Des augmentations modestes dans l'activité de la construction (le PIB réel ayant augmenté de 0,3 %) combinées à une poursuite de la tendance à la hausse du volume d'heures travaillées ont entraîné une baisse de la productivité pour un troisième trimestre consécutif.

**Après avoir diminué au trimestre précédent, la productivité a rebondi dans les services**

La productivité dans les entreprises productrices de services s'est améliorée pour le premier trimestre, propulsée par une expansion continue de l'activité économique dans ce secteur.

Après avoir ralenti de 0,1 % au quatrième trimestre de 2007, la productivité du travail s'est accrue de 0,4 % au premier trimestre de 2008. Dans le secteur des services, ce sont le commerce de gros et le commerce de détail qui ont le plus contribué à cette expansion. Par contre, ces hausses se sont produites dans un contexte très différent pour ces deux industries. Alors qu'elle est fortement due à la croissance positive du PIB pour le commerce de détail, c'est l'importante diminution du volume des heures travaillées qui en est la cause pour le commerce de gros. Les grossistes ont également été affectés par le ralentissement des importations et des exportations de produits automobiles.

En revanche, le transport et l'entreposage ainsi que les services d'administration et d'assainissement ont enregistré d'importantes baisses de la productivité dans les premiers trois mois de 2008. L'efficacité des transports

a particulièrement été perturbée par la quantité exceptionnelle de neige.

**Presque toutes les industries ont connu une baisse du nombre moyen d'heures travaillées**

Devant des conditions climatiques défavorables, le nombre moyen d'heures travaillées a baissé dans presque toutes les industries du secteur commercial au premier trimestre. Les industries du commerce de gros, de l'hébergement et des services de restauration, des arts, spectacles et loisirs ainsi que de la construction ont particulièrement été touchées.

D'autre part, le nombre d'emplois a continué d'augmenter à un rythme stationnaire pendant ce premier trimestre de 2008 (+0,5 %). À l'exception de la fabrication, du commerce de gros, des services publics ainsi que des arts, spectacles et loisirs, toutes les industries du secteur commercial ont inscrit une hausse. Les industries de la construction, des services administratifs et d'assainissement ainsi que du transport et d'entreposage ont enregistré une augmentation de l'emploi supérieure à un pourcent au cours de ce trimestre.

**Le coût unitaire de main-d'œuvre continue d'augmenter plus rapidement dans le secteur des biens**

Le coût unitaire de main-d'œuvre dans le secteur des entreprises (un indicateur des pressions inflationnistes sur les salaires) a grimpé de 1,6 % pour un deuxième trimestre consécutif. Le plus gros de cette hausse est attribuable au secteur des biens qui a vu son coût unitaire de main-d'œuvre augmenter d'un 2,5 % supplémentaire après avoir enregistré 3,0 % le trimestre dernier. À l'exception de l'industrie d'agriculture, foresterie, pêche et chasse, toutes les industries du secteur des biens affichent une importante hausse de leur coût unitaire de main-d'œuvre.

Ce dernier a monté de 3,0 % dans le secteur de la fabrication au premier trimestre, comparativement à 2,6 % au trimestre précédent, soit la plus grande hausse enregistrée depuis 2002. Cela est dû à la forte augmentation de la rémunération horaire.

Reflétant l'évolution observée dans l'ensemble de l'économie, les pressions inflationnistes ont continué d'augmenter dans l'industrie d'extraction minière et d'extraction de pétrole et de gaz, même après six années de croissance record enregistrées au quatrième trimestre de 2007. Au premier trimestre de 2008, cet indicateur a inscrit une augmentation additionnelle de 3,9 %.

Pour ce qui est du transport et de l'entreposage, une industrie qui a été particulièrement touchée par le rude hiver ainsi que la hausse des prix de l'essence, le coût unitaire de main-d'œuvre a augmenté de 2,4 % au premier trimestre de 2008. Ceci est la plus grande hausse d'un trimestre à l'autre depuis 2002.

**Tableau F.1 Secteur des entreprises - productivité du travail et variables connexes pour le Canada et les États-Unis[1]**

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	0,2	0,6	0,1	0,1	-0,7	-0,3
PIB réel	0,4	1,1	1,0	0,5	0,0	-0,3
Heures travaillées	0,3	0,4	0,9	0,5	0,7	-0,1
Rémunération horaire	1,4	1,4	0,2	0,7	0,9	1,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	1,2	0,8	0,2	0,7	1,6	1,6
Taux de change[2]	1,6	2,8	-6,3	-4,9	-6,0	2,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-0,4	-2,0	6,9	5,8	8,1	-0,7
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	0,3	0,2	0,9	1,6	0,2	0,6
PIB réel	0,6	0,0	1,1	1,4	0,0	0,2
Heures travaillées	0,3	-0,2	0,1	-0,2	-0,2	-0,4
Rémunération horaire	2,8	1,5	0,6	0,9	1,4	1,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	2,5	1,3	-0,3	-0,7	1,2	0,6
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	0,7	0,7	0,6	1,0	0,1	-0,8
PIB réel	2,1	2,1	2,8	3,1	2,6	1,2
Heures travaillées	1,4	1,3	2,1	2,1	2,5	2,0
Rémunération horaire	5,0	5,2	4,3	3,8	3,4	3,2
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,4	4,5	3,7	2,8	3,2	4,1
Taux de change[2]	-2,9	1,5	-2,2	-6,9	-13,8	-14,3
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	7,5	2,9	6,0	10,4	19,9	21,4
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	0,7	0,4	1,0	3,1	3,0	3,4
PIB réel	2,8	1,5	1,9	3,2	2,6	2,7
Heures travaillées	2,1	1,1	0,9	0,1	-0,4	-0,7
Rémunération horaire	4,9	4,7	5,4	6,0	4,4	4,1
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,1	4,3	4,3	2,8	1,4	0,7
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
<b>Canada</b>						
Productivité du travail	0,8	2,3	0,4	0,4	-2,6	-1,1
PIB réel	1,8	4,4	4,0	2,1	0,0	-1,4
Heures travaillées	1,1	1,5	3,8	1,9	3,0	-0,4
Rémunération horaire	5,6	5,9	1,0	3,0	3,7	5,0
Coût unitaire de main-d'oeuvre	4,7	3,2	0,7	2,8	6,4	6,6
Coût unitaire de main-d'oeuvre en \$US	-1,8	-7,7	30,5	25,5	36,5	-2,7
<b>États-Unis</b>						
Productivité du travail	1,2	0,9	3,8	6,4	0,9	2,4
PIB réel	2,6	0,2	4,4	5,7	0,1	0,6
Heures travaillées	1,4	-0,8	0,5	-0,7	-0,7	-1,7
Rémunération horaire	11,9	6,2	2,4	3,7	5,6	4,8
Coût unitaire de main-d'oeuvre	10,6	5,2	-1,4	-2,6	4,7	2,3

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Le taux de change correspond à la valeur du dollar des États-Unis exprimée en dollars canadiens.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

**Tableau F.2 Secteur des entreprises - quelques variables associées au marché du travail[1]**

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008
Désaisonnalisées						
Variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	0,7	0,5	0,6	0,5	0,6	0,5
Heures travaillées	0,3	0,4	0,9	0,5	0,7	-0,1
Heures moyennes	-0,4	0,0	0,3	0,0	-0,1	-0,4
Part du travail[2]	1,3	-0,7	-1,0	0,6	0,6	0,2
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	0,3	0,1	0,1	-0,1	0,1	-0,4
Heures travaillées	0,3	-0,2	0,1	-0,2	-0,2	-0,4
Heures moyennes	0,0	-0,3	-0,0	-0,1	-0,3	-0,1
Part du travail[2]	2,3	0,3	-0,9	-0,7	0,7	0,1
Variation en pourcentage par rapport au même trimestre de l'année précédente						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	2,0	1,9	2,3	2,3	2,2	2,2
Heures travaillées	1,4	1,3	2,1	2,1	2,5	2,0
Heures moyennes	-0,6	-0,5	-0,1	-0,1	0,2	-0,2
Part du travail[2]	3,7	1,5	0,4	0,2	-0,5	0,4
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	1,8	1,1	0,9	0,5	0,2	-0,2
Heures travaillées	2,1	1,1	0,9	0,1	-0,4	-0,7
Heures moyennes	0,3	0,0	0,0	-0,3	-0,6	-0,4
Part du travail[2]	1,9	1,7	2,0	1,0	-0,7	-0,9
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent au taux annualisé[3]						
<b>Canada</b>						
Tous les emplois	3,0	1,9	2,6	1,8	2,6	1,8
Heures travaillées	1,1	1,5	3,8	1,9	3,0	-0,4
Heures moyennes	-1,6	0,0	1,2	0,0	-0,4	-1,6
Part du travail[2]	5,4	-2,8	-4,0	2,5	2,5	0,8
<b>États-Unis</b>						
Tous les emplois	1,2	0,3	0,6	-0,3	0,3	-1,5
Heures travaillées	1,4	-0,8	0,5	-0,7	-0,7	-1,7
Heures moyennes	0,2	-1,1	0,0	-0,4	-1,0	-0,3
Part du travail[2]	9,7	1,1	-3,5	-2,9	2,7	0,3

1. Source: Les données américaines proviennent du "Bureau of Labor Statistics" dans "NEWS", "Productivity and costs".

2. Il s'agit du rapport de la rémunération totale des travailleurs au PIB aux prix du marché en dollars courants.

3. La variation au taux annualisé correspond au taux de croissance annuel qui aurait été observé si la croissance du trimestre avait été la même sur l'ensemble de l'année.

Tableau F.3 Indices de productivité du travail par industrie[1]

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Calculés à partir de données désaisonnalisées (2002 = 100)								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>103,3</b>	<b>105,3</b>	<b>104,9</b>	<b>104,6</b>	<b>103,0</b>	<b>101,7</b>	<b>103,2</b>	<b>104,4</b>
	<i>0,6</i>	<i>1,9</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>-1,5</i>	<i>-1,3</i>	<i>0,5</i>	<i>1,2</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	125,4	129,0	127,4	129,0	129,0	127,9	125,8	128,6
	<i>2,0</i>	<i>2,9</i>	<i>-1,2</i>	<i>1,3</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,8</i>	<i>2,2</i>
Construction	107,3	107,9	104,3	103,7	101,8	101,0	105,7	104,4
	<i>0,9</i>	<i>0,6</i>	<i>-3,3</i>	<i>-0,6</i>	<i>-1,8</i>	<i>-0,8</i>	<i>5,8</i>	<i>-1,2</i>
Fabrication	105,4	107,5	108,7	108,9	108,1	106,4	105,6	108,3
	<i>1,1</i>	<i>2,0</i>	<i>1,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,7</i>	<i>-1,6</i>	<i>-0,1</i>	<i>2,6</i>
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>107,1</b>	<b>107,0</b>	<b>107,3</b>	<b>107,5</b>	<b>107,4</b>	<b>107,8</b>	<b>106,7</b>	<b>107,3</b>
	<i>-0,1</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,4</i>	<i>2,2</i>	<i>0,6</i>
Commerce de gros	119,8	120,5	121,3	123,1	125,1	127,1	120,2	122,5
	<i>-2,0</i>	<i>0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,5</i>	<i>1,6</i>	<i>1,6</i>	<i>7,2</i>	<i>1,9</i>
Commerce de détail	111,7	113,9	116,1	116,5	118,0	119,7	111,1	116,1
	<i>-0,5</i>	<i>2,0</i>	<i>1,9</i>	<i>0,3</i>	<i>1,3</i>	<i>1,4</i>	<i>5,5</i>	<i>4,5</i>
Transport et entreposage	106,4	106,4	105,4	103,9	103,0	101,1	106,3	104,7
	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,4</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,8</i>	<i>1,0</i>	<i>-1,5</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	113,4	112,4	113,3	114,3	116,8	117,5	113,5	114,2
	<i>-0,7</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,8</i>	<i>0,9</i>	<i>2,2</i>	<i>0,6</i>	<i>6,1</i>	<i>0,6</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	104,5	104,6	104,4	104,2	103,3	103,4	102,6	104,1
	<i>1,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-0,9</i>	<i>0,1</i>	<i>1,4</i>	<i>1,5</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	101,0	99,9	100,3	100,0	97,9	98,5	101,2	99,5
	<i>0,1</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>-2,1</i>	<i>0,6</i>	<i>-1,4</i>	<i>-1,7</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	101,6	101,8	101,2	101,6	101,1	100,3	101,4	101,4
	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,5</i>	<i>-0,8</i>	<i>1,6</i>	<i>0,0</i>
Hébergement et services de restauration	102,3	99,7	98,6	99,7	99,7	101,8	101,8	99,4
	<i>1,3</i>	<i>-2,5</i>	<i>-1,1</i>	<i>1,1</i>	<i>0,0</i>	<i>2,1</i>	<i>0,8</i>	<i>-2,4</i>
Autres services commerciaux	104,3	103,4	102,5	101,4	100,1	100,2	104,0	101,9
	<i>0,3</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>-1,3</i>	<i>0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-2,1</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.



Tableau F.4 Indices de coût unitaire de main d'oeuvre par industrie[1]

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Calculés à partir de données désaisonnalisées, (2002 = 100)								
<b>Secteur des entreprises - biens</b>	<b>113,9</b>	<b>114,4</b>	<b>114,3</b>	<b>115,3</b>	<b>118,8</b>	<b>121,8</b>	<b>111,7</b>	<b>115,7</b>
	<i>1,5</i>	<i>0,4</i>	<i>-0,1</i>	<i>0,9</i>	<i>3,0</i>	<i>2,5</i>	<i>3,4</i>	<i>3,6</i>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	87,6	88,5	85,9	85,0	82,0	81,8	86,9	85,3
	<i>0,6</i>	<i>1,0</i>	<i>-2,9</i>	<i>-1,0</i>	<i>-3,5</i>	<i>-0,2</i>	<i>1,2</i>	<i>-1,7</i>
Construction	108,7	111,2	113,5	115,8	119,4	121,7	107,3	115,0
	<i>0,7</i>	<i>2,3</i>	<i>2,1</i>	<i>2,0</i>	<i>3,1</i>	<i>1,9</i>	<i>1,7</i>	<i>7,3</i>
Fabrication	110,2	109,5	108,5	108,3	111,1	114,4	108,3	109,4
	<i>0,9</i>	<i>-0,6</i>	<i>-0,9</i>	<i>-0,2</i>	<i>2,6</i>	<i>3,0</i>	<i>2,0</i>	<i>1,0</i>
<b>Secteur des entreprises - services</b>	<b>111,3</b>	<b>112,5</b>	<b>113,0</b>	<b>113,6</b>	<b>114,6</b>	<b>115,6</b>	<b>109,6</b>	<b>113,4</b>
	<i>1,3</i>	<i>1,1</i>	<i>0,4</i>	<i>0,5</i>	<i>0,9</i>	<i>0,9</i>	<i>2,6</i>	<i>3,5</i>
Commerce de gros	101,0	102,2	102,0	100,0	98,8	99,7	98,1	100,8
	<i>3,3</i>	<i>1,2</i>	<i>-0,2</i>	<i>-2,0</i>	<i>-1,2</i>	<i>0,9</i>	<i>-1,1</i>	<i>2,8</i>
Commerce de détail	106,1	105,7	105,4	108,1	109,0	108,4	106,5	107,0
	<i>-0,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,3</i>	<i>2,6</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>0,5</i>
Transport et entreposage	107,9	109,3	109,5	111,6	113,5	116,2	106,2	111,0
	<i>1,4</i>	<i>1,3</i>	<i>0,2</i>	<i>1,9</i>	<i>1,7</i>	<i>2,4</i>	<i>0,7</i>	<i>4,5</i>
Industrie de l'information et industrie culturelle	105,6	105,8	106,2	108,1	109,1	111,4	104,2	107,3
	<i>1,4</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>1,8</i>	<i>0,9</i>	<i>2,1</i>	<i>2,5</i>	<i>3,0</i>
Finance, services immobiliers et gestion d'entreprises	116,1	116,9	119,0	119,7	122,1	122,9	114,8	119,4
	<i>1,1</i>	<i>0,7</i>	<i>1,8</i>	<i>0,6</i>	<i>2,0</i>	<i>0,7</i>	<i>4,2</i>	<i>4,0</i>
Services professionnels, scientifiques et techniques	116,6	117,8	118,0	118,5	121,8	123,8	115,0	119,0
	<i>0,1</i>	<i>1,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,4</i>	<i>2,8</i>	<i>1,6</i>	<i>4,8</i>	<i>3,5</i>
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	117,0	119,2	120,1	119,8	118,5	118,8	114,2	119,4
	<i>2,8</i>	<i>1,9</i>	<i>0,8</i>	<i>-0,2</i>	<i>-1,1</i>	<i>0,3</i>	<i>3,1</i>	<i>4,6</i>
Hébergement et services de restauration	117,8	120,8	121,9	119,3	123,3	124,1	111,8	121,4
	<i>2,3</i>	<i>2,5</i>	<i>0,9</i>	<i>-2,1</i>	<i>3,4</i>	<i>0,6</i>	<i>4,6</i>	<i>8,5</i>
Autres services commerciaux	117,3	120,0	120,9	123,4	122,9	122,6	115,7	121,8
	<i>0,8</i>	<i>2,3</i>	<i>0,8</i>	<i>2,1</i>	<i>-0,4</i>	<i>-0,2</i>	<i>4,5</i>	<i>5,2</i>

1. La première ligne représente la série elle-même. La deuxième ligne représente la variation en pourcentage.

## Section G

# Bilan des investissements internationaux du Canada

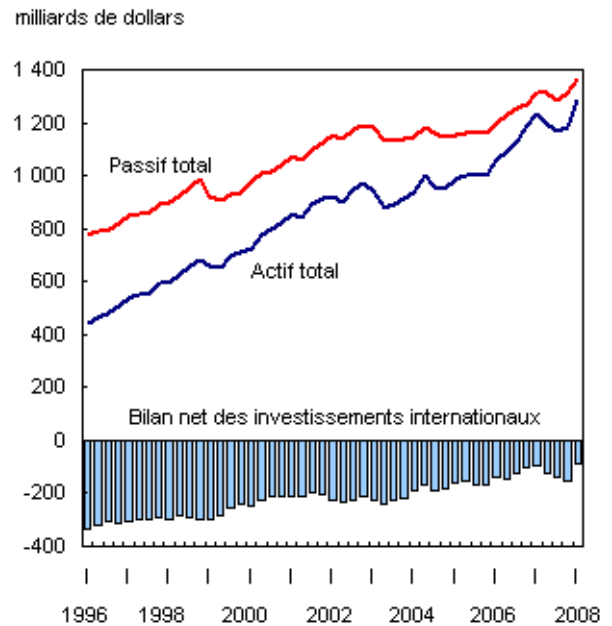
Premier trimestre de 2008

Le bilan des investissements internationaux du Canada s'est amélioré au premier trimestre de 2008, principalement en raison de la reprise des investissements directs canadiens à l'étranger et de l'effet de la dépréciation de la devise nationale (surtout par rapport aux devises autres que le dollar américain) sur les avoirs canadiens en titres étrangers.

Les gains des actifs internationaux du Canada étaient deux fois plus élevés que ceux de ses passifs internationaux. Les actifs internationaux du Canada sont passés à 1 280,9 milliards de dollars, en hausse de 96,5 milliards de dollars par rapport à la fin de l'année 2007. Par ailleurs, les avoirs étrangers en titres canadiens ont augmenté de façon plus modérée, de 56,7 milliards de dollars, pour atteindre 1 366,1 milliards de dollars.

Par conséquent, la dette extérieure nette a diminué considérablement pour s'établir à 85,2 milliards de dollars, soit 5,4 % du produit intérieur brut du Canada, ce qui constitue une forte baisse par rapport à la proportion de 8,0 % enregistrée au quatrième trimestre de 2007.

**Graphique G.1**  
**Bilan des investissements internationaux du Canada**



### Note aux lecteurs

#### Définition

Le bilan des investissements internationaux du Canada est l'état statistique de la valeur et de la composition de l'actif et du passif du pays vis-à-vis le reste du monde. Le bilan net des investissements internationaux du Canada est la différence entre l'actif et le passif étranger. Le Canada est un pays débiteur net ce qui se traduit par le fait que notre passif est plus élevé que notre actif envers les non résidents. Cet excédent de notre passif international est appelé passif international net du Canada ou dette nette extérieure du Canada.

#### Réévaluation de la monnaie

La valeur de l'actif et du passif libellée en devises étrangères est convertie en dollars canadiens à la fin de chaque période pour laquelle on calcule un bilan. La plupart des avoirs étrangers du Canada sont exprimés en devises étrangères, tandis que moins de la moitié de notre passif international est en devises étrangères.

Lorsque le dollar canadien prend de la valeur, la redéfinition de la valeur de cet actif et de ce passif en dollars canadiens fait diminuer la valeur déclarée. L'opposé est vrai lorsque le dollar perd de la valeur.

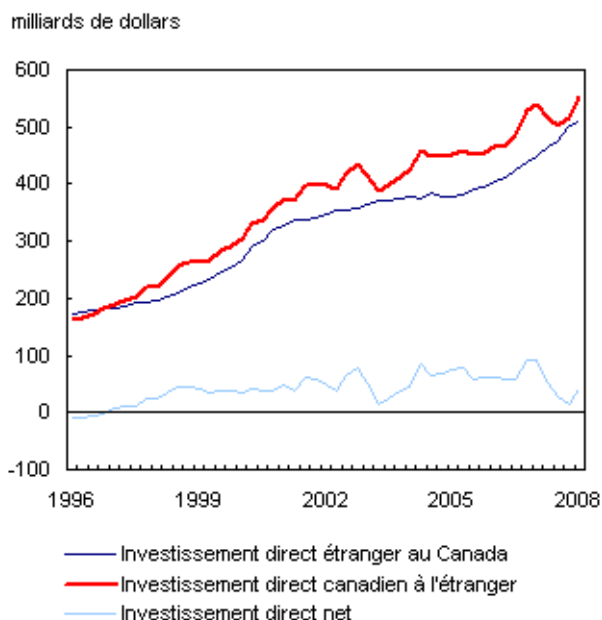
### Hausse du bilan net des investissements directs du Canada

Les investissements directs à l'étranger par des entreprises canadiennes ont augmenté de 36,9 milliards de dollars pour se chiffrer à 551,4 milliards de dollars au premier trimestre de 2008. Cette hausse de 7,2 % était répartie presque équitablement entre les opérations et l'effet de la dépréciation du dollar canadien. Les investisseurs directs canadiens ont fait d'importantes acquisitions d'entreprises étrangères, en plus d'injecter des sommes appréciables dans les sociétés affiliées étrangères existantes au cours du trimestre. Par ailleurs, les investissements directs étrangers au Canada ont affiché une croissance plus modeste (9,7 milliards de dollars), l'activité du quatrième trimestre de 2007 ne s'étant pas poursuivie.

Les flux des investissements directs étrangers au Canada ont considérablement ralenti par rapport au rythme alimenté par les acquisitions observé au trimestre précédent, tandis que les investissements directs canadiens à l'étranger ont continué de prendre de l'ampleur. Pour ces raisons, en plus de la dépréciation du dollar canadien, on a observé la première croissance du bilan net des investissements directs (la différence entre les investissements directs à l'étranger et les investissements directs au Canada) depuis la fin de l'année 2006.

#### Graphique G.2

##### Bilan des investissements directs



### Fortes hausses des actifs et des passifs de portefeuille

Il y a eu une forte hausse des actifs de placements de portefeuille canadiens à l'étranger, qui ont atteint 379,6 milliards de dollars à la fin du premier trimestre de 2008. Les opérations sur des valeurs étrangères étaient en légère hausse au premier trimestre de 2008 (+3,3 milliards de dollars), mais la dépréciation du dollar a ajouté 21,3 milliards de dollars au bilan. Les investissements dans les actions étrangères ont enregistré les hausses les plus marquées, le trimestre s'étant terminé au niveau de 227,4 milliards de dollars.

Le passif du portefeuille international du Canada a affiché l'augmentation la plus forte notée en plus de six ans. Cette hausse était attribuable à la valeur de 9,7 milliards de dollars des opérations et à l'affaiblissement du dollar canadien, qui ont ajouté 11,5 milliards de dollars aux obligations canadiennes émises en devises étrangères. À la fin du trimestre, les titres de portefeuille canadiens détenus par des non-résidents s'établissaient à 506,9 milliards de dollars, en hausse de 20,2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent.

### Variations importantes d'autres catégories d'investissements

D'autres actifs intérieurs ont monté en flèche, principalement en raison des opérations de dépôts et de la dépréciation de la devise. Les actif-dépôts du Canada à l'étranger étaient en hausse de 12,6 % pendant le trimestre. D'autres passifs intérieurs se sont également redressés pendant le trimestre, aiguillonnés par la forte hausse des dépôts au Canada par des non-résidents.

### Peu de variation de l'endettement international net à l'égard des placements de portefeuille à la valeur du marché

Le bilan global des investissements internationaux du Canada peut également être calculé à partir des actifs et des passifs en titres échangeables évalués au prix du marché. Bien qu'elle ait augmenté pendant le premier trimestre de 2008, la dette étrangère nette est beaucoup plus faible selon cette mesure, soit de 22,2 milliards de dollars. Cet écart reflète la composition divergente des actifs et des passifs du portefeuille international. Une partie beaucoup plus grande des avoirs canadiens en titres étrangers est investie dans des actions, ce qui donne lieu à des augmentations plus marquées lorsque les chiffres sont déclarés selon la valeur du marché.

**Tableau G.1 Bilan des investissements internationaux en fin de période**

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Millions de dollars								
<b>Actif</b>								
Investissements directs canadiens à l'étranger	529 969	540 577	517 368	503 809	514 540	551 417	529 969	514 540
Investissements de portefeuille								
Obligations étrangères	124 368	140 873	148 068	139 472	136 701	144 493	124 368	136 701
<i>Obligations étrangères à la valeur marchande</i>	<i>134 028</i>	<i>151 786</i>	<i>156 774</i>	<i>152 468</i>	<i>154 500</i>	<i>169 435</i>	<i>134 028</i>	<i>154 500</i>
Actions étrangères	227 886	230 327	214 783	206 090	210 064	227 418	227 886	210 064
<i>Actions étrangères à la valeur marchande</i>	<i>583 600</i>	<i>598 849</i>	<i>594 726</i>	<i>566 848</i>	<i>556 952</i>	<i>525 567</i>	<i>583 600</i>	<i>556 952</i>
Marché monétaire étranger	19 966	20 128	19 774	8 997	7 511	7 639	19 966	7 511
<i>Marché monétaire étranger à la valeur marchande</i>	<i>20 062</i>	<i>20 195</i>	<i>19 825</i>	<i>9 044</i>	<i>7 548</i>	<i>7 673</i>	<i>20 062</i>	<i>7 548</i>
Autres investissements								
Prêts	72 366	77 973	73 426	77 953	76 122	85 107	72 366	76 122
Dépôts	131 420	136 195	140 711	150 377	156 890	176 584	131 420	156 890
Réserves internationales	40 959	45 507	42 534	40 887	40 593	43 589	40 959	40 593
<i>Réserves internationales à la valeur marchande</i>	<i>40 862</i>	<i>45 386</i>	<i>41 991</i>	<i>40 769</i>	<i>40 724</i>	<i>44 198</i>	<i>40 862</i>	<i>40 724</i>
Autres actifs	44 977	44 470	43 511	40 014	41 960	44 639	44 977	41 960
Total de l'actif								
à la valeur comptable	1 191 911	1 236 050	1 200 176	1 167 598	1 184 382	1 280 885	1 191 911	1 184 382
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 557 284</i>	<i>1 615 431</i>	<i>1 588 332</i>	<i>1 541 282</i>	<i>1 549 236</i>	<i>1 604 620</i>	<i>1 557 284</i>	<i>1 549 236</i>
<b>Passif</b>								
Investissements directs étrangers au Canada	437 801	449 134	466 487	474 597	500 851	510 581	437 801	500 851
Investissements de portefeuille								
Obligations canadiennes	408 055	413 028	390 643	376 815	382 080	404 109	408 055	382 080
<i>Obligations canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>432 318</i>	<i>434 159</i>	<i>401 548</i>	<i>391 892</i>	<i>397 381</i>	<i>428 630</i>	<i>432 318</i>	<i>397 381</i>
Actions canadiennes	96 994	96 804	96 485	93 351	82 658	84 045	96 994	82 658
<i>Actions canadiennes à la valeur marchande</i>	<i>344 958</i>	<i>351 297</i>	<i>370 175</i>	<i>366 767</i>	<i>327 812</i>	<i>320 085</i>	<i>344 958</i>	<i>327 812</i>
Marché monétaire canadien	24 515	23 730	24 089	22 383	21 999	18 742	24 515	21 999
<i>Marché monétaire canadien à la valeur marchande</i>	<i>24 717</i>	<i>23 952</i>	<i>24 279</i>	<i>22 598</i>	<i>22 211</i>	<i>18 911</i>	<i>24 717</i>	<i>22 211</i>
Autres investissements								
Emprunts	52 600	55 690	55 020	48 916	52 971	53 724	52 600	52 971
Dépôts	226 781	247 012	251 668	239 184	243 525	269 189	226 781	243 525
Autres passifs	22 468	25 353	25 581	26 504	25 307	25 697	22 468	25 307
Total du passif								
à la valeur comptable	1 269 214	1 310 750	1 309 973	1 281 751	1 309 392	1 366 086	1 269 214	1 309 392
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>1 541 643</i>	<i>1 586 597</i>	<i>1 594 758</i>	<i>1 570 458</i>	<i>1 570 058</i>	<i>1 626 817</i>	<i>1 541 643</i>	<i>1 570 058</i>
<b>Bilan net des investissements internationaux</b>								
à la valeur comptable	-77 303	-74 701	-109 797	-114 153	-125 010	-85 201	-77 303	-125 010
<i>avec l'investissement de portefeuille à la valeur marchande</i>	<i>15 641</i>	<i>28 834</i>	<i>-6 426</i>	<i>-29 176</i>	<i>-20 822</i>	<i>-22 197</i>	<i>15 641</i>	<i>-20 822</i>

## Section H

### Comptes du bilan national

Premier trimestre de 2008

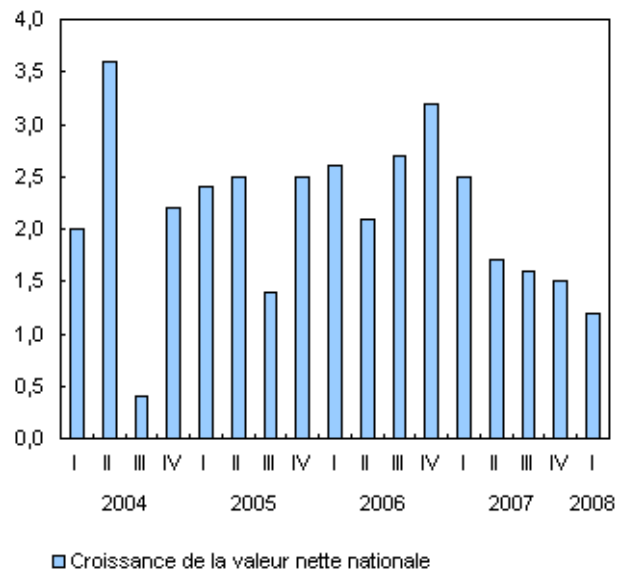
Bien que la croissance de la valeur nette soit légèrement plus faible qu'au dernier trimestre, elle demeure robuste, principalement grâce aux accroissements réguliers de la valeur des actifs non financiers. Au premier trimestre de 2008, la valeur nette nationale, c'est-à-dire le total de l'actif moins le passif, a augmenté de 1,2 %, soit de 68 milliards de dollars. Il s'agit d'une valeur nette nationale de 171 000 \$ par habitant, en hausse comparativement à celle de 169 300 \$ enregistrée à la fin de 2007.

À la fin du premier trimestre de 2008, le patrimoine national, défini comme étant la somme des actifs non financiers de l'ensemble de l'économie, s'établissait à 5,7 billions de dollars. Il s'agit d'une croissance modeste de 1,2 % par rapport à celle de 2,3 % enregistrée au même trimestre l'an dernier. Bien que les investissements résidentiels aient diminué durant le trimestre, le secteur de l'immobilier résidentiel est demeuré un moteur important de cette croissance, sa contribution représentant plus du tiers de la hausse.

**Graphique H.1**

**La valeur nette nationale continue d'augmenter rapidement**

variation en %, données non désaisonnalisées



#### Note aux lecteurs

Les comptes du bilan national regroupent les bilans des divers secteurs de l'économie. Ils se composent des actifs non financiers dans les divers secteurs de l'économie et de l'encours des engagements financiers.

Le **patrimoine national** est la somme des actifs non financiers (actifs produits, terrains entourant les bâtiments et terres agricoles) de tous les secteurs de l'économie.

La **valeur nette nationale** est égale au patrimoine national moins la dette extérieure nette (endettement envers les non-résidents moins la dette de ces derniers à l'égard des Canadiens). On peut aussi la définir comme tant la somme de la valeur nette des particuliers, des sociétés et des administrations publiques.

L'**épargne nationale** représente la somme de l'épargne des particuliers, des sociétés et des administrations publiques. L'épargne et les investissements nationaux contribuent à la variation de la valeur nette nationale, tout comme la réévaluation de l'actif et du passif.

Les causes de la réévaluation comprennent les variations des prix des actifs non financiers, des prix des actions, des taux d'intérêt, des taux de change et des provisions pour prêts.

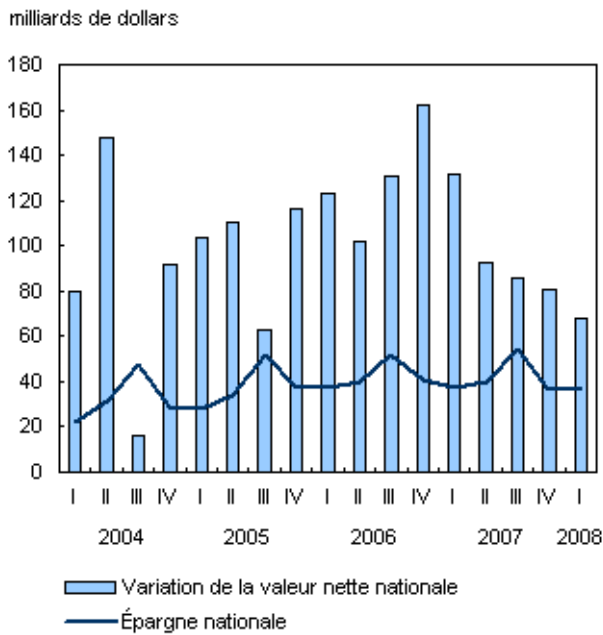
Les séries trimestrielles, à la valeur comptable et à la valeur marchande, sont offertes à partir du premier trimestre de 1990. Pour obtenir plus de renseignements sur les estimations selon la valeur marchande, consulter la page des *Estimations du bilan à la valeur marchande* de notre site Web.

Les données ont maintenant été révisées de 2004 à 2007.

Les estimations annuelles des actifs de retraite par catégorie pour les années 1990 à 2007, qui constituent un prolongement des comptes du bilan national, sont disponibles. Pour de plus amples renseignements sur les estimations relatives à la valeur marchande, on consultera la page de notre site Web qui est consacrée aux *résultats provisoires du Compte satellite des pensions*.

L'épargne soutenue du secteur des entreprises et du secteur public est restée l'un des facteurs de la croissance de la valeur nette nationale. La dette extérieure nette du Canada (les titres négociables étant exprimés à la valeur du marché) a suivi une tendance à la baisse ces dernières années, mais a augmenté légèrement au premier trimestre, principalement en raison d'une correction des marchés boursiers sur les investissements canadiens à l'étranger. Cette modeste hausse a été cependant contrebalancée par l'élargissement du bilan net de l'investissement étranger direct ainsi que par la dépréciation du dollar canadien a fait augmenter la valeur des titres étrangers détenus au Canada. Par conséquent, la hausse de la valeur nette nationale n'a été que légèrement retenue par la croissance de la dette extérieure nette du pays.

**Graphique H.2**  
**La réévaluation de l'avoir alimente la hausse de la valeur nette nationale**



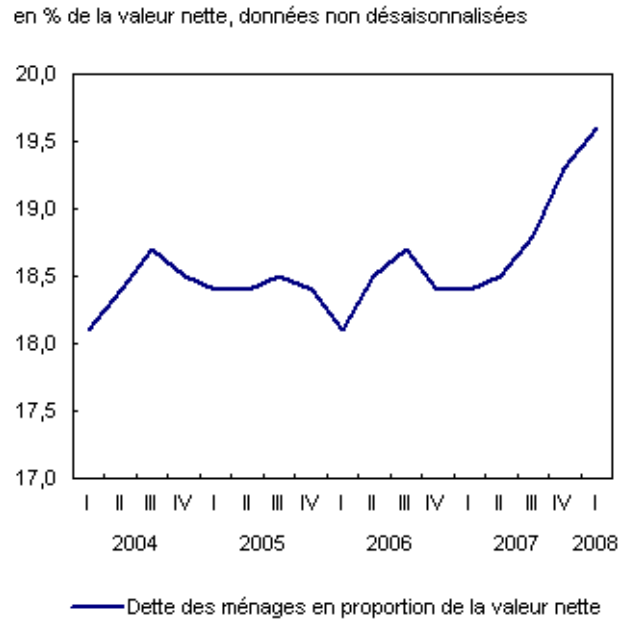
**La valeur nette des ménages augmente**

La valeur nette des ménages a augmenté de 0,4 % au premier trimestre, la hausse de la valeur des actifs financiers et non financiers ayant dépassé la croissance du passif. La croissance des actifs d'assurance-vie et de retraite a aidé à compenser le déclin des actions en raison d'un repli sur les marchés boursiers.

Malgré le recul de la construction résidentielle neuve et du marché de la revente, l'immobilier résidentiel a continué de prendre de l'expansion, quoique à un rythme plus lent. La valeur de l'immobilier résidentiel a contribué au soutien de la croissance des actifs non financiers.

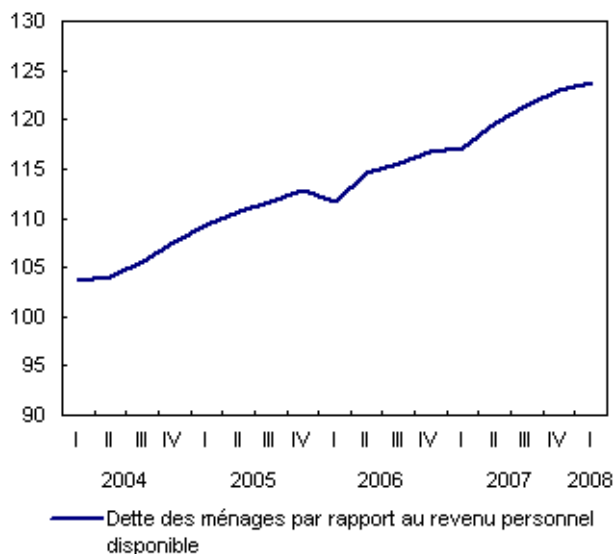
Au cours du premier trimestre de 2008, la dette des ménages (crédit à la consommation et prêts hypothécaires) a continué de croître plus rapidement que leur valeur nette. Pour chaque dollar de valeur nette, les ménages avaient une dette de 19,6 cents et leur dette représentait 123,8 % du revenu personnel disponible.

**Graphique H.3**  
**Le ratio d'endettement (valeur nette) des ménages continue d'augmenter**

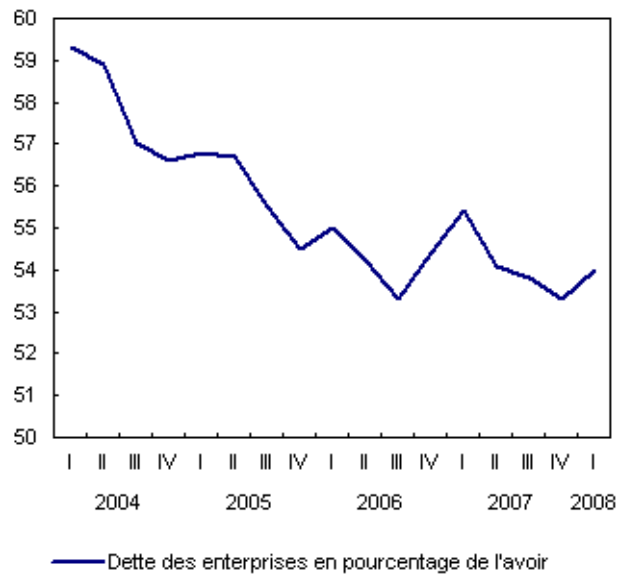


**Graphique H.4****Le ratio d'endettement des ménages (revenu personnel disponible) augmente légèrement**

en % du revenu personnel disponible, données désaisonnalisées

**Graphique H.5****L'endettement des sociétés affiche une modeste hausse**

en % de l'avoir, données non désaisonnalisées

**La dette et le ratio d'endettement des entreprises non financières changent peu**

Le recours croissant à l'emprunt observé au premier trimestre a été reflété par un léger mouvement à la hausse du ratio d'endettement. Pour chaque dollar de capitaux propres, les entreprises avaient une dette d'environ 54 cents. Toutefois, le ratio d'endettement des entreprises tend vers la baisse depuis le début des années 1990, en partie en raison de la tendance à l'accroissement des bénéfices non répartis des sociétés.

La valeur des fonds provenant des opérations internes (bénéfices non répartis des sociétés) a continué de croître, si bien que le secteur des entreprises est demeuré un prêteur net au reste de l'économie. L'excédent des sociétés non financières a augmenté, l'épargne brute ayant surpassé l'acquisition de capital non financier.

**La croissance des actifs des institutions financières s'accélère**

Au premier trimestre, surtout en raison des accroissements de la valeur des créances des sociétés et des portefeuilles de prêts hypothécaires, les institutions financières ont, dans l'ensemble, augmenté considérablement la valeur de leurs actifs financiers. La réévaluation à la hausse des investissements libellés en devises étrangères causée par la dépréciation du dollar a également contribué à l'accroissement de la valeur des actifs financiers.

**La dette nette des administrations publiques continue de diminuer relativement au produit intérieur brut**

La valeur de la dette nette des administrations publiques exprimée en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) a continué de baisser, pour ne représenter qu'environ 40 % du PIB, comparativement au ratio de 90 % atteint en 1996.

**Tableau H.1 Comptes du bilan national[1]**

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Valeur marchande, données non désaisonnalisées, milliards de dollars								
<b>Valeur nette nationale</b>								
Patrimoine national	5 205 1,5	5 323 2,3	5 451 2,4	5 560 2,0	5 632 1,3	5 702 1,2	5 205 8,1	5 632 8,2
Dettes nettes extérieures	16 ...	29 81,3	-6 ...	-29 ...	-21 ...	-23 ...	16 ...	-21 ...
Valeur nette nationale	5 221 3,2	5 353 2,5	5 445 1,7	5 531 1,6	5 612 1,5	5 679 1,2	5 221 11,0	5 612 7,5
Valeur nette nationale par habitant (dollars)	159 200 3,1	162 800 2,3	165 100 1,4	167 100 1,2	169 300 1,3	171 000 1,0	159 200 9,9	169 300 6,3

1. La première ligne représente la série elle-même exprimée en milliards de dollars. La deuxième ligne, représente la variation d'une période à l'autre, en pourcentage.



Tableau H.2 Bilan national, valeur marchande

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Total des actifs</b>	<b>16 838 583</b>	<b>17 256 447</b>	<b>17 610 026</b>	<b>17 924 731</b>	<b>18 098 087</b>	<b>18 369 397</b>	<b>16 838 583</b>	<b>18 098 087</b>
Actifs non financiers	5 204 696	5 323 344	5 450 861	5 559 573	5 632 339	5 701 855	5 204 696	5 632 339
Immeubles résidentiels	1 468 232	1 499 447	1 539 133	1 572 489	1 589 041	1 602 341	1 468 232	1 589 041
Construction non résidentielle	1 207 552	1 239 000	1 264 763	1 292 625	1 324 091	1 353 015	1 207 552	1 324 091
Machines et matériel	419 017	420 049	422 655	421 767	421 249	430 201	419 017	421 249
Biens de consommation durables	386 852	388 109	395 065	396 563	398 226	393 598	386 852	398 226
Stocks	216 174	221 329	215 565	223 832	223 862	227 710	216 174	223 862
Terrains	1 506 869	1 555 410	1 613 680	1 652 297	1 675 870	1 694 990	1 506 869	1 675 870
Actifs financiers nets	15 939	29 177	-5 692	-28 845	-20 739	-22 636	15 939	-20 739
Actifs financiers	11 633 887	11 933 103	12 159 165	12 365 158	12 465 748	12 667 542	11 633 887	12 465 748
Réserves officielles	40 960	45 508	42 533	40 886	40 593	43 589	40 960	40 593
Or et devises étrangères	38 867	43 547	40 756	39 224	38 932	41 813	38 867	38 932
Position de réserve au FMI	970	834	740	667	655	686	970	655
Droits de tirage spéciaux	1 123	1 127	1 037	995	1 006	1 090	1 123	1 006
Argent et dépôts bancaires	911 443	913 475	940 450	983 873	1 002 360	1 007 024	911 443	1 002 360
Autres dépôts	227 768	231 955	238 330	246 152	251 954	254 731	227 768	251 954
Devises et dépôts étrangers	138 429	148 482	157 275	166 874	179 505	193 173	138 429	179 505
Crédit à la consommation	312 732	317 966	330 963	341 944	348 583	353 254	312 732	348 583
Comptes à recevoir	264 360	270 179	271 887	276 510	278 216	283 493	264 360	278 216
Prêts bancaires	233 352	244 397	249 644	258 128	272 399	279 543	233 352	272 399
Autres prêts	217 386	218 521	220 342	223 397	224 272	226 928	217 386	224 272
Effets à court terme, Canada	113 158	124 291	109 668	102 209	107 002	110 011	113 158	107 002
Autres effets à court terme	229 942	235 779	236 295	253 160	250 413	251 104	229 942	250 413
Hypothèques	846 070	864 923	890 583	919 056	944 494	964 523	846 070	944 494
Obligations fédérales	264 910	257 956	254 320	252 693	252 967	252 326	264 910	252 967
(dont les OÉC)	15 465	15 175	14 913	14 839	13 298	13 241	15 465	13 298
Obligations provinciales	309 283	310 562	303 451	314 858	325 827	327 946	309 283	325 827
Obligations municipales	41 007	41 950	41 637	42 567	43 845	44 461	41 007	43 845
Autres obligations	487 438	501 254	513 283	539 973	558 547	574 568	487 438	558 547
Assurances-vie et rentes	1 400 800	1 431 287	1 450 264	1 463 197	1 469 348	1 506 261	1 400 800	1 469 348
Créances, entreprises privées	1 304 156	1 343 959	1 350 501	1 381 349	1 421 426	1 528 927	1 304 156	1 421 426
Créances, administrations publiques	216 878	219 064	217 728	218 645	219 997	223 333	216 878	219 997
Actions	2 411 037	2 483 294	2 588 797	2 637 977	2 570 772	2 532 260	2 411 037	2 570 772
Investissements étrangers	737 550	773 715	774 344	731 113	722 561	705 732	737 550	722 561
Autres éléments de l'actif	925 228	954 586	976 870	970 597	980 667	1 004 355	925 228	980 667
<b>Passif et valeur nette</b>	<b>16 838 583</b>	<b>17 256 447</b>	<b>17 610 026</b>	<b>17 924 731</b>	<b>18 098 087</b>	<b>18 369 397</b>	<b>16 838 583</b>	<b>18 098 087</b>
Passif	11 617 948	11 903 926	12 164 857	12 394 003	12 486 487	12 690 178	11 617 948	12 486 487
Argent et dépôts bancaires	932 333	934 904	959 093	1 004 711	1 022 902	1 028 535	932 333	1 022 902
Autres dépôts	227 768	231 955	238 330	246 152	251 954	254 731	227 768	251 954
Devises et dépôts étrangers	132 089	153 044	156 005	160 277	170 648	178 914	132 089	170 648
Crédit à la consommation	312 732	317 966	330 963	341 944	348 583	353 254	312 732	348 583
Comptes à payer	265 501	272 716	275 676	280 001	285 658	291 307	265 501	285 658
Emprunts bancaires	217 673	225 536	234 757	241 904	254 072	258 464	217 673	254 072
Autres emprunts	218 056	222 084	225 158	230 113	234 060	234 658	218 056	234 060
Effets à court terme, Canada	126 307	135 947	121 090	112 912	117 712	118 484	126 307	117 712
Autres effets à court terme	239 039	246 584	247 654	263 885	260 365	260 001	239 039	260 365
Hypothèques	846 414	865 266	890 922	919 392	944 829	964 859	846 414	944 829
Obligations fédérales	316 793	309 200	298 554	298 301	297 432	304 716	316 793	297 432
(dont les OÉC)	15 465	15 175	14 913	14 839	13 298	13 241	15 465	13 298
Obligations provinciales	435 338	435 872	417 237	422 855	433 393	439 764	435 338	433 393
Obligations municipales	45 295	46 106	45 613	46 579	47 931	48 801	45 295	47 931
Autres obligations	730 815	747 735	746 319	767 710	793 667	827 539	730 815	793 667
Assurances-vie et rentes	1 400 800	1 431 287	1 450 264	1 463 197	1 469 348	1 506 261	1 400 800	1 469 348
Créances, entreprises privées	521 326	553 248	577 135	585 572	588 965	639 448	521 326	588 965
Créances, administrations publiques	216 878	219 064	217 728	218 645	219 997	223 333	216 878	219 997
Actions	3 527 308	3 619 828	3 775 749	3 846 516	3 793 307	3 787 138	3 527 308	3 793 307
Autres éléments du passif	905 483	935 584	956 610	943 337	951 664	969 971	905 483	951 664
<b>Valeur nette</b>	<b>5 220 635</b>	<b>5 352 521</b>	<b>5 445 169</b>	<b>5 530 728</b>	<b>5 611 600</b>	<b>5 679 219</b>	<b>5 220 635</b>	<b>5 611 600</b>

Tableau H.3 Tableau sommaire du marché du crédit

	Quatrième trimestre de 2006	Premier trimestre de 2007	Deuxième trimestre de 2007	Troisième trimestre de 2007	Quatrième trimestre de 2007	Premier trimestre de 2008	2006	2007
Millions de dollars en fin de trimestre								
<b>Passif de :</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	1 112 455	1 132 066	1 165 748	1 201 152	1 224 558	1 244 681	1 112 455	1 224 558
Crédit à la consommation	312 732	317 966	330 963	341 944	348 583	353 254	312 732	348 583
Emprunts bancaires	28 094	26 830	26 923	27 821	26 984	29 235	28 094	26 984
Autres emprunts	73 598	74 713	73 496	72 694	71 525	69 440	73 598	71 525
Hypothèques	698 031	712 557	734 366	758 693	777 466	792 752	698 031	777 466
Sociétés privées non financières	654 583	674 315	674 708	682 941	689 379	708 945	654 583	689 379
Emprunts bancaires	130 360	136 214	139 905	144 919	151 252	154 035	130 360	151 252
Autres emprunts	75 958	76 395	75 729	74 220	69 270	71 937	75 958	69 270
Autres effets à court terme	57 088	59 679	60 508	63 317	62 203	69 685	57 088	62 203
Hypothèques	132 126	136 329	140 590	144 253	149 833	154 556	132 126	149 833
Obligations	259 051	265 698	257 976	256 232	256 821	258 732	259 051	256 821
Entreprises publiques non financières	63 261	62 761	60 570	61 142	63 980	62 388	63 261	63 980
Emprunts bancaires	2 489	2 449	2 481	2 479	2 389	2 404	2 489	2 389
Autres emprunts	6 907	6 213	6 035	6 044	7 212	6 244	6 907	7 212
Autres effets à court terme	3 023	2 862	2 399	2 882	3 163	3 390	3 023	3 163
Hypothèques	95	94	93	94	91	89	95	91
Obligations fédérales	0	0	0	0	0	0	0	0
Obligations provinciales	48 107	48 542	47 184	47 287	48 860	48 168	48 107	48 860
Obligations municipales	121	121	121	121	121	121	121	121
Autres obligations	2 519	2 480	2 257	2 235	2 144	1 972	2 519	2 144
Administration fédérale	403 115	413 471	393 980	385 134	384 139	387 320	403 115	384 139
Emprunts bancaires	101	99	99	99	100	100	101	100
Autres emprunts	0	0	0	0	0	0	0	0
Effets à court terme, Canada	126 307	135 947	121 090	112 912	117 712	118 484	126 307	117 712
Obligations fédérales	276 707	277 425	272 791	272 123	266 327	268 736	276 707	266 327
Obligations d'épargne du Canada	15 465	15 175	14 913	14 839	13 298	13 241	15 465	13 298
Autres obligations	261 242	262 250	257 878	257 284	253 029	255 495	261 242	253 029
Autres paliers d'administration publique	410 841	414 136	410 678	418 966	425 497	424 055	410 841	425 497
Emprunts bancaires	4 421	4 726	5 131	4 819	4 733	5 112	4 421	4 733
Autres emprunts	16 608	16 703	16 788	16 957	17 326	17 524	16 608	17 326
Autres effets à court terme	15 526	15 555	14 541	20 076	21 792	16 056	15 526	21 792
Hypothèques	1 900	1 899	1 899	1 899	1 899	1 899	1 900	1 899
Obligations provinciales	324 712	326 505	323 075	325 545	329 330	332 687	324 712	329 330
Obligations municipales	43 772	44 878	45 394	45 839	46 601	46 961	43 772	46 601
Autres obligations	3 902	3 870	3 850	3 831	3 816	3 816	3 902	3 816
Financement total des secteurs non financiers canadiens	2 644 255	2 696 749	2 705 684	2 749 335	2 787 553	2 827 389	2 644 255	2 787 553
Crédit à la consommation	312 732	317 966	330 963	341 944	348 583	353 254	312 732	348 583
Emprunts bancaire	165 465	170 318	174 539	180 137	185 458	190 886	165 465	185 458
Autres emprunts	173 071	174 024	172 048	169 915	165 333	165 145	173 071	165 333
Effets à court terme, Canada	126 307	135 947	121 090	112 912	117 712	118 484	126 307	117 712
Autres effets à court terme	75 637	78 096	77 448	86 275	87 158	89 131	75 637	87 158
Hypothèques	832 152	850 879	876 948	904 939	929 289	949 296	832 152	929 289
Obligations	958 891	969 519	952 648	953 213	954 020	961 193	958 891	954 020
Non-résidents	41 267	44 001	38 835	39 069	45 424	50 418	41 267	45 424
Emprunts bancaires	15 679	18 861	14 887	16 224	18 327	21 079	15 679	18 327
Autres emprunts	25 588	25 140	23 948	22 845	27 097	29 339	25 588	27 097
Hypothèques	...	...	...	...	...	...	...	...
Emprunts totaux à l'exclusion des institutions financières canadiennes	2 685 522	2 740 750	2 744 519	2 788 404	2 832 977	2 877 807	2 685 522	2 832 977
Institutions financières canadiennes	725 652	748 661	777 033	816 153	854 598	878 138	725 652	854 598
Emprunts bancaires	52 208	55 218	60 218	61 767	68 614	67 578	52 208	68 614
Autres emprunts	44 985	48 060	53 110	60 198	68 727	69 513	44 985	68 727
Autres effets à court terme	163 402	168 488	170 206	177 610	173 207	170 870	163 402	173 207
Hypothèques	14 262	14 387	13 974	14 453	15 540	15 563	14 262	15 540
Obligations	450 795	462 508	479 525	502 125	528 510	554 614	450 795	528 510
Total des fonds empruntés = total des fonds offerts	3 411 174	3 489 411	3 521 552	3 604 557	3 687 575	3 755 945	3 411 174	3 687 575
<b>Actif de :</b>								
Particuliers et entreprises individuelles	99 317	101 586	92 862	96 480	93 647	90 982	99 317	93 647
Entreprises non financières	82 555	82 969	82 488	85 857	85 813	93 483	82 555	85 813
Administrations publiques	243 756	251 911	255 373	261 119	261 328	258 456	243 756	261 328
Non-résidents	450 187	457 567	436 011	421 602	433 820	451 774	450 187	433 820
Institutions financières canadiennes	2 557 956	2 617 922	2 676 753	2 761 432	2 834 606	2 882 628	2 557 956	2 834 606

## Section I

# Les révisions de 2004 à 2007 des Comptes des revenus et dépenses

### Introduction

Des estimations révisées des comptes des revenus et dépenses (CRD) pour la période de 2004 à 2007 ont été diffusées en même temps que celles se rapportant au premier trimestre de 2008. Ces estimations révisées intègrent les données de source et les tendances saisonnières les plus à jour.

### Calendrier de révision

La révision annuelle du Système de comptabilité nationale du Canada est un processus intégré selon lequel les estimations révisées des Comptes nationaux des revenus et dépenses (no 13-001 au catalogue), des Comptes des flux financiers (no 13-014 au catalogue) et de la Balance des paiements internationaux du Canada (no 67-001 au catalogue) sont compilées et diffusées simultanément. Par exemple, les estimations mises à jour des opérations financières détaillées qui sous-tendent le produit intérieur brut (PIB) sont harmonisées avec les estimations révisées des revenus et dépenses sectoriels. En outre, les estimations révisées des Comptes du bilan national (no 13-214 au catalogue) sont diffusées environ deux semaines plus tard, fondées dans une large mesure sur les données de source sur les opérations financières et en capital mises à jour ainsi que sur les estimations des gains ou pertes en capital implicites dans les estimations des stocks.

L'intégration des estimations du PIB selon la composante découle de la compilation des tableaux d'entrées-sorties en prix courants pour les deux premières années de la période de révision de quatre ans. Ces données sont diffusées à l'automne de chaque année, lorsque l'ensemble des comptes provinciaux d'entrées-sorties est complet. Les révisions correspondantes des estimations mensuelles du produit intérieur brut réel par industrie sont diffusées en septembre. Les estimations selon l'industrie sont intégrées annuellement, au moment de la diffusion des données du premier trimestre portant sur les mesures du PIB en termes de revenus et en termes de dépenses. Les révisions aux deux années les plus récentes du cycle de révision de quatre ans découlent des données de source infra-annuelles et annuelles mises à jour.

On procède périodiquement à des révisions statistiques du Système de comptabilité nationale du Canada afin d'y intégrer les données les plus à jour provenant des recensements, des enquêtes annuelles, des statistiques fiscales, des comptes publics, etc. En principe, la révision des CRD se déroule selon le calendrier suivant: la première estimation pour un trimestre donné est diffusée environ 60 jours après la fin du trimestre de référence; cette estimation est révisée lorsque celles se rapportant aux trimestres subséquents de la même année civile sont diffusées; les estimations ne peuvent être révisées ensuite

qu'une fois l'an au cours des quatre années suivantes, au moment de la diffusion des estimations du premier trimestre. Par exemple, les estimations pour le premier trimestre de 2004 ont été diffusées pour la première fois en mai 2004. La première révision de ces estimations a eu lieu lorsque les estimations du deuxième trimestre ont été diffusées, en août 2004; d'autres révisions ont été apportées au moment de la diffusion des estimations pour les troisième et quatrième trimestres de 2004. Ces estimations ont été révisées à nouveau chacune des quatre années suivantes, les dernières révisions accompagnant la présente diffusion.

La politique qui consiste à réviser les estimations des années précédentes seulement une fois l'an est appliquée dans l'ensemble du Système de comptabilité nationale. La période pour laquelle les estimations peuvent faire l'objet de révisions, toutefois, varie d'un ensemble de comptes à un autre. Ainsi, les révisions courantes se font aux quatre ans pour les comptes des revenus et dépenses et la balance des paiements. Les révisions courantes des comptes d'entrées-sorties portent sur une année, c'est-à-dire la première des quatre années sur lesquelles porte la révision des comptes des revenus et dépenses et des statistiques de la balance des paiements. La révision des comptes des flux financiers se fait habituellement en parallèle avec celle des comptes du bilan national et porte à l'occasion sur plus de quatre années, afin d'harmoniser les flux et les stocks révisés.

On procède parfois à des révisions limitées pour des périodes qui remontent à plus de quatre ans et on procède à des révisions historiques périodiquement, soit environ tous les dix ans. Ces dernières fournissent l'occasion d'améliorer les méthodes d'estimation, d'éliminer les bris dans les séries de données découlant des révisions plus limitées et d'apporter des changements conceptuels au système. La révision historique la plus récente a eu lieu en décembre 1997. On trouvera la documentation liée à cette révision à l'adresse [www.statcan.ca/français/freepub/13-605-XIF/2003001/data/1997nafa/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/français/freepub/13-605-XIF/2003001/data/1997nafa/index_f.htm).

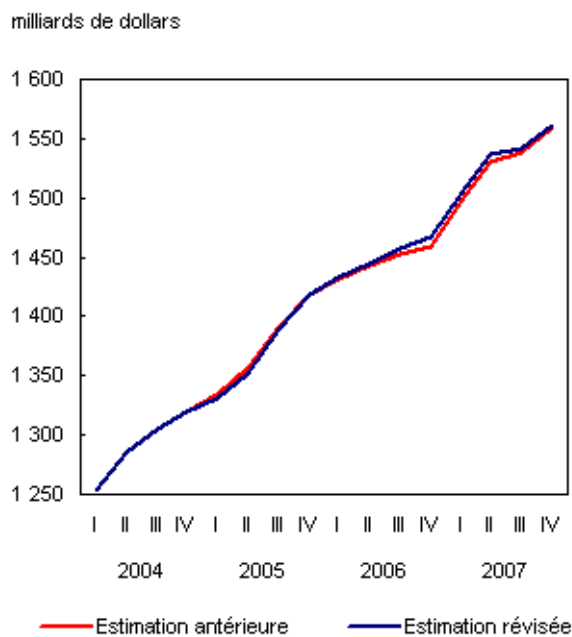
### Répercussions des révisions sur le PIB

Les révisions courantes apportées au PIB résultent de l'inclusion des estimations les plus à jour provenant des sources de données, y compris les résultats des enquêtes, les données administratives et les comptes publics. Les données d'entrées-sorties révisées pour 2004 et provisoires pour 2005 sont intégrées pour les deux premières années de la période de révision de quatre ans. De nouveaux renseignements repères sont intégrés pour les périodes les plus récentes. D'autres séries sont révisées en raison de l'application de projecteurs existants ou mis à jour aux nouveaux repères provenant des comptes d'entrées-sorties. D'autres changements

conceptuels ou de classification sont parfois effectués dans les Comptes nationaux des revenus et dépenses. La documentation liée à ces changements conceptuels peut être consultée à l'adresse [www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/chronology/chronoindex\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/2003001/chronology/chronoindex_f.htm). Aucun changement conceptuel n'a été apporté aux comptes des revenus et dépenses cette année.

Comme on peut le constater dans le tableau I.1, la révision entraîne un ajustement minimal du niveau du PIB aux prix courants sur une base annuelle pour 2004. Les estimations sont révisées à la baisse de 2,5 milliards de dollars pour 2005, tandis qu'elles sont rajustées à la hausse de 4,2 milliards de dollars pour 2006 et de 4,2 milliards de dollars pour 2007. La révision mineure de 78 millions de dollars du PIB en 2004 découle des révisions apportées aux tableaux d'entrées-sorties de 2004. Il s'agit de la dernière révision pour 2004 dans le cadre du calendrier courant de révision, le rapprochement étant maintenant complet avec les comptes d'entrées-sorties finals. Le graphique I.1 comprend une comparaison de la valeur des estimations précédentes et des estimations révisées du PIB nominal sur une base trimestrielle.

**Graphique I.1**  
**Produit intérieur brut**



**Tableau I.1 Certaines composantes - révision courante**

	2004	2005	2006	2007
	millions de dollars courants			
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>78</b>	<b>-2 454</b>	<b>4 183</b>	<b>4 219</b>
<b>Composantes du revenu</b>				
Salaires, traitements et revenu supplémentaire du travail	2 292	1 052	5 931	6 067
Excédent	-1 677	-2 891	-390	-2 561
Bénéfices des sociétés avant impôts	-932	-3 462	-2 140	-7 195
Intérêts et revenus divers des placements	-89	177	1 111	2 831
Provisions pour consommation de capital	-451	-377	456	1 415
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts	-108	745	815	84
Ajustement de la valeur des stocks	-97	26	-632	304
Impôts sur les facteurs de production moins les subventions	221	-1	159	972
Impôts sur les produits moins les subventions	-235	-713	-901	-705
<b>Composantes des dépenses</b>				
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	-484	-1 462	-242	-1 196
Dépenses courantes nettes des administrations publiques en biens et services	-1 471	-2 453	-884	-1 595
Investissement des entreprises en construction résidentielle	47	-60	87	134
Investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels	-23	-121	-942	-3 905
Investissement des entreprises en machines et matériel	297	2 426	6 052	7 825
Investissement des entreprises en stocks	-351	-312	269	2 654
Exportations de biens et de services	633	-1 470	-2 008	-2 551
Importations de biens et de services	-418	-345	-612	-1 190

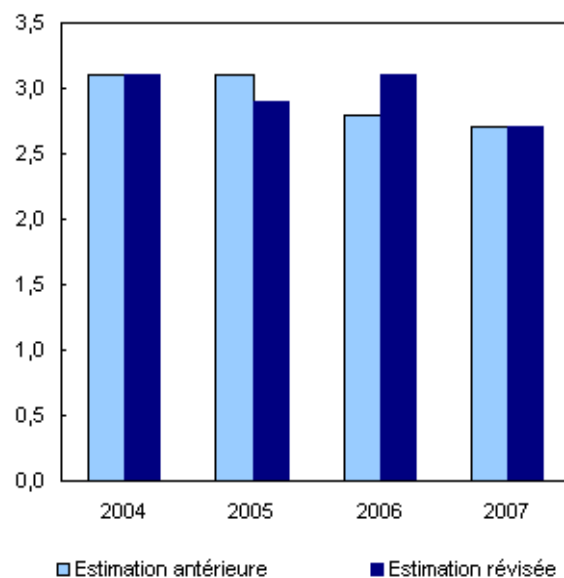
La révision à la baisse du PIB en 2005 est attribuable principalement aux bénéfices des sociétés et aux dépenses courantes des administrations publiques plus faibles que les estimations précédemment publiées. Les révisions à la hausse du PIB en 2006 et en 2007 tiennent principalement à la hausse du revenu du travail et de l'investissement des entreprises en machines et matériel, qui sont contrebalancées en partie seulement par la baisse des bénéfices des sociétés, des dépenses courantes des administrations publiques, de l'investissement des entreprises en bâtiments non résidentiels et des exportations de biens et de services. La révision à la hausse du revenu du travail découle de l'intégration des données sur le revenu d'emploi (relevés d'emploi T4) fournies par l'Agence du revenu du Canada, tandis que la révision à la hausse de l'investissement des entreprises en machine et matériel est fondée sur les renseignements révisés tirés de l'Enquête sur les investissements publics et privés au Canada. Sur une base trimestrielle (tableau I.3), les révisions sont petites en 2004, tandis que le PIB est révisé à la baisse tous les trimestres de 2005. Par contre, le niveau du PIB en dollars courants est révisé à la hausse tous les trimestres de 2006 et de 2007.

La révision actuelle du taux de croissance annuel du PIB en dollars courants (tableau I.4) laisse les taux de 2004 et de 2007 inchangés. Dans une perspective historique portant sur deux décennies, la révision de -0,2 points de pourcentage en 2005 se situe à un niveau faible dans la fourchette des révisions, tandis qu'elle atteint 0,5 points de pourcentage en 2006. La révision cumulative du taux de croissance est mesurée par la différence entre le taux de croissance courant et le taux de croissance initial. L'estimation du taux de croissance demeure inchangée en 2007 et elle est révisée à la hausse de 0,3 points de pourcentage en 2004, de 0,2 points de pourcentage en 2005, et de 0,8 points de pourcentage en 2006. La révision cumulative du taux de croissance en 2006 est importante selon les normes historiques. Les estimations des taux de croissance du PIB trimestriel demeurent pratiquement inchangées pour tous les trimestres de 2004. Des révisions mineures de +/-0,2 points de pourcentage seulement sont apportées pour certains trimestres de 2005 jusqu'à 2007. En outre, la révision cumulative est généralement mineure pour la plupart des trimestres de la période de quatre ans, la majeure partie des révisions étant apportée au premier trimestre (+0,8 points de pourcentage) et au deuxième trimestre (+0,7 points de pourcentage) de 2006.

Les estimations de la croissance annuelle du PIB réel (tableau I.4) n'ont pas changé pour 2004 et 2007. Elles ont été révisées à la baisse de 0,2 points de pourcentage en 2005 mais à la hausse de 0,3 points de pourcentage en 2006. Les révisions cumulatives du taux de croissance sont inchangées pour 2005 et 2007. Ces révisions sont modestes pour 2004 et 2006, par rapport aux normes historiques, s'établissant à 0,3 points de pourcentage et 0,4 points de pourcentage, respectivement. Sur une base trimestrielle pour les révisions courantes, les estimations pour 2004 et 2007 demeurent pratiquement inchangées. D'assez faibles révisions de +/-0,2 points de pourcentage sont apportées à certains trimestres de 2005 et 2006. Les révisions cumulatives sont peu élevées pour la plupart des trimestres de la période, sauf en ce qui concerne les troisième (+0,3 points de pourcentage) et quatrième (+0,3 points de pourcentage) trimestres de 2004 et les premier (-0,4 points de pourcentage) et quatrième (+0,5 points de pourcentage) trimestres de 2005.

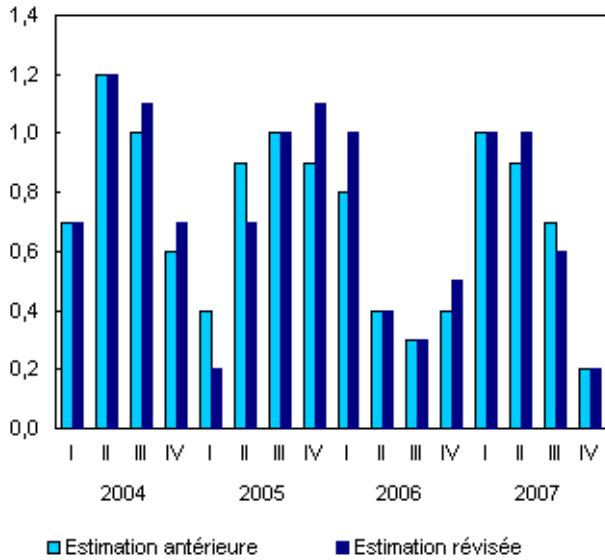
**Graphique I.2**  
**Taux de croissance du PIB réel, annuel**

variation en pourcentage, dollars enchaînés (2002)



**Graphique I.3**  
**Taux de croissance du PIB réel, trimestriel**

variation en pourcentage, dollars enchaînés (2002)



Le tableau I.2 donne l'historique des révisions du PIB pour la période de 1994 à 2007. Comme indiqué précédemment, chaque estimation annuelle passe par quatre cycles de révision annuels distincts et fait l'objet de révisions historiques périodiques. Ce tableau donne le niveau publié et le taux de croissance du PIB pour une année donnée pour chacun de ces cycles de révision. Les plus importantes révisions du PIB sont apportées normalement lors du troisième cycle de révision, dans lequel les comptes des revenus et dépenses sont étalonnés en fonction des tableaux provisoires d'entrées-sorties. La révision moyenne à la hausse du taux de croissance du PIB est de +0,3 point de pourcentage et la révision moyenne à la baisse, de -0,3 point de pourcentage à la suite du premier cycle de révision. Ces révisions passent à +0,6 et -0,4 au deuxième cycle de révision, et à +0,7 et -0,3 lors du processus d'étalonnage des comptes d'entrées-sorties (les troisième et quatrième cycles de révision combinés).

L'indice implicite de prix en chaîne pour le PIB en 2004 et 2007 demeure inchangé. L'indice a été légèrement révisé à la baisse de 0,1 points de pourcentage en 2005 et à la hausse de 0,1 points de pourcentage en 2006.

**Révisions des agrégats des revenus (tableau I.5)**

Les estimations des salaires, traitements et revenus supplémentaires du travail sont révisées à la hausse de 2,3 milliards de dollars, 1,1 milliard de dollars, 5,9 milliards de dollars et 6,1 milliards de dollars, respectivement, pour les années de 2004 à 2007. La révision en 2004 fait suite à la réception du fichier des données fiscales T4

supplémentaire mis à jour provenant de l'Agence du revenu du Canada (ARC). Cette révision a également touché 2005, puisque les deux fichiers sont maintenant intégrés dans l'estimation des salaires et traitements. Les révisions apportées en 2006 découlent de l'intégration des données des dossiers fiscaux ainsi que d'autres sources repères. Le revenu supplémentaire du travail est révisé en fonction des données réelles sur les cotisations aux régimes de retraite disponibles pour 2006.

Dans le Système de comptabilité nationale, l'excédent est défini comme le revenu que les sociétés tirent de leurs propres établissements de production, soit la valeur ajoutée aux prix de base moins la rémunération des salariés, moins les impôts sur la production payables, plus les subventions reçues. Il représente le dernier solde comptable dans les tableaux d'entrées-sorties et il est calculé pour chaque industrie. Dans le cadre de l'étalonnage annuel d'après les tableaux d'entrées-sorties, les estimations de l'excédent sont produites en intégrant les données des dernières enquêtes annuelles auprès des entreprises et des établissements ainsi que diverses données administratives au cadre d'entrées-sorties. Une fois ces estimations repères calculées, les révisions sont intégrées aux comptes des revenus et dépenses. Dans ces derniers, l'excédent comprend les composantes du revenu suivantes : les bénéfices des sociétés avant impôts, les intérêts et revenus divers de placements, les bénéfices des entreprises publiques avant impôts, l'ajustement de la valeur des stocks et les provisions pour consommation de capital. L'excédent est révisé à la baisse de 1,7 milliard de dollars pour 2004 et de 2,9 milliards de dollars pour 2005. Il est révisé à la hausse de 0,4 milliard de dollars en 2006, et à la baisse de 2,6 milliards de dollars en 2007. Une partie de la révision à la baisse du surplus reflète une mise à jour de l'information sur les achats de biens intermédiaires par l'industrie automobile. Les sources de données révisées remontent avant la plage des quatre années permises en vertu de la politique de révision de la direction du SCN. Afin de minimiser l'impact sur les séries chronologiques, cette révision a été introduite graduellement au cours de la période 2004 à 2006. Le tableau I.1 montre les révisions de l'excédent de 2004 à 2007 ainsi que la répartition de la révision entre les diverses composantes du revenu.

Les estimations des bénéfices des sociétés avant impôts sont révisées à la baisse chaque année de 2004 à 2007, soit de 0,9 milliard de dollars, 3,5 milliards de dollars, 2,1 milliards de dollars et 7,2 milliards de dollars, respectivement. Les révisions apportées en 2004 et 2005 reflètent l'étalonnage selon les comptes d'entrées-sorties qui tient compte des dernières données d'enquêtes annuelles menées auprès des entreprises ainsi que de la mise à jour des déclarations de revenus annuelles des sociétés pour 2005. De nouvelles estimations découlant des statistiques financières et fiscales provisoires des entreprises, y compris les annexes de l'Index général des renseignements financiers (IGRF) et d'autres sources de

données, sont intégrées pour 2006. Les estimations de 2007 sont projetées en utilisant les estimations révisées découlant des statistiques financières trimestrielles des entreprises. Les bénéfices des entreprises publiques sont révisés à la baisse de 0,1 milliard de dollars (2004) et à la hausse de 0,7 milliard de dollars (2005), 0,8 milliard de dollars (2006) et 0,1 milliard de dollars (2007). Les intérêts et revenus divers de placements demeurent virtuellement inchangés en 2004, mais sont révisés à la hausse de 0,2 milliard de dollars, 1,1 milliard de dollars et 2,8 milliards de dollars pour 2005, 2006 et 2007, respectivement. Les révisions apportées à cette série reflètent des renseignements nouveaux et révisés sur les paiements et revenus d'intérêts des entreprises. Les provisions pour consommation de capital (PCC) sont révisées à la baisse les deux premières années (0,5 milliard de dollars et 0,4 milliard de dollars), mais à la hausse les deux autres années (0,5 milliard de dollars et 1,4 milliard de dollars). Ces révisions résultent de la mise à jour des déclarations de revenus annuelles des sociétés ainsi que des estimations supplémentaires de l'amortissement produites au moyen du modèle de l'inventaire perpétuel de la Division de l'investissement et du stock de capital. L'ajustement de la valeur des stocks affiche des révisions minimales pour 2004 et 2005. La révision courante est une révision à la baisse de 0,6 milliard de dollars pour 2006 mais à la hausse de 0,3 milliard de dollars pour 2007.

Le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole est révisé à la baisse les quatre années, principalement en raison des révisions apportées aux paiements de programmes accumulés, aux dépenses d'exploitation agricole courues et aux stocks de céréales détenus dans les fermes. Le revenu comptable net des exploitants agricoles est demeuré à un faible niveau en 2006 et en 2007, comparativement à son niveau historique. Le revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, est révisé légèrement à la hausse les quatre années. Les révisions apportées en 2004 et en 2005 reflètent l'étalonnage annuel en fonction des comptes d'entrées-sorties selon l'industrie. Les plus récentes données fiscales de l'Agence du revenu du Canada sont intégrées aux révisions en 2006.

L'estimation des impôts sur les facteurs de production, moins les subventions, demeure inchangée en 2005 et est révisée légèrement à la hausse en 2004 et en 2006. Une révision à la hausse de 1,0 milliard de dollars est apportée en 2007. Les impôts sur les produits, moins les subventions, sont révisés à la baisse de 2004 à 2007. Les révisions des deux séries intègrent les nouveaux comptes publics et d'autres données financières pour les différents sous-secteurs de l'administration publique.

### Révisions des agrégats des dépenses aux prix courants (tableau I.6)

Les dépenses personnelles en biens et services sont révisées à la baisse de 0,5 milliard de dollars (2004), 1,5 milliard de dollars (2005), 0,2 milliard de dollars (2006) et 1,2 milliard de dollars (2007), la majorité des révisions portant sur les aliments et les boissons non alcoolisées. Des révisions à la hausse sont apportées tout au long des quatre années aux dépenses au titre du gaz naturel et des communications. Les révisions apportées en 2004 et 2005 tiennent compte de l'étalonnage en fonction des comptes d'entrées-sorties. Les dépenses personnelles en services sont révisées à la hausse selon les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages pour 2006, ainsi que des enquêtes sur les industries de services. Les données trimestrielles sur les marchandises vendues au détail, jusqu'en 2007, ainsi que les données de l'Enquête annuelle sur le commerce de détail pour 2006, diffusées en mars 2008, sont intégrées aux estimations des dépenses personnelles en biens de consommation.

Les révisions à la baisse apportées aux dépenses courantes des administrations en biens et services sont relativement importantes, représentant 1,5 milliard de dollars en 2004, 2,5 milliards de dollars en 2005, 0,9 milliard de dollars en 2006 et 1,6 milliards de dollars en 2007. Ces révisions tiennent compte de nouvelles données du système de comptabilité de l'administration fédérale et des comptes publics provinciaux ainsi que des derniers renseignements fournis par les administrations locales. Les résultats des enquêtes pour 2005 de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) et de Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation sont aussi incorporés et projetés jusqu'à 2007. La formation brute de capital fixe des administrations publiques affiche de légères révisions pour 2004 à 2006, mais comporte une importante révision de 2,0 milliards de dollars en 2007. Aucune révision n'est apportée à l'investissement des administrations publiques en stocks.

De très légères révisions sont apportées chaque année à l'investissement des entreprises en bâtiments résidentiels en dollars courants. Les révisions sont fondées sur des données administratives ainsi que sur les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages de 2006 et de l'Enquête auprès des agents et des courtiers immobiliers. L'investissement des entreprises en construction non résidentielle affiche des révisions à la baisse de 2004 à 2007, une révision plus importante à la hausse, soit de 3,9 milliards de dollars, étant apportée en 2007. L'investissement des entreprises en machines et en matériel affiche des révisions à la hausse les quatre années, soit de 0,3 milliard de dollars, 2,4 milliards de dollars, 6,1 milliards de dollars et 7,8 milliards de dollars, respectivement. Les révisions des deux séries rendent compte de l'étalonnage en fonction des comptes d'entrées-sorties ainsi que de l'intégration des dernières estimations de l'Enquête sur les investissements publics et privés. La forte baisse de l'investissement en ouvrages non résidentiels en 2007 est attribuable dans une large mesure aux estimations révisées de l'investissement en ouvrages de génie.

Les révisions de l'investissement des entreprises en stocks incorporent de nouvelles données sur la variation de l'entreposage de gaz naturel ainsi que celles des dernières enquêtes annuelles. Les révisions à la baisse apportées en 2004 (0,4 milliard de dollars) et en 2005 (0,3 milliard de dollars) rendent compte également des résultats du processus d'équilibrage des biens et des services qui fait partie intégrante de la compilation des comptes d'entrées-sorties, en fonction desquels les comptes des revenus et dépenses sont étalonnés. Les révisions à la hausse enregistrées représentent 0,3 milliard de dollars pour 2006 et 2,7 milliards de dollars pour 2007.

Les exportations de marchandises en dollars courants sont révisées à la baisse de 1,6 milliard de dollars, 2,0 milliards de dollars et 2,2 milliards de dollars pour la période 2005 à 2007, principalement en raison des révisions apportées aux machines et matériel. La révision en 2004 est minime. La révision à la baisse des exportations est attribuable en grande partie au renversement partiel des ajustements apportés pour tenir compte de la sous-déclaration des exportations vers des destinations autres que les États-Unis. Le renversement partiel est basé sur les preuves d'une plus grande conformité en matière de déclaration de la part des exportateurs. Les importations de marchandises en dollars courants ont affiché des révisions à la baisse limitées, soit de 0,2 milliard de dollars, 0,5 milliard de dollars, 0,1 milliard de dollars et 0,6 milliard de dollars, respectivement. En termes réels, les importations de marchandises ont été révisées à la baisse pour toute la période 2004 à 2007, reflétant un ajustement à la hausse aux prix à l'importation. L'ajustement a été basé sur une analyse des déséquilibres entre l'offre et l'utilisation des biens en termes réels. Les révisions apportées aux exportations et importations de services sont attribuables principalement à l'intégration de nouvelles données d'enquête portant sur les échanges de services commerciaux du Canada. La valeur des exportations de services est révisée à la hausse de 0,7 milliard de dollars et de 0,2 milliard de dollars pour 2004 et 2005, mais à la baisse de 0,05 milliard de dollars et de 0,4 milliard de dollars pour 2006 et 2007 respectivement. Tout comme pour celle des exportations, la valeur des importations de services montre des révisions modestes. Les révisions aux prix implicites en chaîne sont minimes pour les exportations, tandis qu'elles affichent une certaine volatilité dans le cas des importations.



**Tableau I.2 Révisions au produit intérieur brut, perspective historique**

Période de référence	Estimation initiale	Estimation révisée, premier cycle de révision annuelle	Estimation révisée, deuxième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, troisième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, quatrième cycle de révision annuelle	Estimation révisée, processus de révision historique	Révision cumulative
millions de dollars courants							
1994	748 606	750 053	747 260	762 251	762 251	770 873	22 267
1995	780 027	776 299	799 129	799 129	806 778	810 426	30 399
1996	797 789	828 997	833 921	833 070	839 064	836 864	39 075
1997	856 134	855 103	866 252	873 947	877 921	882 733	26 599
1998	888 390	895 704	901 805	915 865	914 973	914 973	26 583
1999	949 400	957 911	975 263	980 524	982 441		33 041
2000	1 038 794	1 056 010	1 064 995	1 075 566	1 076 577		37 783
2001	1 084 119	1 092 246	1 107 459	1 108 200	1 108 048		23 929
2002	1 142 123	1 154 949	1 157 968	1 154 204	1 152 905		10 782
2003	1 214 601	1 218 772	1 216 191	1 213 408	1 213 175		-1 426
2004	1 293 289	1 290 185	1 290 788	1 290 828	1 290 906		-2 383
2005	1 368 726	1 371 425	1 375 080	1 372 626			3 900
2006	1 439 291	1 446 307	1 450 490				11 199
2007	1 531 427	1 535 646					
taux de croissance							
1995	4,0	3,9	4,8	4,8	5,8	5,1	1,1
1996	2,8	3,7	4,4	3,3	4,0	3,3	0,5
1997	3,3	2,5	4,0	4,2	4,6	5,5	2,2
1998	3,9	3,4	3,2	4,3	4,2	3,7	-0,2
1999	6,0	6,2	6,5	7,2	7,4		1,4
2000	8,4	8,3	8,6	9,5	9,6		1,1
2001	2,7	2,6	3,0	2,9	2,9		0,3
2002	4,6	4,3	4,5	4,2	4,0		-0,5
2003	5,2	5,3	5,4	5,2	5,2		0,1
2004	6,1	6,1	6,4	6,4	6,4		0,3
2005	6,1	6,2	6,5	6,3			0,2
2006	4,9	5,2	5,7				0,8
2007	5,9	5,9					0,0

**Tableau I.3 Révisions au produit intérieur brut**

Période de référence	Estimation initiale <sup>1</sup>	Estimation antérieure <sup>2</sup>	Estimation révisée <sup>3</sup>	Révision courante <sup>4</sup>	Révision cumulative <sup>5</sup>
données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars courants					
2004	1 293 289	1 290 828	1 290 906	78	-2 383
2005	1 368 726	1 375 080	1 372 626	-2 454	3 900
2006	1 439 291	1 446 307	1 450 490	4 183	11 199
2007	1 531 427	1 531 427	1 535 646	4 219	4 219
2004 T 1	1 255 676	1 253 040	1 253 084	44	-2 592
2004 T 2	1 287 476	1 286 048	1 285 308	-740	-2 168
2004 T 3	1 308 012	1 304 768	1 305 812	1044	-2 200
2004 T 4	1 323 868	1 319 456	1 319 420	-36	-4 448
2005 T 1	1 331 300	1 334 424	1 331 732	-2 692	432
2005 T 2	1 347 608	1 356 388	1 351 936	-4 452	4 328
2005 T 3	1 385 940	1 390 844	1 388 588	-2 256	2 648
2005 T 4	1 411 652	1 418 664	1 418 248	-416	6 596
2006 T 1	1 417 276	1 431 364	1 432 352	988	15 076
2006 T 2	1 429 800	1 442 220	1 444 876	2 656	15 076
2006 T 3	1 440 808	1 452 396	1 458 128	5 732	17 320
2006 T 4	1 453 744	1 459 248	1 466 604	7 356	12 860
2007 T 1	1 494 976	1 497 260	1 503 856	6 596	8 880
2007 T 2	1 530 540	1 531 096	1 536 548	5 452	6 008
2007 T 3	1 537 472	1 538 508	1 541 836	3 328	4 364
2007 T 4	1 558 844	1 558 844	1 560 344	1 500	1 500

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre en question. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2. Pour 2004, 2005 et 2006, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2007, tandis que pour 2007, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2007.

3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2008.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

**Tableau I.4 Révisions au produit intérieur brut (taux de croissance)**

Période de référence	Estimation initiale <sup>1</sup>	Estimation antérieure <sup>2</sup>	Estimation révisée <sup>3</sup>	Révision courante <sup>4</sup>	Révision cumulative <sup>5</sup>
données désaisonnalisées au taux annuel					
	dollars courants, %			points de pourcentage	
2004	6,1	6,4	6,4	0,0	0,3
2005	6,1	6,5	6,3	-0,2	0,2
2006	4,9	5,2	5,7	0,5	0,8
2007	5,9	5,9	5,9	0,0	0,0
2004 T 1	1,8	1,9	1,9	0,0	0,1
2004 T 2	2,5	2,6	2,6	0,0	0,1
2004 T 3	1,7	1,5	1,6	0,1	-0,1
2004 T 4	1,2	1,1	1,0	-0,1	-0,2
2005 T 1	1,0	1,1	0,9	-0,2	-0,1
2005 T 2	1,3	1,6	1,5	-0,1	0,2
2005 T 3	2,8	2,5	2,7	0,2	-0,1
2005 T 4	2,0	2,0	2,1	0,1	0,1
2006 T 1	0,2	0,9	1,0	0,1	0,8
2006 T 2	0,2	0,8	0,9	0,1	0,7
2006 T 3	0,6	0,7	0,9	0,2	0,3
2006 T 4	0,7	0,5	0,6	0,1	-0,1
2007 T 1	2,4	2,6	2,5	-0,1	0,1
2007 T 2	2,3	2,3	2,2	-0,1	-0,1
2007 T 3	0,5	0,5	0,3	-0,2	-0,2
2007 T 4	1,3	1,3	1,2	-0,1	-0,1
dollars enchaînés (2002) <sup>6</sup>					
	%			points de pourcentage	
2004	2,8	3,1	3,1	0,0	0,3
2005	2,9	3,1	2,9	-0,2	0,0
2006	2,7	2,8	3,1	0,3	0,4
2007	2,7	2,7	2,7	0,0	0,0
2004 T 1	0,6	0,7	0,7	0,0	0,1
2004 T 2	1,1	1,2	1,2	0,0	0,1
2004 T 3	0,8	1,0	1,1	0,1	0,3
2004 T 4	0,4	0,6	0,7	0,1	0,3
2005 T 1	0,6	0,4	0,2	-0,2	-0,4
2005 T 2	0,8	0,9	0,7	-0,2	-0,1
2005 T 3	0,9	1,0	1,0	0,0	0,1
2005 T 4	0,6	0,9	1,1	0,2	0,5
2006 T 1	0,9	0,8	1,0	0,2	0,1
2006 T 2	0,5	0,4	0,4	0,0	-0,1
2006 T 3	0,4	0,3	0,3	0,0	-0,1
2006 T 4	0,4	0,4	0,5	0,1	0,1
2007 T 1	0,9	1,0	1,0	0,0	0,1
2007 T 2	0,8	0,9	1,0	0,1	0,2
2007 T 3	0,7	0,7	0,6	-0,1	-0,1
2007 T 4	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre en question. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2. Pour 2004, 2005 et 2006, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2007, tandis que pour 2007, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2007.

3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2008.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

6. Pour 2004, 2005 et 2006, les estimations initiales sont en dollars enchaînés (1997).

**Tableau I.5 Révisions aux agrégats des revenus en dollars courants**

Période de référence	Estimation initiale <sup>1</sup>	Estimation antérieure <sup>2</sup>	Estimation révisée <sup>3</sup>	Révision courante <sup>4</sup>	Révision cumulative <sup>5</sup>
millions de dollars					
<b>Rémunération des salariés</b>					
2004	638 868	654 957	657 249	2 292	18 381
2005	678 925	694 041	695 093	1 052	16 168
2006	730 075	737 382	743 313	5 931	13 238
2007	782 290	782 290	788 357	6 067	6067
<b>Bénéfices des sociétés avant impôts</b>					
2004	178 014	169 151	168 219	-932	-9 795
2005	193 936	189 357	185 895	-3 462	-8 041
2006	200 338	198 859	196 719	-2 140	-3 619
2007	210 426	210 426	203 231	-7 195	-7 195
<b>Bénéfices des entreprises publiques avant impôts</b>					
2004	11 857	12 923	12 815	-108	958
2005	13 370	14 578	15 323	745	1 953
2006	13 733	13 823	14 638	815	905
2007	15 455	15 455	15 539	84	84
<b>Intérêts et revenus divers de placements</b>					
2004	56 845	54 109	54 020	-89	-2 825
2005	61 240	61 070	61 247	177	7
2006	63 418	65 310	66 421	1 111	3 003
2007	68 684	68 684	71 515	2 831	2 831
<b>Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole</b>					
2004	1 700	3 106	2 897	-209	1 197
2005	1 551	1 321	1 098	-223	-453
2006	326	344	-154	-498	-480
2007	582	582	110	-472	-472
<b>Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris</b>					
2004	81 013	81 037	81 313	276	300
2005	84 666	83 636	83 955	319	-711
2006	87 412	85 980	86 540	560	-872
2007	89 777	89 777	90 363	586	586
<b>Ajustement de la valeur des stocks</b>					
2004	-657	-1 747	-1 844	-97	-1 187
2005	-442	-933	-907	26	-465
2006	-1 809	-1 775	-2 407	-632	-598
2007	2 968	2 968	3 272	304	304
<b>Impôts moins subventions, sur facteurs de production</b>					
2004	57 661	58 998	59 219	221	1 558
2005	59 961	61 847	61 846	-1	1 885
2006	63 351	64 421	64 580	159	1 229
2007	66 949	66 949	67 921	972	972
<b>Impôts moins subventions, sur produits</b>					
2004	93 248	89 838	89 603	-235	-3 645
2005	94 750	94 334	93 621	-713	-1 129
2006	97 229	97 161	96 260	-901	-969
2007	100 133	100 133	99 428	-705	-705
<b>Provisions pour consommation de capital</b>					
2004	174 216	168 274	167 823	-451	-6 393
2005	181 427	176 338	175 961	-377	-5 466
2006	185 505	184 750	185 206	456	-299
2007	193 814	193 814	195 229	1 415	1 415

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante.

2. Pour 2004, 2005 et 2006, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2007, tandis que pour 2007, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2007.

3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2008.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.

**Tableau I.6 Révisions aux agrégats des dépenses en dollars courants**

Période de référence	Estimation	Estimation	Estimation	Révision	Révision
	initiale <sup>1</sup>	antérieure <sup>2</sup>	révisée <sup>3</sup>	courante <sup>4</sup>	cumulative <sup>5</sup>
	millions de dollars				
<b>Dépenses personnelles en biens et services de consommation</b>					
2004	722 631	720 401	719 917	-484	-2 714
2005	761 962	760 701	759 239	-1 462	-2 723
2006	801 810	803 502	803 260	-242	1 450
2007	853 966	853 966	852 770	-1 196	-1 196
<b>Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services</b>					
2004	249 771	248 868	247 397	-1 471	-2 374
2005	262 369	262 650	260 197	-2 453	-2 172
2006	282 667	279 806	278 922	-884	-3 745
2007	298 067	298 067	296 472	-1 595	-1 595
<b>Formation brute de capital fixe des administrations publiques</b>					
2004	32 702	32 082	32 504	422	-198
2005	35 129	36 296	36 952	656	1 823
2006	37 382	40 336	40 899	563	3 517
2007	43 715	43 715	45 711	1 996	1 996
<b>Investissement des administrations publiques en stocks</b>					
2004	21	21	21	0	0
2005	27	27	27	0	0
2006	-41	-41	-41	0	0
2007	15	15	15	0	0
<b>Investissement des entreprises en bâtiments résidentiels</b>					
2004	84 470	82 918	82 965	47	-1 505
2005	89 595	89 791	89 731	-60	136
2006	96 941	98 386	98 473	87	1 532
2007	108 592	108 592	108 726	134	134
<b>Investissement des entreprises en ouvrages non résidentiels</b>					
2004	54 243	62 081	62 058	-23	7 815
2005	63 938	72 674	72 553	-121	8 615
2006	80 681	85 698	84 756	-942	4 075
2007	92 800	92 800	88 895	-3 905	-3 905
<b>Investissement des entreprises en machines et matériel</b>					
2004	85 641	84 435	84 732	297	-909
2005	91 354	90 609	93 035	2 426	1 681
2006	94 109	93 801	99 853	6 052	5 744
2007	96 244	96 244	104 069	7 825	7 825
<b>Investissement des entreprises en stocks</b>					
2004	7 219	5 589	5 238	-351	-1 981
2005	9 469	9 642	9 330	-312	-139
2006	7 223	7 824	8 093	269	870
2007	7 152	7 152	9 806	2 654	2 654
<b>Exportations de biens et services</b>					
2004	494 519	495 347	495 980	633	1 461
2005	518 256	520 379	518 909	-1 470	653
2006	525 611	524 706	522 698	-2 008	-2 913
2007	534 669	534 669	532 118	-2 551	-2 551
<b>Importations de biens et services</b>					
2004	437 404	440 732	440 314	-418	2 910
2005	464 030	468 197	467 852	-345	3 822
2006	487 379	487 660	487 048	-612	-331
2007	503 445	503 445	502 255	-1 190	-1 190

1. Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle publiée au quatrième trimestre de l'année correspondante.

2. Pour 2004, 2005 et 2006, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2007, tandis que pour 2007, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2007.

3. Les estimations révisées résultent des révisions au temps du premier trimestre de 2008.

4. La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5. La révision cumulative est l'estimation révisée moins l'estimation initiale.